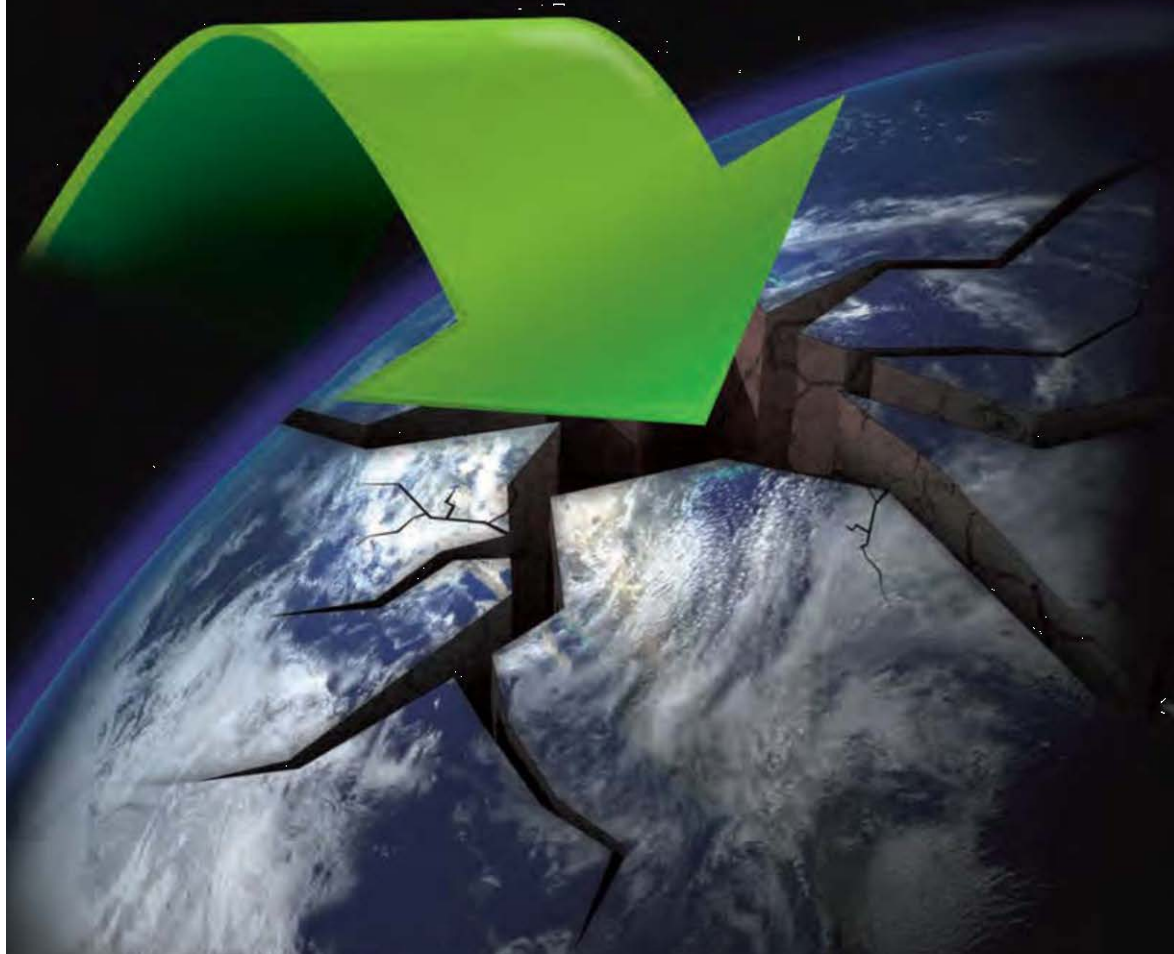


La dérive écologique

LE MYTHE DE LA TERRE EN COLÈRE



MICHEL PRUNEAU

À mes fils, Benjamin et Étienne, ainsi qu'à tous ceux
qui pensent que l'avenir appartient à l'être humain.

À ceux qui en doutent, je souhaite que cette lecture à
haute teneur critique s'avère finalement apaisante.

*Les convictions sont des ennemis de la vérité
plus dangereux que les mensonges.*

Nietzsche

Du même auteur

La santé n'est pas l'absence de maladie, Montréal, Libre Expression, 1988

Cœur de Père, Montréal, Libre Expression, 1990

Les Marchands d'âmes. Essai critique sur le Nouvel Âge, Montréal, Éditions internationales Alain Stanké, 1998

Plaisirs et défis du lien amoureux, Montréal, VLB éditeur, 2000

Mémoire de guerrier. La vie de Peteris Zalums, Montréal, Éditions Mémoire d'encrier, 2005

Les Monologues du pénis, Montréal, Lanctôt éditeur, 2007

Remerciements

Mes remerciements très chaleureux à mes premiers lecteurs dont les critiques et suggestions constituent les meilleurs encouragements. Merci à Yolande Garant, Alain Comtois, Mathieu Lachance, Martin Bisailon, Marc Vachon, Louise Greffard, Luc Barsalou, Yves Gingras, Claude Lévesque et Lysanne Lacoste. Merci à Vincent Bernard pour la conception graphique de la page couverture. Finalement, merci à tous ceux qui s'intéressent à mes écrits.

Sommaire

1. Serions-nous atteints du complexe d'Idéfix ?	4
2. Les idées fixes et la science	8
3. Le réchauffement climatique, un consensus imposé	15
4. L'empreinte écologique et la culpabilité d'exister	40
5. Le marché du carbone, le délire du monstre vert	48
6. Le recyclage, une potion magique contre l'angoisse écologique ?	60
7. Les médias et la psychose du climat	69
8. Le spectre de la fin du monde	77
9. Sortir de la pensée toxique	82

Serions-nous atteints du complexe d'Idéfix ?

Le sympathique Idéfix, fidèle compagnon d'Obélix et Astérix, aime tellement les arbres qu'il perd subitement connaissance lorsqu'un spécimen est abattu devant lui. En tant qu'amoureux de la nature, aurions-nous également tendance à cesser d'utiliser notre pensée critique lorsqu'il est question de l'avenir de notre planète ?

L'idée que la nature a été surexploitée et que la Terre n'est plus viable s'est définitivement installée dans les esprits du vingt et unième siècle. Pour certaines personnes, convaincues de l'imminence d'un désastre planétaire, le simple fait de remettre en question cette « vérité écologique » équivaut à une forme de crime contre l'humanité. Avons-nous encore le droit de réfléchir aux conséquences de cette nouvelle conviction ?

Il ne s'agit pas de nier les défis indissociables de l'existence humaine sur notre planète. La survie des espèces vivantes a toujours été tributaire de ses capacités d'adaptation, quelle que soit l'époque. Compte tenu de l'explosion démographique, les impératifs de développement des populations solliciteront forcément le génie créateur de plusieurs générations à venir. Ce qui est ici remis en question est la tendance généralisée qui consiste à associer à chaque soubresaut de la nature une preuve supplémentaire de déchéance globale dans une perspective de fin du monde. À cet égard, nous sommes en droit de nous demander si ce mode de pensée est générateur de courage ou de démission. La terreur écologique est-elle porteuse d'avenir pour l'humanité ?

Plus fondamentalement encore, puisque les fantasmes d'apocalypse ont toujours fait partie de l'imaginaire humain, cette impression moderne d'autodestruction planétaire est-elle justifiée ? Quelle est la part de construction psychologique dans cette conception de la réalité ?

Il est vrai que certains scientifiques n'en finissent plus d'évoquer des scénarios catastrophes pour l'avenir du monde. Au cours des dix dernières années, l'hypothèse considérant un dérèglement du climat lié à l'activité humaine s'est propagée dans toutes les sphères de la société. Les médias ont tellement relayé cette thèse qu'elle a frappé l'imaginaire collectif comme l'annonce d'un diagnostic de cancer incurable pour un individu. Devant l'ampleur des désastres annoncés, et le caractère plutôt utopique des mesures correctrices proposées, les citoyens retiennent finalement qu'il est trop tard pour inverser la fureur destructrice qui s'est emparée de la planète. Triste constat dont il faudra bien mesurer les conséquences sur la confiance des générations montantes. Nous y reviendrons au cours de cet ouvrage.

L'état de panique écologique est à la mode, comme si cette réaction émotive était en soi une affirmation de la conscience planétaire. En conséquence, la réflexion critique touchant les questions environnementales est souvent considérée comme suspecte. Le doute, pourtant essentiel au développement de la pensée et de notre compréhension du monde, est maintenant perçu

comme une menace additionnelle à l'équilibre fragile du monde. L'écologie étant initialement une science, nous devons considérer cette attitude comme une dérive.

La science en otage ?

Depuis que la théorie du réchauffement de la planète en lien avec l'activité humaine s'est installée comme une vérité incontournable, les défenseurs de cette thèse se comportent souvent comme si la science était entièrement passée dans leur camp, même lorsqu'il s'agit de discuter leurs propositions politiques. Les travaux et les avis qui ne concordent pas avec la thèse dominante sont simplement balayés du revers de la main. Les scientifiques qui remettent en question les perspectives alarmistes sont considérés, avec une pointe de mépris, comme des « sceptiques ». Pourtant, le scepticisme n'est pas une erreur philosophique. Le scepticisme est une qualité intellectuelle indissociable de la démarche scientifique, avant, pendant et après les recherches. En fait, la pensée scientifique valorise la confrontation des idées contraires, en les soumettant inlassablement à de nouvelles observations, pour tenter de découvrir une vérité qui nous échappe toujours. Une véritable démarche scientifique doit reconnaître d'emblée que les théories ne sont jamais définitives.

En ce qui a trait aux questions environnementales concrètes, la pensée critique ne s'oppose pas aux efforts d'amélioration des conditions de vie de l'humanité. Des professionnels des sciences de la Terre travaillent quotidiennement pour que les aspects environnementaux soient pris en compte dans les différents projets de développement socio-économiques.

Par contre, nous pouvons contester la pertinence de l'émotivité et l'opposition systématique qui caractérise trop souvent les réactions de plusieurs personnes lorsqu'il est question d'environnement. En sonnant inlassablement l'alarme, dès qu'un enjeu environnemental surgit, les activistes souhaitent sans doute mobiliser les consciences, mais la frayeur écologique qui en résulte risque plutôt de désensibiliser les citoyens devant les enjeux complexes du développement de l'humanité. S'il faut se mobiliser pour que les projets se réalisent en tenant compte de l'environnement, le mandat déraisonnable de « sauver la planète » entraîne un état de panique qui ne favorise pas la réflexion rationnelle devant les défis de l'avenir.

Depuis qu'une certaine écologie considère l'activité humaine comme étant toxique, l'idée qu'il y a trop d'êtres humains sur la planète gagne des adeptes. Dans cette même perspective, le développement économique mondial est souvent considéré comme un dangereux poison puisqu'il est une conséquence logique du développement industriel. Jusqu'à maintenant, les tentatives visant à limiter les activités génératrices de CO₂ ayant échoué, ce qui est compréhensible d'un simple point de vue démographique, un état diffus d'anxiété écologique demeure omniprésent dans la population.

Pour rappeler l'être humain dans le droit chemin et réactiver sa conscience écologique, certains activistes souhaitent même ouvertement que des catastrophes se produisent. À cet égard, il est plus que souhaitable qu'une

réflexion critique fasse contrepoids à une « pensée verte » accablante, qui ne semble plus croire aux capacités d'adaptation de l'humanité et de la vie elle-même.

Cette réflexion me semble d'autant plus importante que les propositions politiques et économiques de l'idéologie verte auraient des conséquences majeures pour l'humanité. Nous ne pouvons pas plonger dans de telles réformes sans en débattre ouvertement dans toutes les instances démocratiques. Est-ce que les adeptes de la décroissance économique globale se rendent compte que cet objectif implique qu'il faille empêcher les pays émergents de s'industrialiser et de se développer comme nous l'avons fait dans nos pays occidentaux ? Pour la pensée écologiste radicale, ce type de question est pourtant tabou, et celui qui ose la formuler est automatiquement considéré comme un ennemi de la planète. Pourtant, serait-il possible que le fantasme de la Terre menacée engendre des propositions politiques incompatibles avec les droits humains fondamentaux ? Puisque ces enjeux deviendront de plus en plus importants avec la croissance démographique, les propositions de l'écologie radicale pourraient devenir plus qu'inquiétantes.

Des croyances archaïques recyclées par l'écologie

Bien que les préoccupations actuelles concernant l'avenir de la planète reposent sur des études scientifiques, les thèses écologistes semblent parfois favoriser la réémergence de modèles de pensée qui relèvent de la culture religieuse d'une autre époque.

L'idée d'apocalypse, remise au goût du jour, en est peut-être le meilleur exemple. Alors que cette croyance était jadis supportée par un imaginaire terrorisé par l'autorité d'un Dieu père qui allait revenir pour le Jugement dernier, la pensée écologiste « moderne » fait appel au même type d'angoisse sur un registre matriarcal. Dans cette vision du monde, la Terre est perçue comme une Mère blessée et en colère contre la surexploitation et la cupidité des Hommes. Pour cette conception vaguement animiste, les catastrophes naturelles sont souvent considérées comme des vengeances justifiées de la Nature contre les erreurs de l'Humanité.

En réalité, nous savons que les ouragans ne sont porteurs d'aucune vengeance divine ou planétaire et que les tremblements de terre ne sont l'expression d'aucun règlement de compte surnaturel ou naturel. La nature n'est imprégnée d'aucune morale particulière. Elle existe, sous l'influence de forces à la fois chaotiques et organisées que nous ne comprenons pas toujours très bien. À cet égard, cette idée moderne qui consiste à prétendre que nous comprenons entièrement le climat et que nous pouvons à coup sûr prédire l'avenir est une aberration philosophique dont il faudrait mesurer les conséquences.

La Terre est un lieu d'une grande beauté, et la nature est souvent le théâtre d'une bonne part de cruauté. Bien avant nous, il y a eu des époques glaciaires, des réchauffements climatiques, des éruptions volcaniques, des bombardements de météorites, des extinctions massives et il y en aura d'autres bien après nous. Est-il devenu révolutionnaire d'affirmer une telle chose ?

Les êtres humains ont bien peu de pouvoir sur la grande marche de la nature et de l'univers. Combien reste-t-il d'années à l'histoire de l'humanité : des milliers, des millions, des milliards ? Individuellement nous ne le saurons jamais, et cette énigme qui se résoudra sans nous explique peut-être que notre imaginaire soit tourmenté devant les questions qui concernent l'avenir.

Le présent ouvrage propose une réflexion globale sur l'état de panique et ses conséquences en regard des défis de l'humanité. Les démonstrations qui remettent en question *Le mythe de la Terre en colère* s'appuieront sur les travaux de nombreux scientifiques reconnus qui sont en profond désaccord avec les théories catastrophistes actuelles.

L'auteur n'étant pas un expert des sciences de la Terre, les réflexions éthiques développées dans ce livre sont proposées dans une perspective citoyenne. En revanche, l'indépendance de cette analyse comporte l'avantage de ne pas défendre d'intérêts financiers pour ou contre les énergies fossiles.

Puisque la pensée « verte » débouche sur des orientations majeures au plan économique et politique, le débat nous concerne tous et ne peut être réservé exclusivement aux spécialistes des sciences. En proposant une réflexion critique sur différents aspects d'une idéologie en dérive, l'objectif est de nourrir le débat démocratique.

En ce sens, les lecteurs sont encouragés à questionner tout ce qui est écrit dans cet ouvrage. En contrepartie ils devront s'attendre à remettre en question quelques idées très populaires qui pourraient comporter une bonne part d'« idées fixes ».

N.B. Concernant la question du réchauffement climatique, quelques passages de la première version de cet ouvrage laissaient penser que je prenais résolument parti contre la thèse de la responsabilité humaine.

En fait, cet aspect de la question ne m'intéresse pas fondamentalement et ces passages entraînaient souvent un débat technique qui faussait la réflexion sur les aspects éthiques découlant du dossier climatique. J'ai donc procédé à une révision de mon ouvrage en août 2012.

La présente version utilise une approche plus journalistique lorsqu'il est question des thèses scientifiques qui contestent la responsabilité humaine concernant le réchauffement. Cette plus grande objectivité me permet par ailleurs de mieux cibler l'essentiel de ma réflexion critique qui concernait et qui concerne toujours le catastrophisme et ses conséquences psychologiques, sociales, économiques et politiques.

Les lecteurs qui désirent poursuivre la réflexion et débattre de façon constructive des idées présentées dans ce livre sont toujours les bienvenus au site Internet de l'auteur www.michelpruneau.com

2

Les idées fixes et la science

Le paradoxe de la science est qu'il n'y a qu'une réponse à ses méfaits et à ses périls : encore plus de science.

Romain Gary

Avant d'explorer la question cruciale du réchauffement planétaire, voici une petite histoire de l'évolution universelle et de la connaissance scientifique. Ce résumé, très sommaire, servira à illustrer les qualités de rigueur et de souplesse intellectuelles qui permettent de naviguer plus confortablement à travers les enjeux scientifiques modernes. Cette synthèse se terminera par une réflexion sur la notion de consensus dans le domaine scientifique. Mais voyons d'abord comment tous nos problèmes ont commencé.

Sorti du néant où il n'y avait pas d'espace et pas de temps, l'univers s'est déployé pendant près de quinze milliards d'années avant que l'intelligence humaine ne prenne conscience du phénomène. Il ne faut pas nous en vouloir, nous n'étions pas là, mais notre absence n'a pas empêché l'univers de créer généreusement des milliards de galaxies.

Puis, il y a environ quatre milliards d'années, la grande odyssée de l'univers a vu une petite étoile de la Voie lactée donner naissance à la Terre. Sur cette minuscule planète, perdue dans l'espace cosmique, un phénomène étrange s'est produit : *« Pendant 500 millions d'années, la jeune Terre continua à subir une pluie constante de comètes, de météorites et d'autres débris galactiques, ce qui apporta l'eau pour remplir les océans et les composants nécessaires à la formation de la vie. C'était un environnement singulièrement hostile, et pourtant la vie y trouva sa voie. Un minuscule sac de produits chimiques eut un petit hoquet et devint animé. Nous étions en route.¹ »*

Rappelons au passage que la vie sur Terre s'est développée grâce à l'effet de serre, sans lequel la Terre serait probablement demeurée une boule de glace. En de telles circonstances, l'être humain ne serait jamais advenu pour s'en inquiéter.

À partir de l'apparition de la vie, quelques milliards d'années ont été nécessaires pour que naissent enfin nos lointains parents. Des êtres unicellulaires se sont d'abord formés dans la mer, certains organismes plus complexes se sont adaptés à la vie sur terre, notre planète a été peuplée de fougères et, plus tard, de grands reptiles avant que ces derniers ne cèdent la place aux mammifères dans la grande chaîne de l'évolution. À la suite de l'apparition des premiers grands singes, quelques millions d'années ont encore été indispensables pour qu'émerge l'intelligence particulière de l'Homo sapiens. C'est ainsi que le développement d'outils a été possible de même que

¹ Bryson, Bill, *Une histoire de tout ou presque...*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2007 p. 58

l'acquisition d'un langage structuré permettant la transmission des connaissances entre les générations.

Étonnamment, cette petite histoire du cosmos et de la vie était à peu près inconnue des êtres humains il y a seulement deux cents ans. Ce sont des connaissances scientifiques plutôt récentes qui nous permettent de connaître un peu mieux l'histoire du monde mystérieux que nous habitons.

La question du sens

Pourquoi l'univers existe-t-il plutôt que pas ? La seule réponse honnête est un silence qui constitue une première leçon d'humilité. Personne ne le sait. Le vertige qui résulte parfois explique sans doute notre besoin de connaître le monde et d'acquiescer quelques certitudes, afin de reposer notre pauvre cerveau qui tente tant bien que mal de comprendre ce qui lui arrive. S'il faut à tout prix nous distinguer des animaux, nous pouvons évoquer ce mystérieux pouvoir qui nous permet de réfléchir à notre propre condition. Pourquoi existons-nous et, surtout, pourquoi faut-il que nous soyons parfois aux prises avec le mal de vivre ?

Face aux nombreuses incertitudes de l'existence et à l'angoisse de la survie, quelques idées se présentent souvent comme des vérités éternelles. L'idée d'un Dieu tout puissant et intemporel qui gouverne cette mécanique fabuleuse est sans doute la plus ancienne et la plus universelle. Les anthropologues considèrent que les premiers signes de religiosité de l'espèce humaine remontent à la préhistoire, lorsque nos ancêtres ont commencé à enterrer leurs morts avec des objets leur ayant appartenu. Le désir d'être éternel est probablement indissociable de la pensée humaine.

Ces sentiments religieux spontanés, fondés sur un désir compréhensible de poursuivre l'expérience de la vie, ont éventuellement donné naissance à des religions organisées qui ont joué un rôle actif dans l'organisation sociale et la répartition des pouvoirs. De nos jours, en dépit de nos connaissances scientifiques, le recours à des théories surnaturelles pour expliquer l'inexplicable est encore une tendance majoritaire à travers le monde. Les appellations divines varient d'une région à l'autre, mais l'idée de base demeure la même.

La culture religieuse des pays en développement est bien connue, mais de récents sondages révèlent également que près de 45 % des Américains croient encore que la Terre a été créée en six jours, il y a six à dix mille ans. Aux États-Unis, certaines universités comme la Liberty University², qui reçoit plus de douze mille étudiants chaque année, enseignent exclusivement le créationnisme. La théorie de l'évolution de Darwin, qui repose sur l'observation de faits validés, n'y est abordée que pour être détruite.

Même si le créationnisme n'est pas une thèse scientifique, les croyants constituent une force politique qui tente d'influencer les orientations des institutions dans plusieurs pays. En 2008, un article du *Monde* signé par

² <http://www.liberty.edu>

Catherine Vincent, *Le créationnisme étend son influence en Europe*, révélait qu'en Italie, la ministre de l'Éducation, Letizia Moratti, avait signé un décret excluant l'enseignement de la théorie de l'évolution dans les collèges. Fort heureusement, cette mesure a été annulée une année plus tard, après avoir déclenché une forte réaction de la communauté scientifique. L'article rappelle également qu'un sondage réalisé en janvier 2006 par la BBC révélait que plus de 40 % des personnes interrogées souhaitaient que le créationnisme soit enseigné dans les cours de sciences en Angleterre.

Plusieurs personnes pensaient que les questions religieuses avaient été définitivement réglées au cours des années soixante-dix en Occident. Nous avons pensé que la dimension religieuse allait demeurer un droit individuel qui n'envahirait plus la sphère publique, mais nous devons conclure que cette importante distinction n'est pas encore définitivement intégrée.

L'héritage des idées fixes et la dissonance cognitive

Pour explorer les enjeux intellectuels qui émergent lors de la remise en question de certains modes de pensée, supposons que nous voyons le jour dans une société qui croit à la danse de la pluie. Dans ces circonstances, nous grandirons obligatoirement en accréditant l'idée qu'une danse peut faire tomber la pluie. Pour tous les membres de notre tribu, la pluie sera une bénédiction du ciel associée aux dernières danses effectuées. Et comme la pluie finit toujours par arriver, si nous dansons un peu chaque jour de sécheresse, la réalité finira inévitablement par nous fournir la « preuve » que notre danse n'a pas été inutile.

Lorsque les Aztèques et les Mayas sacrifiaient des êtres humains sur des autels, ils croyaient véritablement que les dieux réclamaient ces sacrifices en échange du temps clément pour les récoltes. Ces pratiques barbares n'enlèvent rien à la valeur de ces civilisations qui avaient atteint un niveau de connaissance impressionnant, notamment en astronomie. Mais nous savons aujourd'hui qu'il ne sert à rien de sacrifier des êtres humains ou des animaux pour que la nature soit clémente. Comme le dit l'éminent sociologue et philosophe Edgar Morin : « *Il n'y a pas d'organe dans le cerveau qui permette de différencier le réel de l'imaginaire.* » C'est pour cette raison que la démarche scientifique est nécessaire pour connaître véritablement la réalité.

Transportons-nous maintenant, avec nos connaissances actuelles, dans une peuplade animiste qui croit encore au pouvoir de la danse de la pluie. Si nous étions invités à danser, nous pourrions peut-être y prendre plaisir, mais nous nous sentirions sans doute un peu troublés intérieurement. Mais si nous nous aventurons à mobiliser nos connaissances scientifiques pour tenter de convaincre le groupe que le phénomène de la pluie n'a rien à voir avec des activités rituelles, nous nous exposerions à de sérieux problèmes. Le sorcier du village, qui tire son autorité du respect des rites traditionnels, risquerait de réagir plutôt négativement devant l'émergence d'une nouvelle concurrence, qu'elle soit volontaire ou non. Le chef du clan pourrait lui aussi se sentir inquiet par une nouvelle répartition du pouvoir dans sa collectivité. Avoir raison, même si on a fondamentalement tort, entraîne toujours certains privilèges économiques et sociaux.

Si nous prenions tout de même le risque de remettre en question ouvertement la valeur de la danse de la pluie, chaque membre de la tribu se retrouverait en état de dissonance cognitive. La dissonance cognitive est un état de confusion psychologique provoqué par l'exposition à deux informations contradictoires. Puisque les idées partagées par un groupe constituent souvent des éléments essentiels à sa cohésion, il pourrait être très périlleux de remettre en question des croyances dans une société traditionnelle. En fait, notre survie immédiate pourrait en dépendre.

Pour acquérir une compréhension scientifique du monde, l'être humain doit réussir à apprivoiser le malaise de la dissonance cognitive.

Y a-t-il toujours du faux dans les idées vraies ?

Grâce à la transmission des connaissances entre les générations, nous n'avons plus à nous situer devant toutes les croyances qui ont jadis été considérées comme des vérités. Les êtres humains n'ont plus à croire que la Terre est plate comme un disque avant d'apprendre qu'elle est ronde. Pythagore a été le premier à remettre en question ouvertement cette « vérité », mais encore a-t-il fallu que nous en soyons nous-mêmes informés. En nous limitant à une observation de l'horizon, nos perceptions pourraient nous laisser croire qu'une chute dans le vide nous attend si nous nous aventurons un peu trop loin.

Les philosophes grecs, progressistes, qui avaient accepté l'idée d'une Terre ronde... se sont mis à imaginer la Terre comme une sphère parfaite située au centre de l'univers ! Ils pensaient en effet que les astres et les étoiles tournaient autour de notre planète en demeurant équidistants. L'évolution de leur pensée était en accord avec de nouvelles données scientifiques, même si en réalité une erreur venait effectivement en remplacer une autre. C'est Copernic qui a corrigé cette fausse perception... en plaçant le Soleil au centre de l'univers !

Lorsque Galilée a eu le courage de défendre publiquement la thèse de Copernic, situant le Soleil au centre de l'univers, il a été déclaré hérétique par l'Église. En 1633, l'Inquisition lui a fait renier ses observations et, malgré sa rétractation, Galilée sera privé de sa liberté jusqu'à la fin de sa vie en 1642. Il a fallu attendre 1822 pour que l'Église admette publiquement que la Terre tourne autour du Soleil. Et ce n'est qu'en 1992 que l'Église a réhabilité Galilée en reconnaissant officiellement sa contribution à la science. Si nous pouvons considérer que les croyants sont souvent aux prises avec certaines idées fixes, il faut encore reconnaître que la thèse de Galilée était finalement fausse. Le Soleil n'est pas plus au centre de l'univers que ne l'était la Terre, mais cette étape a été essentielle au développement de notre compréhension du monde.

La mise à l'épreuve des idées nouvelles et la force du nombre

Il est relativement simple aujourd'hui de naviguer dans l'histoire des idées anciennes. Il suffit de s'informer à des sources valides au plan scientifique. Mais si nous naissons dans un milieu où le créationnisme est la thèse acceptée,

nous devons mener un combat, souvent éprouvant, pour nous construire un nouveau champ de référence intellectuel.

Lorsqu'il s'agit de se situer face à des connaissances récentes, l'exercice comporte plusieurs risques d'erreurs, car nous n'avons pas de références pour déterminer ce qui est faux et ce qui est vrai. Récemment, à la suite de la construction du Grand Collisionneur de Hadrons³ en France, certains scientifiques ont émis des craintes concernant les expériences visant à reproduire l'état de la matière lors du Big-bang. Ces scientifiques inquiets, dont un prix Nobel, prétendaient que ces expériences de physique pouvaient créer des petits trous noirs susceptibles d'absorber toute la matière de la Terre, provoquant ainsi la fin du monde. Cette prédiction ne s'est manifestement pas encore réalisée.

En ce qui a trait à la théorie du réchauffement climatique causé par l'activité humaine, le débat se corse encore plus, car cette théorie concerne la pérennité du seul habitat dont l'être humain dispose pour le moment : la Terre.

Le principal problème de cette question brûlante est que ceux qui défendent la thèse de la responsabilité humaine dans le réchauffement (considérant le débat clos) demandent prestement à la population d'adopter des mesures économiques et politiques très restrictives. Le principal problème de ces objectifs de réduction des émissions de CO2 est que ce carbone produit par la combustion des énergies fossiles est actuellement indissociable de la vie économique de la population mondiale en croissance.

La science et la démocratie

Dans ce débat concernant le réchauffement climatique, la notion de consensus scientifique pourrait abîmer sérieusement la culture démocratique. Pourtant, même en science, l'argument du nombre de scientifiques en faveur d'une thèse est en soi problématique. Il y a plusieurs années, un groupe de savants allemands, sympathisants des nazis, a publié un livre intitulé *100 professeurs contre Einstein*, dans le but de discréditer les théories de l'inventeur de la relativité. Lorsqu'Einstein apprit l'existence de ce livre, il déclara : « Si ma théorie était fautive, un seul professeur aurait suffi ! »

Dans le cadre des débats actuels, il faut rappeler que l'idée de « consensus scientifique », qui pourrait sembler noble au premier abord, est difficilement conciliable avec les exigences de la démarche scientifique. Mis à part les théories qui ont été confirmées sur de longues périodes, il faut rappeler que la notion de consensus relève surtout du domaine politique. Au nom de la démocratie, il faut espérer qu'il soit encore possible de débattre des orientations politiques et économiques qui touchent tous les citoyens de la planète.

En science, pour qu'une hypothèse soit considérée vraie, elle doit résister à toutes les attaques sollicitées par le processus de validation scientifique. Nous

³ <http://www.lhc-france.fr/>

ne pouvons pas séparer en deux camps les scientifiques qui appuient une théorie et ceux qui la réfutent pour déclarer que la majorité l'emporte. S'il est vrai qu'une grande majorité de scientifiques considère vraie la thèse du réchauffement d'origine anthropique, nous ne pouvons pas en conclure que les prédictions alarmistes sont scientifiques et que les dispositions politiques liées à la décroissance économique le sont aussi.

À cet égard, les adeptes du consensus concernant les conséquences néfastes du réchauffement ont du travail qui les attend. Dans une lettre ouverte au secrétaire général des Nations Unies, datée de décembre 2009⁴, un groupe de cent quarante et un scientifiques réputés dans des disciplines liées au climat mettent au défi « les partisans d'un réchauffement dangereux causé par l'homme » de fournir des preuves concernant dix thèmes majeurs. Ces défis scientifiques concernent, entre autres, la variation climatique naturelle, la démonstration concrète de l'élévation du niveau des mers et ses dangers, l'augmentation en gravité et en fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que l'adaptation historique des espèces aux conditions terrestres.

La difficile humilité scientifique

Puisqu'une théorie considérée vraie, à un moment donné, peut se révéler totalement fautive à un autre, il est normal qu'à peu près tout le monde se trompe un jour ou l'autre. Cette réserve s'applique également à des savants du calibre d'Albert Einstein, qui a déjà soutenu des thèses qui se sont révélées fausses. Par exemple, un des derniers gestes professionnels de sa vie aura été d'écrire une magnifique préface pour le livre d'un géologue nommé Charles Hapgood qui réfutait l'idée que les continents sont en mouvement. Comme le rapporte le journaliste scientifique Bill Bryson : « *Hapgood rappelait que quelques âmes crédules avaient cru observer une apparente correspondance de forme entre certains continents*⁵ ». En 1955, Albert Einstein, un des plus grands esprits scientifiques de tous les temps, ne connaissait rien de la tectonique des plaques. La connaissance de la véritable danse des continents à travers l'histoire de la Terre est une acquisition récente dans l'histoire de la science. Alors, si Einstein pouvait se tromper, nous pouvons peut-être accepter l'idée que tout le monde peut se tromper.

Même si l'histoire de la science a donné lieu à de nombreux affrontements de monstres sacrés, qui ont tenté par tous les moyens d'avoir raison, la démarche scientifique nous invite à cultiver une part d'humilité qui permet de maintenir la communication sur des bases rationnelles. La part de ce que nous ne comprenons pas encore sera toujours plus importante que la part que nous croyons comprendre.

Pour connaître véritablement la réalité, nous sommes constamment dans l'obligation de formuler des hypothèses. Dans l'univers hyper médiatisé qui est le nôtre, ces hypothèses sont fréquemment noyées dans une masse

⁴ [Traduction française](#) de cette lettre, signée par les cent quarante et un scientifiques du climat

Pour la version originale anglaise : <http://www.copenhagenclimatchallenge.org/>

⁵ *Une histoire de tout, ou presque*, op.cit., p. 215.

d'informations qui circulent à une vitesse étourdissante. Et ces informations, souvent fondées sur des opinions et des intérêts, se présentent fréquemment comme des vérités et des faits.

Pour retrouver le plaisir de débattre plus sereinement, il serait peut-être souhaitable de considérer toutes les informations que nous recevons comme des hypothèses, en réservant notre jugement pour plus tard. Bien sûr, nous souffrirons parfois de dissonance cognitive, mais la réalité est effectivement un phénomène complexe.

3

Le réchauffement climatique, un consensus imposé

La relation de cause à effet est fondatrice de l'esprit scientifique. Ce triomphe de l'esprit nous rend tellement heureux que la découverte de la moindre cause fait oublier de penser.

Boris Cyrulnik

La théorie du réchauffement climatique causé par l'activité humaine est de plus en plus considérée comme un fait. Les médias reprennent inlassablement ce thème en utilisant un ton alarmiste que les différents acteurs de l'actualité justifient en évoquant la gravité du problème. Devant cette vague déferlante, les citoyens considèrent qu'il n'y a plus de doute possible. L'idée que le monde se détériore à cause de ce réchauffement est devenue universelle.

Afin d'alimenter la réflexion, le présent chapitre présentera une synthèse des travaux de quelques scientifiques dont les travaux et les conclusions s'opposent aux thèses actuelles. Plusieurs environmentalistes considèrent que ce genre de démarche est nuisible, car elle sèmerait le doute là où les convictions devraient déjà militer pour des changements économiques et politiques. Puisque nous sommes bombardés d'informations confirmant le réchauffement anthropique, le prochain chapitre fera état des travaux de scientifiques reconnus qui sont considérés comme des sceptiques. Nous verrons que le degré de scepticisme est presque inexistant concernant le fait du réchauffement, qu'il est plus important en lien avec la responsabilité humaine et qu'il est majeur en ce qui a trait aux prévisions de catastrophes et aux mesures proposées pour modifier le climat.

La vérité des thermomètres

La température affichée sur un thermomètre peut être considérée comme une vérité absolue. Il s'agit d'une donnée technique qui ne peut être influencée par une interprétation. Il fait trente degrés et il fait chaud, ou il fait zéro et on gèle.

La donnée de base du réchauffement planétaire observé indique que les températures moyennes annuelles du globe ont augmenté d'environ 0,7 degré Celsius au cours des cent cinquante dernières années. Il s'agit d'un fait qu'à peu près personne ne conteste, même si ces données brutes peuvent déjà faire l'objet de différentes interprétations. Les déclarations confirmant un réchauffement sont tellement médiatisées que nous sommes toujours étonnés de nous rappeler que la donnée objective du réchauffement est inférieure à 1 degré, alors que nous imaginons parfois que la Terre est sur le point de cuire.

Sous l'emprise de cette perception amplifiée, plusieurs personnes croient vraiment « ressentir » le réchauffement climatique. Est-il vraiment possible de ressentir physiquement une augmentation d'un demi-degré de la moyenne annuelle des températures de l'ensemble de la planète sur une période de cent cinquante ans ? Poser la question, c'est y répondre. Nous pouvons rarement nous fier à nos perceptions pour établir un fait scientifiquement, car notre cerveau tente toujours de réduire l'écart entre ce que nous pensons et ce que nous ressentons de façon à éviter le malaise de la dissonance cognitive.

Plusieurs personnes commettent souvent le même type d'erreur conceptuelle concernant le lien erroné entre le temps froid et la grippe. Scientifiquement, il n'y a pas vraiment de lien entre ces deux phénomènes. Nous percevons souvent un lien parce que les différents virus de la grippe sont plus actifs par temps froid et surtout parce que nous sommes hypersensibles au moindre courant d'air lorsqu'une fièvre nous indique que nous avons « attrapé » une grippe. La perception du froid est réelle, mais le lien causal avec la grippe est faux. C'est le virus de la grippe qui frappe en premier, mais c'est la sensation de froid que nous percevons.

Par le même mécanisme, si nous accréditons la thèse du réchauffement climatique, nous aurons plutôt tendance à remarquer et à mémoriser les journées plus chaudes, et ceux qui ne croient pas au réchauffement font exactement le contraire. Lorsqu'il fait moins trente degrés en janvier, il est bien rare d'entendre des plaintes contre le réchauffement planétaire. Il peut même nous arriver de regretter que le réchauffement ne soit pas un peu plus manifeste dans notre coin de pays. Au final, notre cerveau s'organise toujours pour réduire l'écart entre ce qu'il perçoit et ce qu'il croit être vrai.

La relativité des thermomètres

La première limite des données des thermomètres est que la météorologie n'est pas la climatologie. À cet égard, il faut rappeler qu'une période de cent cinquante ans en climatologie représente une durée très limitée. Les observations d'un phénomène de réchauffement sont récentes (au début des années quatre-vingt) et les climatologues qui déclaraient initialement que cette légère fièvre météorologique n'était pas significative pour leur discipline ont rapidement perdu tout attrait dans notre univers médiatique en quête d'impact.

Depuis, émanant de la sphère des spécialistes, la thèse du réchauffement a gagné en popularité en engendrant parfois des réalités plutôt étranges. Il y a quelques années, à la suite d'une période des Fêtes particulièrement clémente, une journaliste du réseau d'information continue de Radio-Canada interviewait le président de l'Association des producteurs de fraises du Québec. Compte tenu d'un dégel des sols durant l'hiver, le thème de l'entrevue était « l'effet des changements climatiques sur la production des fraises ». Le ton était solennel, comme si une grave catastrophe était en train de se produire. On discutait « du caractère exceptionnel du climat observé », « des impacts indéniables du réchauffement » et « de la nécessité de s'adapter à la nouvelle réalité ». Comme il est fréquemment sous-entendu dans le domaine de l'information, les choses semblaient aller de plus en plus mal, jusqu'à ce que

l'invité déclare que les producteurs avaient surtout de la difficulté à dénicher de la main-d'œuvre à l'automne. En effet, les années où les températures sont plus chaudes, les producteurs sont aux prises avec une augmentation de la production de fraises ! Mais alors, pourquoi afficher une tête d'enterrement ?

Au-delà de cette anecdote, il est intéressant de rappeler objectivement que dans l'histoire de l'humanité les périodes de réchauffement climatique ont été des périodes de croissance et d'amélioration des conditions de vie. Peter Brecke est un chercheur en science politique de la Georgia Institute of Technology d'Atlanta, et les conclusions de son étude visant à vérifier les liens possibles entre les conflits et le climat ont été publiées par le National Academy of Sciences des États-Unis. Sa recherche, fruit d'un travail international, a permis de créer une base de données de 4500 conflits qui se sont produits à travers le monde entre 1400 et 1900. Parallèlement, David Zhang, un chercheur en géologie de l'Université de Hong Kong, a rassemblé des données climatiques. Peter Brecke conclut : « *En faisant nos premiers graphes, on voyait immédiatement une baisse du nombre de conflits au 18^e siècle.* » Ce siècle correspond effectivement à une période de temps plus doux. Après quoi, les températures refroidissent à nouveau pendant la première moitié du 19^e siècle et les occurrences de conflits augmentent. « *Le nombre de guerres par an pendant les siècles froids est presque deux fois supérieur à celui du 18^e siècle* », explique le chercheur. Ces résultats ont confirmé ceux d'une première étude de David Zhang qui portait sur 1000 ans de conflits en Chine. Il avait démontré que de grands froids avaient précédé douze des quinze grandes guerres de cette période. Peter Brecke explique : « *Lorsque les températures refroidissent, la production agricole chute et les prix augmentent. Cela provoque des famines, des tensions sociales et déstabilise les gouvernements. Cela génère des guerres et on enregistre des déclin de population* ».

Curieusement, en rupture avec les conclusions de ses propres travaux, mais en accord avec l'esprit du temps, le chercheur n'exclut pas qu'un réchauffement climatique puisse avoir des effets plutôt négatifs : « *Des températures élevées sont responsables de sécheresses qui peuvent avoir les mêmes effets : baisse des ressources naturelles et violences pour se les approprier.* » Fallait-il qu'il ajoute ce commentaire, évoquant d'éventuelles catastrophes, pour avoir droit à une couverture médiatique ? Dans le cadre de notre réflexion, retenons que cette étude démontre que les périodes de réchauffement ont été des périodes de paix et de prospérité.

Ces données corroborent également d'autres observations à l'égard d'une autre période de réchauffement que les climatologues appellent « l'optimum médiéval ». Des températures chaudes ont en effet été répertoriées à partir de l'an mille pour se poursuivre environ jusqu'au 15^e siècle. Cette période de prospérité, particulièrement pour l'hémisphère nord, est aussi appelée l'époque des bâtisseurs de cathédrales.

Mais puisque nous vivons dans un monde où l'accroissement de la température est considéré comme une menace pour l'avenir de la planète, voyons un premier avis d'un climatologue qui a consacré sa vie à l'étude du climat.

Le climatologue français Marcel Leroux⁶ a été professeur à l'université Jean Moulin de Lyon III et il a été directeur du Laboratoire de Climatologie, Risques et Environnement (CNRS – Centre National de Recherche Scientifique). Dans une entrevue intitulée « *Le réchauffement climatique est un mythe !* » parue dans la revue *Agriculture et Environnement* en 2004, Marcel Leroux déclare :

« Tout le monde accorde foi à la courbe de température globale publiée tous les ans par l'OMM (Organisation météorologique mondiale) et le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution climatique). Or, cette courbe n'est autre qu'une moyenne des températures mesurées dans 7000 stations de la planète. L'augmentation observée serait de 0,7° de 1860 à nos jours, soit la différence de température qu'on observe à l'échelle moyenne annuelle entre Nice et Marseille. Quel extraordinaire bouleversement ! Une telle valeur, donnée avec une fourchette de précision de plus ou moins 0,2° sur un siècle et demi est ridicule, car elle est de l'ordre de la précision de la mesure. En outre, comment parler de moyenne à l'échelle globale en mélangeant des températures marines, continentales, urbaines et surtout des températures de régions qui se refroidissent alors que d'autres se réchauffent ? Par exemple, l'Arctique occidental (au nord du Canada) se refroidit, alors que l'Arctique au nord de la mer de Norvège se réchauffe. Que fait donc alors vraiment l'Arctique ? On ne peut pas du tout dire avec certitude que la terre se réchauffe. »

Ce climatologue considère qu'il n'est pas valable de regrouper les données des températures recueillies et il explique les variations de température à partir de notions climatiques qui font intervenir des causes naturelles. Avant de présenter les avis d'autres scientifiques « sceptiques », voyons d'abord comment est né le concept du réchauffement de la planète.

Margaret Thatcher : une écologiste contre le charbon, mais pour le nucléaire

Au cours des années soixante-dix, les scientifiques qui étudiaient le climat étaient fort préoccupés par un éventuel refroidissement de la planète. On craignait un retour à une période glaciaire qui allait à coup sûr décimer l'humanité⁷. En 1975, l'Académie américaine des Sciences déclarait : « *Le climat présente actuellement des symptômes alarmants. Il y a tout lieu de craindre que la Terre subira un refroidissement dramatique de ses températures au cours des cent prochaines années.* »

C'est au début des années quatre-vingt que l'idée du réchauffement, causé par l'augmentation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, a été discrètement lancée par Bert Bolin, un météorologue suédois qui croyait apporter une lueur d'espoir contre la sinistre perspective glaciaire. Il s'agissait au départ d'une

⁶ Son dernier ouvrage s'intitule *Global Warming - Myth or Reality? The erring ways of climatology*, Springer Verlag, 2005.

⁷ Il faut noter que certains scientifiques qui prévoyaient des catastrophes liées à un refroidissement climatique sont devenus des [scientifiques prévoyant des catastrophes liées à un réchauffement](#).

simple hypothèse, pas très sérieuse, mais à vérifier, comme le prescrit la méthode scientifique.

À la même époque, au Royaume-Uni, des milliers de mineurs du charbon, en grève, sont en conflit ouvert avec Margaret Thatcher qui souhaite fermer les mines pour investir dans le développement de l'énergie nucléaire. Au cours de ce conflit, la célèbre Dame de Fer s'empare de l'idée du réchauffement climatique et tente de discréditer définitivement l'emploi du charbon comme source d'énergie. L'ex-rédacteur en chef du New Scientist, Nigel Calder⁸, raconte même que Mme Thatcher s'est rendue personnellement dans les officines de la prestigieuse institution scientifique britannique, la Royal Society, pour promettre tout l'argent nécessaire à ceux qui tenteraient de prouver la théorie du réchauffement climatique lié au CO₂.

Il est curieux de constater que l'industrie du nucléaire naissante s'est ainsi appuyée sur une théorie écologiste pour promouvoir ses intérêts et que ces deux mouvements (nucléaire/écologie) se soient indirectement concertés pour aider la droite politique à s'attaquer aux travailleurs des mines. Depuis ce temps, l'hypothèse du réchauffement climatique a lentement permis à l'industrie de l'énergie nucléaire de se reconstruire une certaine virginité écologique, alors qu'elle était la bête noire des mouvements environnementalistes de l'époque. Puisque l'industrie du nucléaire ne produit pas de dioxyde de carbone, cette technologie n'est plus l'objet d'une opposition systématique des populations actuelles. Elle suscite même un intérêt certain.

En Angleterre, suite au conflit de travail avec les mineurs, le charbon a finalement été remplacé par le gaz naturel qui constitue encore aujourd'hui la principale source énergétique du pays. De nos jours, plusieurs intervenants politiques et économiques souhaiteraient accroître l'indépendance énergétique de l'Angleterre en développant le nucléaire, comme l'a déjà fait la Finlande, pourtant considérée comme un royaume écologiste. Rappelons également que la France, qui se présente souvent comme un exemple en matière de gestion environnementale et d'émissions de CO₂, produit majoritairement son électricité grâce à des centrales nucléaires. L'énergie nucléaire serait-elle la voie écologique de l'avenir ?

Depuis 1996, il existe même une association internationale des écologistes pour le nucléaire (EFN Environmentalist For Nuclear Energy)⁹. Un des membres du comité directeur de ce mouvement est Patrick Moore PhD. qui est également un des fondateurs de Greenpeace. Depuis, Patrick Moore a pris une distance très critique face à cet organisme militant qu'il considère comme un diffuseur de propagande dénuée de fondements scientifiques. Étrangement, c'est la terreur écologique accordée au CO₂ qui pourrait le plus contribuer au développement de l'énergie nucléaire sur la planète au cours des prochaines années.

⁸ [Nigel Calder](#) a écrit de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique.
Blogue de Nigel Calder <http://calderup.wordpress.com/>

⁹ www.ecolo.org

L'origine du consensus du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution climatique (GIEC)

Comme nous l'avons vu plus haut, le coup de force politico-scientifique de Mme Thatcher a permis de constituer une équipe dont les travaux étaient principalement fondés sur des modélisations informatiques visant à prévoir l'avenir du climat. En 1988, l'ONU a formé le GIEC à partir de cette équipe britannique. Bert Bolin, le météorologue suédois qui avait suggéré l'hypothèse d'un réchauffement, a été le premier président du GIEC et il l'est demeuré jusqu'en 1998. Serait-il possible que la culture initiale, où les données scientifiques ont servi d'objectifs politiques, ait imprégné la gouvernance du nouveau comité international ?

Au cours des années subséquentes, de nombreux scientifiques ont été invités à présenter des rapports de recherche en lien avec l'hypothèse du réchauffement climatique lié au dioxyde de carbone. Mais le climatologue Marcel Leroux rappelle que le GIEC n'est pas essentiellement un groupe de scientifiques du climat :

« Avec une complaisance (ou une "conviction") généralement proportionnelle à leur ignorance des rudiments de la discipline, les "climatologues autoproclamés" propagent les hypothèses issues des modèles informatiques, hypothèses elles-mêmes infondées ou mal étayées, et non démontrées par les observations. On doit donc fortement nuancer l'argument selon lequel les rapports du GIEC ont été préparés et approuvés par des "centaines d'experts" : leur nombre annoncé peut faire illusion et masquer le monolithisme du message qui n'émane en réalité que d'une équipe dominante très restreinte, qui impose ses vues à une majorité sans compétences climatologiques. »

Les courbes du GIEC

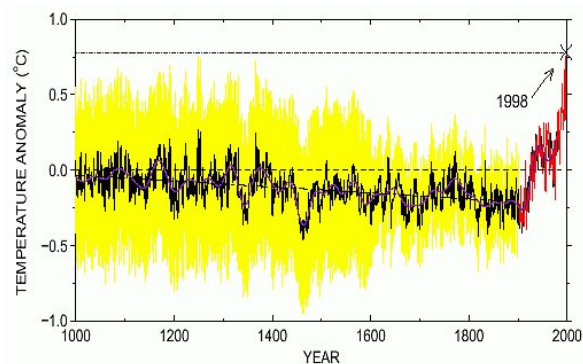
Les rapports du GIEC, concernant l'évolution du climat, servent maintenant à de nombreuses prédictions de problèmes pour l'humanité, et disons le, à de nombreuses prédictions de catastrophes. Les travaux scientifiques sur lesquels s'appuient ces prévisions sont complexes, mais les conclusions se résument assez simplement. Selon la théorie admise, la température augmente à cause du CO₂ produit par l'activité humaine et cette augmentation de la température entraînerait des effets néfastes pour l'humanité. Ces effets néfastes concernent, entre autres, l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des tempêtes, des sécheresses, des inondations de même que l'élévation du niveau des océans. D'autres vont beaucoup plus loin et prédisent une hécatombe qui décimera l'humanité avant la fin du prochain siècle. Par exemple, le scientifique bien connu James Lovelock (auteur de *La Revanche de Gaïa*) a déjà déclaré : *« Bientôt, nous pourrions assister à une dévastation planétaire pire qu'une guerre nucléaire totale entre superpuissances. La guerre climatique pourrait nous tuer presque tous et renvoyer les rares survivants à l'âge de pierre¹⁰. »* Ce genre de vision ne manque pas de frapper l'imaginaire

¹⁰ James Lovelock considérait jusqu'à tout récemment que le nombre de Terriens ne devrait pas dépasser 1 milliard. Pour éviter l'épineuse question de la procédure pour en arriver à cette

des citoyens inquiets devant l'avenir. Ce qui est pourtant étrange c'est qu'au cours des dernières années, ce type de prédiction apocalyptique semble constituer une nouvelle tendance de pensée qui amalgame des concepts scientifiques et une forme de spiritualité de la nature.

La courbe en bâton de hockey

Concrètement, la première courbe à l'origine de l'alarmisme climatique a été la courbe en « bâton de hockey » reproduite ci-dessous. Elle a été publiée pour la première fois en 1998 dans la revue *Nature* par un groupe scientifique dirigé par Michael E. Mann et a été adoptée par le GIEC qui l'a utilisé dans plusieurs rapports. L'idée que le climat s'est emballé et que la Terre court à la catastrophe est née de cette représentation schématique qui a été contestée par la suite.



Edward Wegman, directeur du Comité de statistiques théoriques et appliquées de l'Académie des Sciences américaines, a déjà déclaré dans un rapport indépendant : « *L'estimation du professeur Mann selon laquelle la décennie 1990 a été la plus chaude du millénaire et que 1998 a été l'année la plus chaude du millénaire ne peut être soutenue par son analyse.* » Le GIEC a, par la suite, abandonné cette courbe, bien que certains scientifiques la soutiennent toujours et qu'elle fasse toujours partie de l'imaginaire alarmiste moderne.

En fait, la zone d'incertitude, représentée par le halo autour de la courbe foncée au centre du graphique, pouvait également démontrer qu'il avait déjà fait aussi chaud que maintenant, il y a un peu plus de 500 ans, ce qui n'a pas manqué de créer quelques controverses scientifiques et politiques.

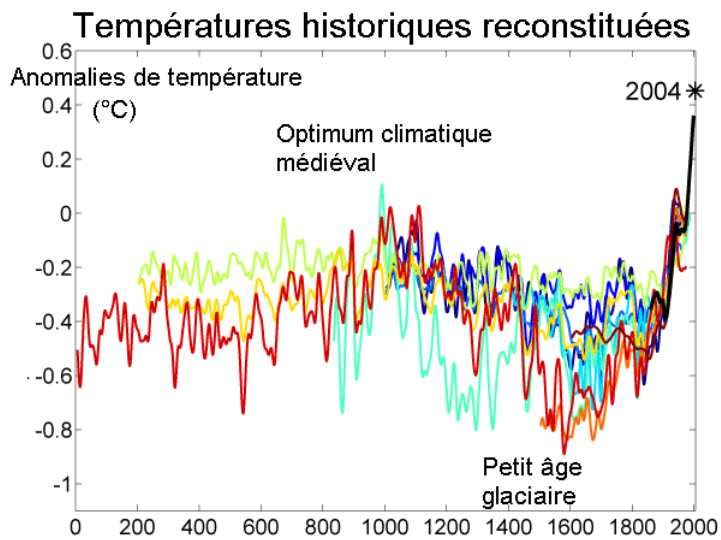
La courbe des températures mondiales

En fait, les zones d'incertitude de la courbe en bâton de hockey pourraient « dissimuler » des températures chaudes de la période médiévale. Une

réduction, il a souvent affirmé que la Terre est un organisme vivant doté d'une intelligence propre, et qu'elle allait s'en charger elle-même. James Lovelock est loin d'être le seul à avoir adopté cette inquiétante idée d'un point de vue politique.

Par contre, au début 2012, James Lovelock a donné une [entrevue à NBC](#) où il admet avoir été inutilement alarmiste à propos des changements climatiques au cours de sa carrière.

nouvelle courbe adoptée par le GIEC (ici-bas) fait état des températures depuis l'an mille et rend compte plus clairement de la période médiévale où il a fait plus chaud dans les régions de l'Atlantique nord.

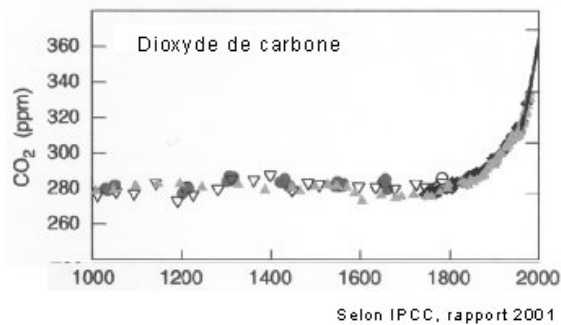


Ce graphique révèle également « le petit âge glaciaire » qui vient à peine de se terminer d'un point de vue climatique. À cet égard, des références historiques certaines démontrent qu'il a fait très froid autour des années 1600. À cette époque, Galilée observait le soleil et ses travaux ont fait état de diminutions des taches sombres. Durant cette période de grande famine, la Tamise gela en hiver. D'ailleurs, le Musée de Londres conserve encore aujourd'hui un tableau qui représente la Tamise complètement glacée en 1677.

Selon cette perspective, nous sommes effectivement dans une période de réchauffement climatique et d'amélioration des conditions de vie sur notre planète, suite à un refroidissement majeur.

La courbe du CO2

Puisque nous n'avons pas de données météorologiques pour les époques anciennes, les températures sont reconstituées à partir d'observations et d'analyses des anneaux des arbres, des strates de roches et des différentes couches des glaces qui gardent une trace des températures historiques. Ces observations permettent également de déterminer les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère parallèlement à l'augmentation des températures.



La courbe qui témoigne de l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère est une courbe très importante dans les travaux du GIEC. Cette courbe a maintes fois été mise en relation avec l'augmentation des températures observées au cours du vingtième siècle.

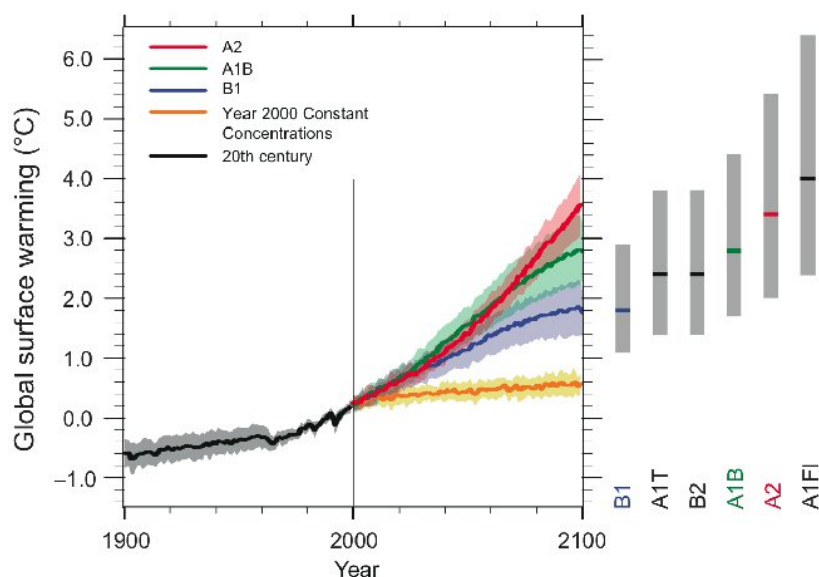
Bien que l'activité humaine entraîne un accroissement du CO₂ dans l'atmosphère¹¹, et que cet ajout soit globalement considéré comme le cœur du problème climatique, certains scientifiques considèrent que cette contribution n'est pas significative. Comme nous le verrons un peu plus loin, l'activité humaine contribue pour environ 0,001 % du CO₂ total, la plus grande partie étant produite par la nature. Notons également que le dioxyde de carbone présent dans l'environnement représente une petite part des gaz à effet de serre, le plus important étant la vapeur d'eau qui contribue à 95 %, ce qui n'invalide pas les préoccupations concernant les émissions de gaz carbonique.

Les courbes des différents scénarios du GIEC

Le GIEC a poursuivi son travail en traitant les données climatiques à l'aide de super ordinateurs qui produisent des modèles fidèles aux variations climatiques à travers le temps. Les modèles informatiques ont été validés en étant programmés et reprogrammés pour réussir à « prévoir » des modifications de température qui ont effectivement eu lieu au cours de l'Histoire. C'est ainsi que les experts du GIEC considèrent que des modèles qui réussissent à prévoir des événements qui ont eu lieu peuvent alors être projetés pour prévoir des événements à venir en fonction des données actuelles. En modifiant certains paramètres, dont l'augmentation des taux de CO₂ atmosphérique selon la croissance mondiale et les différentes ententes internationales souhaitées, les courbes du GIEC proposent différents scénarios.

¹¹ La concentration de CO₂ dans l'atmosphère était d'environ 370 ppm en 2000, et elle montée à 394 ppm en 2012.

Multi-model Averages and Assessed Ranges for Surface Warming



Les courbes qui apparaissent dans le graphique ci-dessus présentent six scénarios possibles pour l'avenir. Ils reflètent une synthèse des données validées par des rapports de recherche dont les conclusions sont approuvées par des majorités de scientifiques du GIEC. C'est ainsi qu'en fonction de l'augmentation potentielle de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, les modélisateurs informatiques mettent aussi en relation la température avec les phénomènes néfastes appréhendés pour les populations du globe (sécheresses, inondations, élévation des mers, etc.)

Des scénarios pour l'avenir du monde

Sans entrer dans les détails des implications de chaque scénario, précisons que la ligne inférieure à droite représente une projection de la situation actuelle si l'humanité stoppait toute forme de croissance. Il va de soi que cette option n'est pas envisagée par le GIEC.

Les différentes lignes en croissance correspondant à des codes (B1, A1T, B2, A1B, A2 et A1F1) sont des scénarios prévoyant des problèmes de plus en plus importants en fonction de l'augmentation du CO₂ et des températures. Depuis le début des rencontres internationales sur la question climatique, l'objectif principal a été d'instaurer des mesures politiques et économiques visant à contrôler le CO₂, considéré comme la cause majeure de l'augmentation des températures. Par exemple, à Copenhague en 2009, les dirigeants politiques se sont entendus sur des mesures de limitation du CO₂ correspondant à une augmentation de deux degrés Celsius d'ici 2100, comme si ces prédictions relevaient d'une science exacte.

Cette mesure (se situant entre B1 et B2) implique le développement d'innovations technologiques tout en reconnaissant que le CO₂ lié à l'activité humaine va continuer de croître. Cet objectif, adopté de justesse à Copenhague, est tout de même considéré comme un lamentable échec par les écologistes adeptes de Kyoto.

Bien que nous aborderons un peu plus loin les aspects économiques et sociaux qui découlent des ententes internationales, comme le protocole de Kyoto, disons dès maintenant que les objectifs de réduction constituent des aberrations économiques et politiques. Pour les pays en développement, comme la Chine, l'Inde et le Brésil (plus de 40 % de la population mondiale) les mesures de réduction impliquent une décroissance de l'activité économique qui les condamnerait à une pauvreté structurelle absolument injustifiable.

Refusant cette perspective, les activistes convaincus continuent de sonner l'alarme en considérant que l'humanité va à sa perte si elle ne réduit pas la production de CO₂. Poussé à sa limite, ce raisonnement implique que la population mondiale cesse d'augmenter ou que le développement économique mondial soit stoppé et même inversé.

Pour bien nous persuader de leur thèse, les activistes du climat utilisent fréquemment le cas des Îles Tuvalu, un État insulaire polynésien dont l'île principale fait 2,6 km carrés. Au cours de la dernière décennie, les îles Tuvalu ont vu disparaître trois mètres de terrain en bordure de mer. Ce phénomène est souvent présenté par les médias et les activistes¹² comme une cause directe du réchauffement climatique, mais les études démontrent que l'érosion des côtes est surtout causée par les activités humaines à proximité des berges balayées par les tempêtes. Les dirigeants du Tuvalu étaient par ailleurs représentés à Copenhague où ils espéraient que les accords internationaux s'accompagneraient de compensations financières pour ceux qui souhaitent maintenant être considérés comme des « réfugiés climatiques ». Un ancien dirigeant du Tuvalu a même déjà menacé les États-Unis et l'Australie de poursuites pour leur responsabilité concernant l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère.

Dans la perspective d'une écologie scientifique, les travaux du GIEC devraient être utilisés pour que l'humanité s'adapte réalistement aux changements climatiques, mais l'alarmisme climatique entraîne plutôt d'étranges phénomènes. Une des prédictions qui est fréquemment l'objet de dérives est la prédiction d'élévation des océans. Cette prédiction varie de quelques centimètres (entre 18 et 25 centimètres d'ici 2100 selon le GIEC) à plus de 6 mètres selon les déclarations d'Al Gore dans son film *An Inconvenient Truth*.

Dans cette foulée, la panique climatique se répand comme une grosse marée et le navigateur *Google* offre maintenant un petit logiciel en ligne¹³ qui permet d'avoir peur en visualisant les effets de la montée des océans partout sur la Terre. Il suffit de sélectionner une région et de choisir le nombre de mètres qui correspond à nos angoisses du moment et le logiciel nous livre une image des effets inquiétants de la montée des eaux en faisant disparaître les régions

¹² Le film [À la dérive](#) coproduit par Jean Lemire et l'Office national du film du Canada propage cette idée sans présenter de données scientifiques. Dans le plus pur esprit d'une écologie de conviction, le guide pédagogique disponible sur le site Internet de l'ONF propose même aux enfants d'écrire une lettre d'appui aux élèves inuits du Nunavut pour les assurer de leur engagement à réduire les gaz à effet de serre afin de contribuer à sauver l'Arctique.

¹³ <http://flood.firetree.net/>

côtières. Étrangement, ce « service écologique » de Google est offert en collaboration avec la Nasa et un groupe nommé *Friendship collaborative* dont la mission est de « Construire des ponts entre la Science et la Foi ». Signalons aussi que par défaut, le logiciel montre l'effet de la montée des océans pour 7 mètres d'augmentation ! Vous devez effectuer une sélection pour que la réalité actuelle soit représentée. Vous pouvez également faire une grosse crise de panique climatique en visualisant les effets liés à une augmentation du niveau des mers de 14 mètres.

Au sujet de la hausse possible du niveau des mers, l'auteur de l'ouvrage *L'Écologiste sceptique*, le professeur Bjorn Lomborg¹⁴ qui considère que le réchauffement est lié à l'activité humaine et qu'il s'agit d'un problème important, rappelait récemment que l'humanité a toujours réussi à s'adapter à la fluctuation du niveau des océans et qu'il n'y a aucune raison de penser que de prochaines fluctuations provoqueraient des catastrophes¹⁵. Les travaux de Lomborg, effectuée en collaboration avec des économistes de renommée mondiale présentent l'avantage d'aborder les problèmes environnementaux dans une perspective réaliste en identifiant des actions possibles pour améliorer les conditions de vie des êtres humains.

Critique des travaux du GIEC par des membres du GIEC

En ce qui a trait aux différents scénarios du GIEC, plusieurs scientifiques contestent fondamentalement la méthode de modélisation qui conduit à des prédictions. De plus, si ces projections qui tiennent compte de la croissance inévitable de l'humanité donnent lieu à des considérations politiques et économiques majeures, il faut rappeler qu'il n'appartient pas aux scientifiques du GIEC de présider aux destinées de l'humanité. Ils peuvent tenter d'influencer le processus démocratique, ce qu'ils font d'ailleurs, mais ultimement les décisions finales appartiennent toujours aux gouvernements et ultimement aux citoyens.

En ce sens, il est plus que souhaitable que les théories qui prétendent orienter la destinée humaine soient mises à l'épreuve. Pour que le GIEC puisse déclarer que ses travaux reposent font consensus, il est étonnant d'apprendre comment cet organisme politique compose avec la dissidence de scientifiques renommés qui émettent des désaccords. Sachant qu'il y a rarement unanimité entre les scientifiques, il faut savoir que le GIEC a parfois rejeté des données en omettant de le préciser dans ses rapports. Les formulations littéraires employées dans les rapports de cet organisme peuvent contenir certaines données contradictoires¹⁶.

¹⁴ Site [Internet de Bjorn Lomborg](#) et du [Copenhaguen Consensus Center](#)

¹⁵ www.project-syndicate.org/commentary/lomborg63/English

Ce texte a également été traduit en français et diffusé par [La Presse](#) :

Site Internet de Bjorn Lomborg et aussi: www.lomborg.com/

¹⁶ En voici un exemple caractéristique extrait du résumé à l'intention des décideurs du rapport de 2001, paragraphe Q3.16 : « *Des changements climatiques mineurs peuvent avoir des effets bénéfiques pour certaines régions et certains secteurs, mais il est probable que ces effets diminuent avec l'augmentation de l'ampleur des changements climatiques. Par contre, il est probable que l'ampleur et la gravité d'un grand nombre d'effets néfastes observés augmentent avec l'importance des changements climatiques. Dans le cas des projections à l'échelle*

Des scientifiques sur la touche

Voyons quelques cas de scientifiques qui ont participé aux travaux du GIEC et qui ont démissionné de cet organisme parce que leurs travaux ne leur permettaient pas d'accréditer des prévisions alarmistes.

Paul Reiter¹⁷ est un entomologiste médical, chercheur à l'institut Pasteur et expert de l'Organisation mondiale de la santé. Il a été membre du GIEC jusqu'à ce que ses travaux, qui présentaient des conclusions opposées aux thèses alarmistes du réchauffement planétaire, aient été écartés du rapport final. Ses études réfutent entièrement l'idée qu'un réchauffement climatique accroîtrait le risque de maladies infectieuses comme la malaria. Paul Reiter a donc démissionné du GIEC, mais il s'est ensuite rendu compte que son nom était toujours présent dans la liste des « meilleures scientifiques » accréditant le consensus alarmiste lié au réchauffement. Puisque sa contribution avait été gommée, Paul Reiter a demandé que son nom soit retiré du rapport, mais il a dû menacer le GIEC de poursuites judiciaires pour que l'on accède à sa demande. Il précise que plusieurs scientifiques qui ont participé aux travaux sont en désaccord avec les conclusions, mais que leur nom est demeuré, sans mention de leur désaccord.

Christopher Landsea¹⁸ est météorologue aux opérations et à la recherche de la direction du soutien technique au National Hurricane Center en Floride. Il a été invité par le GIEC à participer à la section du rapport concernant l'impact des effets du réchauffement climatique sur le nombre et l'intensité des cyclones tropicaux. Selon lui, les banques de données mondiales n'étaient pas assez fiables pour conclure à une tendance dans la fréquence des cyclones extrêmes en lien avec le réchauffement. Il considérait que même les simulations informatiques ne permettaient pas de conclure à un effet significatif dans le futur. Ses discussions avec les autres experts du GIEC sont devenues très tendues et en janvier 2005. M. Landsea a démissionné de cet organisme, sans participer à la rédaction de son quatrième rapport. Christopher Landsea a déclaré dans une lettre ouverte¹⁹ que le Dr. Trenberth, rédacteur en chef de la section sur les cyclones tropicaux, s'était prononcé sans preuve sur une relation entre le réchauffement climatique et le grand nombre d'ouragans puissants durant la saison cyclonique 2004 dans l'océan Atlantique Nord. Pour

régionale, les effets néfastes devraient prédominer pour une grande partie du monde, en particulier dans les régions tropicales et subtropicales. »

¹⁷ Texte de Paul Reiter diffusé par l'Institut Veolia Environnement : www.institut.veolia.org/fr/cahiers/conference-developpement-durable/activistes/reiter.aspx

¹⁸ <http://search.intelius.com/Christopher-Landsea>

¹⁹ Cette lettre ouverte peut être consultée à l'adresse suivante : http://sciencepolicy.colorado.edu/prometheus/archives/science_policy_general/000318chris_landsea_leaves.html

lui, ce comité du GIEC n'avait plus la neutralité nécessaire pour effectuer un travail scientifique.

John Christy²⁰ est climatologue d'État de l'Alabama. Il est professeur de sciences atmosphériques à l'Université de Huntsville, Alabama, et il dirige aussi l'Earth System Science Center qui constitue une base de données des mesures des températures de l'atmosphère de l'ensemble de la planète. John Christy a été un des principaux scientifiques qui a contribué au premier rapport du GIEC, mais il a démissionné de cet organisme pour d'importantes questions de principe. Il a conclu que le GIEC n'avait pas pour objectif de présenter la réalité de la connaissance scientifique, mais de cultiver l'alarmisme à des fins politiques. M. Christy considère aussi qu'il est impensable d'améliorer la qualité de l'environnement en imposant au monde une logique de décroissance et des contraintes étatiques. Ces objectifs ne pouvant être servis, d'après lui, que par le développement économique et le progrès technologique.

Le professeur Patrick Michaels²¹ a aussi été membre du GIEC et il va plus loin en remettant en question la cause anthropique du réchauffement. Ce climatologue enseigne au département des Sciences de l'environnement de l'Université de Virginie. En désaccord avec l'utilisation excessive des modèles mathématiques qui nourrissent les thèses alarmistes actuelles, il déclare : *« Quiconque affirme que le CO2 est le responsable majeur du réchauffement planétaire du 20^e siècle n'a pas vu les chiffres élémentaires. »* Ce scientifique dénonce aussi le fait que le GIEC empêche la confrontation des hypothèses fondées sur les modèles informatiques : *« C'est la fin de la science du réchauffement global si l'on ne peut plus confronter les hypothèses (les résultats des modèles) à la réalité. Appelez cela de la cyber philosophie ou des mathématiques, mais n'appelez plus cela de la science. »*

Ces scientifiques dégoûtés du GIEC ne sont que rarement évoqués par les médias. Ils font partie de cet amalgame qui associe les fondamentalistes qui refusent la science, les scientifiques qui doutent en se fondant sur leurs travaux et toutes les personnes qui n'achètent pas les orientations politiques qui découlent de la thèse du réchauffement anthropique. Ce statut de sceptique, pourtant essentiel à la science et à la démocratie, semble souvent se confondre avec un statut de dissident dans un mouvement politique autoritaire.

Des données qui relativisent l'hypothèse du réchauffement causé par le dioxyde de carbone

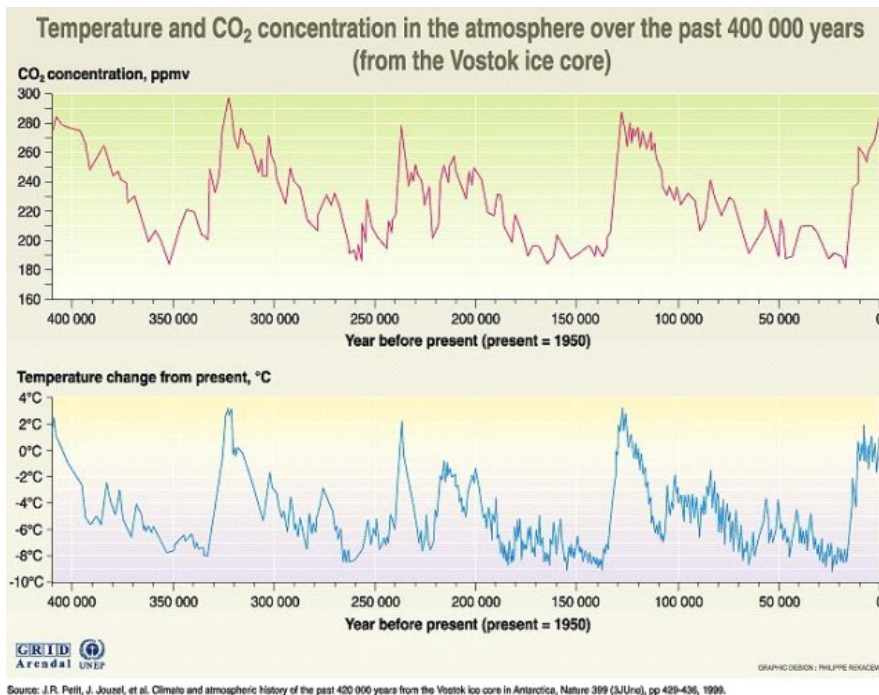
En opposition avec les thèses actuelles, des données sur le climat permettent de relativiser le réchauffement du vingtième siècle en le situant sur une plus longue période. Ces études permettent également de connaître un aspect méconnu du CO2 lors des périodes de réchauffement. Depuis 1957 en

²⁰ www.nsstc.uah.edu/atmos/christy.html - www.wikiberal.org/wiki/John_Christy

²¹ www.cato.org/people/patrick-michaels

Antarctique, la station russe Vostok²² permet à des scientifiques d'étudier le climat. Cette station, isolée dans le froid glacial du pôle Sud, est devenue un lieu de coopération scientifique internationale. Une des importantes contributions de cette station est constituée de carottes de glaces obtenues lors de forages dépassant trois kilomètres de profondeur. L'analyse des bulles d'air contenues dans ces échantillons de glace a ainsi permis de reconstituer l'histoire du climat terrestre au cours des quatre cent mille dernières années.

Ces données sont présentées dans le graphique suivant, qui a fréquemment été utilisé par des alarmistes comme Al Gore pour démontrer l'évidence de la relation entre les périodes de réchauffement et l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère.



Source: J.R. Petit, J. Jouzel, et al. Climate and atmospheric history of the past 420 000 years from the Vostok ice core in Antarctica, Nature 399 (3/June), pp 429-436, 1999.

Température et concentration de CO₂ sur 400 000 ans
 Source : UNEP (United Nations Environment Program)

La relation entre les deux courbes est en effet tout à fait remarquable. Les périodes de refroidissement sont caractérisées par de faibles taux de concentration de CO₂ dans l'atmosphère tandis que les périodes de réchauffement (interglaciaires en langage climatique) correspondent à des taux plus élevés. Par ailleurs, ce graphique ne peut démontrer de lien entre les périodes de réchauffement et l'activité humaine, puisque l'industrialisation est un phénomène récent. Il démontre par contre que la température et le CO₂ ont connu d'importantes variations au cours de l'histoire de l'humanité malgré l'absence d'industries et de voitures.

²² www.fr.wikipedia.org/wiki/Base_antarctique_Vostok

Par ailleurs, l'analyse de ces données²³ démontre également que les périodes de réchauffement précèdent d'environ 800 ans l'élévation des concentrations de CO₂. Dans cette perspective, l'augmentation de CO₂ pourrait être considérée comme une conséquence des périodes de réchauffement liées à des causes naturelles²⁴.

En se basant sur ces données, le professeur Ian Clark²⁵, paléoclimatologue au département des Sciences de la Terre de l'Université d'Ottawa, considère que le CO₂ ne peut pas causer le changement des températures, puisqu'il en est essentiellement le produit. »

Sous l'effet de variations naturelles, comme l'activité solaire, les variations des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère sont en lien avec les cycles de captation et de libération de ce gaz par les océans. Lorsqu'il fait froid, le CO₂ est emmagasiné dans l'eau du globe et lorsque le climat se réchauffe sur de très longues périodes, ces mêmes eaux libèrent de grandes quantités de CO₂. Comme il a été mentionné plus haut, cette contribution naturelle de dioxyde est beaucoup plus importante que la contribution industrielle.

En s'appuyant sur ce type de données, certains scientifiques du climat considèrent que l'hypothèse du réchauffement climatique causé par l'activité humaine n'est pas toujours conforme aux observations effectuées sur le terrain. En conséquence, selon les exigences de la démarche scientifiques, ils prétendent que l'hypothèse du réchauffement causé par l'activité humaine est fautive et qu'elle doit être abandonnée. Pour eux, si le niveau de CO₂ est actuellement élevé, c'est que nous sommes dans la suite logique du réchauffement naturel global du dernier millénaire.

Cette conclusion ne remet absolument pas en question le fait que la contribution humaine à la production de CO₂ a augmenté depuis l'avènement de l'ère industrielle et qu'elle augmente encore. S'il est souhaitable d'émettre moins de CO₂, en développant des technologies moins dépendantes aux énergies fossiles, il ne serait pas non plus justifié de paniquer et de précipiter des politiques qui pourraient entraîner des effets négatifs importants pour l'humanité.

Considérant les modélisations informatiques totalement insuffisantes pour valider définitivement la responsabilité humaine dans le réchauffement, les cent quarante et un scientifiques du climat, évoqués au début de cet

²³ Le site Internet www.co2science.org est animé par des scientifiques qui présentent des informations concernant la relation entre le dioxyde de carbone, le climat et la qualité de l'environnement. Ce site diffuse un [Résumé de l'analyse](#) des carottes de glace de Vostok, accompagné des références scientifiques.

²⁴ La journaliste scientifique Joanne Nova propose également une présentation détaillée des graphiques liée aux carottes de glace de Vostok sur son site Internet : www.joannenova.com.au/global-warming/ice-core-graph/

²⁵ Site d'Ian Clark, signataire de la lettre des cent quarante et un scientifiques au secrétaire général de l'ONU : www.science.uottawa.ca/~clark/clark.html

ouvrage²⁶, ont mis au défi les partisans du réchauffement climatique anthropique de démontrer leur thèse en lien avec des phénomènes concrets relevant des sciences de la Terre et des sciences de la Nature. Pour eux, ce sont les scientifiques qui défendent une thèse qui ont le fardeau de la preuve, et pas le contraire. Pour plusieurs scientifiques qui appuient les conclusions du GIEC, il y a longtemps qu'ils considèrent que le débat est clos et que la cause a été légitimement transférée sur le terrain politique.

Y a-t-il des avantages à être alarmiste ?

Richard Lindzen²⁷ est aéronome (Science des phénomènes physiques ou chimiques de la moyenne et haute atmosphère de la Terre et des planètes) et climatologue de renommée mondiale. Il est directeur de la chaire Alfred P. Sloan en météorologie du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a également été membre du GIEC et a contribué aux travaux scientifiques de cet organisme, mais il a lui aussi démissionné en 2001. Dans une intervention au Sénat américain, en mai 2001, il a démontré que le GIEC avait altéré des travaux scientifiques pour faire croire à un « consensus scientifique » non existant. Mais ses critiques ne s'arrêtent pas là.

Richard Lindzen évoque les intérêts financiers liés à la thèse du réchauffement climatique. Ceux qui défendent la thèse du réchauffement anthropique évoquent fréquemment les conflits d'intérêts des sceptiques du climat, mais cet argument éthique ne tient plus. Il y a en effet de plus en plus d'intérêts financiers en jeu pour les adeptes du réchauffement. Sur le plan des crédits de recherche, Richard Lindzen rappelle qu'avant l'entrée en scène de cette théorie, la climatologie recevait environ 120 millions de dollars annuellement de la part du gouvernement américain. Ce budget, que Richard Lindzen considère comme « adéquat pour l'importance de cette science » est passé à 2 milliards de dollars, ce qu'il juge absolument démesuré, même s'il s'agit de sa discipline scientifique, rappelons-le. Selon l'Institut économique Molinari, basé à Bruxelles, le budget mondial accordé à la climatologie en 2009 était d'environ 5 milliards de dollars.

À ces sommes, il faut également ajouter les sommes allouées pour les délégations politiques des différents gouvernements qui doivent nécessairement prendre en considération cette nouvelle réalité mondiale.

L'état d'urgence qui caractérise le dossier climatique se traduit par une disponibilité de fonds qui a nécessairement une conséquence sur la nature des recherches scientifiques accréditées. L'ex-rédacteur en chef du New Scientist, Nigel Calder considère que :

²⁶ [Copenhagen climate challenge](#)

²⁷ www-eaps.mit.edu/faculty/lindzen.htm - www.en.wikipedia.org/wiki/Richard_Lindzen

« Les gouvernements tentent d'obtenir l'unanimité en étouffant la voix des scientifiques qui expriment leur désaccord. Einstein n'aurait pas pu avoir de financement dans le système actuel.²⁸ »

Dans un style caractéristique de l'humour flegmatique des Anglais, il a également déjà déclaré :

« Si je voulais faire une recherche sur les écureuils du Sussex, je remplirais ma demande de bourse en écrivant : "Je souhaite réaliser une étude sur le comportement de collecte des noisettes des écureuils... au regard des changements climatiques." Ainsi, j'obtiendrais de l'argent, mais si j'omets cette référence aux changements climatiques, il se peut qu'on ne me verse rien. »

Si certains climato-sceptiques ont été accusés d'être soutenus par l'industrie pétrolière, il faut également regarder l'envers de la médaille puisqu'il est bien rare que les êtres humains ne soient pas influencés par des intérêts financiers. C'est dans la nature humaine et nous verrons plus loin que les institutions financières sont aussi intéressées par le marché qui pourrait s'ouvrir dans la foulée des préoccupations climatiques liées au CO2. Dans le même ordre d'idée, la majorité des partis politiques (ceux de gauche particulièrement) appuient la théorie du réchauffement anthropique en récoltant le capital de sympathie généré par la vertu des préoccupations environnementales.

Alors qu'il était sous-secrétaire d'État de Bill Clinton, Timothy Wirth, maintenant président de la Fondation des Nations Unies, a déclaré :

« Nous devons enfourcher le cheval de bataille du réchauffement climatique. Même si la théorie du réchauffement climatique est fausse, nous ferons ce qui est bon aussi bien pour l'économie que pour la politique environnementale. »

Cette façon de penser explique très bien le caractère dogmatique qui caractérise souvent les positions politiques qui découlent des hypothèses climatiques.

Pour sa part, Barak Obama, le président actuel des États-Unis, a également promis de s'attaquer aux changements climatiques, comme s'il s'agissait d'une question de bonne volonté. L'efficacité de ces éventuelles politiques sera pourtant impossible à vérifier, puisque les changements climatiques s'étendent sur des centaines et des milliers d'années.

Pour se conformer aux exigences du temps, les politiciens à travers le monde doivent fréquemment faire croire à la population qu'ils s'occupent activement de la question climatique, alors que dans les faits ils se concentrent sur des objectifs de croissance et de développement. Le thème climatique est donc omniprésent dans les discours politiques, même si les possibilités d'action réelle ne sont pas encore démontrées.

²⁸ www.wikiberal.org/wiki/Nigel_Calder#cite_note-0

Alors que la population est généralement convaincue que la Terre est au plus mal, les considérations des climatologues « sceptiques » paraissent bien étranges. Expliquant les limites de sa propre discipline, Richard Lindzen déclare :

« Nous avons des connaissances, mais la science du climat est immature. Il y a encore vingt ou trente ans, personne ne voulait être climatologue. La vérité est que le climat change en permanence, sans que l'homme en soit la cause, ou ne comprenne pourquoi. La Terre a connu de nombreux phénomènes : l'âge des glaces, la période interglaciaire dans laquelle nous sommes, le réchauffement au Moyen Âge, le petit âge des glaces, etc. Nous n'avons aucune explication convaincante pour aucun d'entre eux et aucun de nos modèles ne peut les répliquer. »

Devons-nous orienter l'avenir social, économique et politique de la planète en fonction d'un réchauffement climatique ?

Richard Lindzen est encore plus cinglant envers les politiques de décroissance qui sont proposées dans la foulée des travaux du GIEC :

« Le climat va changer, quoi que nous fassions, même sans l'effet de serre dû aux hommes. Il faut se préparer. Et c'est la raison pour laquelle il faut augmenter la prospérité dans le monde. La prospérité fait que, lorsque vous avez un tremblement de terre à Los Angeles, personne ne meurt. Quand il s'en produit un à Téhéran, il y a des dizaines de milliers de victimes. Kyoto fait exactement l'inverse ; il dit : "Nous devrions tous être plus pauvres." Il nous fait perdre de vue les vraies priorités. Deux milliards de personnes n'ont pas encore l'électricité. C'est immoral. »

Sur ce thème, nous ne sommes plus dans un domaine exclusivement scientifique. Nous entrons très clairement dans le domaine politique, et la réflexion du citoyen Richard Lindzen est plus qu'importante. Les terriens du 21^e siècle peuvent-ils vraiment croire qu'ils vont réussir à infléchir le climat de la planète ? Ce projet, qui se présente fréquemment comme une croisade vertueuse, pourrait bien recouvrir une bonne part d'arrogance, comme si nous pouvions désormais contrôler l'organisation chaotique de la nature.

Actuellement, la thèse des changements climatiques causés par l'activité humaine (qu'elle soit vraie ou fausse) débouche concrètement sur des orientations socioéconomiques majeures qui nous concernent tous. Les opposants à la thèse du réchauffement climatique sont habituellement représentés comme des ignares qui croient encore en la création surnaturelle du monde en sept jours. Lors d'une comparution devant le Congrès américain sur la question des changements climatiques, Al Gore a joué cette carte de la désinformation en déclarant que les sceptiques du climat étaient tous des personnes qui refusaient l'idée que l'Homme avait vraiment marché sur la Lune²⁹. Nous sommes ici clairement dans le domaine de la malhonnêteté intellectuelle. En revanche, il est vrai que des personnages publics comme

²⁹ Cette portion édifiante de la comparution d'Al Gore peut être visionnée à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=C28avoSrYyQ

Sarah Palin adoptent fréquemment des positions politiques qui sont basées sur des croyances qui n'ont rien à voir avec la science, mais il est absolument frauduleux d'amalgamer tous les sceptiques du climat dans cette catégorie.

Les personnes qui défendent la thèse du réchauffement climatique anthropique, et qui prétendent détenir les clés de la suite du monde, ne devraient-ils pas demeurer ouvertes au débat lorsqu'il est question des orientations politiques qui en découlent? En s'appuyant sur le consensus scientifique, il arrive fréquemment que les propositions politiques écologistes se déclinent sur un mode plutôt autoritaire. Le danger d'une prétendue certitude c'est qu'elle peut aussi justifier des modèles totalitaires. Si la rencontre des idées contraires est essentielle à la science, elle l'est encore davantage pour la santé démocratique.

Les accords de Kyoto, prélude à une musique néo-colonialiste

Dans l'esprit du temps, le seul fait de se prononcer en faveur des accords de Kyoto suffit généralement à démontrer la grandeur d'âme d'une personne. Sans en connaître les implications, les artistes et les personnalités publiques défendent automatiquement « Kyoto » pour démontrer leur engagement en faveur de l'environnement et la survie de la planète. Comme c'est souvent le cas pour les questions complexes, la très grande majorité des personnes qui sont en faveur du protocole de Kyoto ne connaissent pas vraiment cet accord et bien peu de personnes l'ont lu.

En résumé, l'ambitieux protocole de Kyoto visait pour 2012 une réduction globale des émissions de gaz à effet de serre. Pour le CO₂, la réduction visée était de 5,2 % en se référant aux émissions de 1990. Pour parvenir à cet objectif, le protocole de Kyoto laissait une certaine marge de manœuvre aux pays signataires. Il prévoyait d'abord un mécanisme de développement propre, permettant aux pays industrialisés d'obtenir des crédits liés au financement de projets de réduction d'émissions dans les pays en développement. Dans l'esprit des accords de Kyoto, les crédits déboursés par les entreprises qui dépassent leurs quotas d'émissions de CO₂ peuvent être utilisés par des entreprises qui ont réduit leurs émissions, et ces sommes peuvent également servir à financer des projets « verts » à travers le monde (plantations d'arbres, innovations technologiques visant à réduire ou à stocker le carbone, etc.).

Pour atteindre leurs objectifs, les pays signataires peuvent bénéficier d'un programme d'échange de droits d'émissions. Les signataires de Kyoto qui n'atteignent pas leur cible de réduction devaient techniquement payer des amendes que plusieurs observateurs considèrent indirectement comme des droits de polluer. Dans cette foulée, ces crédits internationaux ont donné naissance au marché du carbone qui tente encore de se développer actuellement et que nous explorerons dans un prochain chapitre.

Depuis Kyoto, les rencontres internationales n'en finissent plus de subdiviser les objectifs de réduction en fonction des considérations politiques et économiques qui émergent à travers les enjeux climatiques. Il faut également rappeler que pour réussir à refroidir la terre, plusieurs considèrent que les objectifs de Kyoto sont largement insuffisants. « Ce n'est qu'un début »,

rappellent des personnalités publiques influentes comme Hubert Reeves. Récemment interrogé sur l'utilité de son alarmisme pour prévenir les conséquences des changements climatiques, l'astrophysicien avouait que ses positions étaient entièrement fondées sur les travaux du GIEC. Par conséquent, rappelons-nous que si le GIEC se trompe, sur les analyses ou sur les prédictions alarmistes, Hubert Reeves se trompe également.

Concrètement, le bilan des objectifs de réduction préconisés par le GIEC à Kyoto conduit à une première constatation : l'objectif mondial de réduction n'a jamais été atteint depuis la signature de cette entente. En fait, les émissions de CO₂ n'ont jamais cessé d'augmenter jusqu'à aujourd'hui. Il faut donc en conclure que cette politique de réduction s'est avérée inefficace. Pour expliquer cet échec, il est toujours de pratique de rejeter la faute sur les États-Unis qui s'opposent à ce type de politique qui freine la croissance économique. Il faudrait également se rappeler que l'Inde et la Chine, en particulier, sont aux prises avec une réalité démographique qui entraîne des impératifs socioéconomiques pratiquement impossibles à contourner. Il est impensable de demander à ces pays émergents de ne pas s'industrialiser ou, pire encore, de décroître.

Dès 2003, la fondation David Suzuki a publié une liste des pays industrialisés en indiquant leur performance en termes de production de CO₂. Cette liste nous permet rapidement de constater que les premiers pays qui ont atteint la cible de Kyoto sont des anciens membres de l'URSS qui, selon une formule bien soviétique de la fondation Suzuki, « ont connu une énorme restructuration économique depuis 1990 ³⁰ ». Pour être honnête, il faudrait plutôt parler d'effondrement économique ! Devons-nous comprendre que la misère économique est la condition gagnante de l'avenir écologique ?

Ceux qui défendent les politiques émanant des travaux du GIEC conçoivent ces orientations comme un appel à l'éthique du développement dans un cadre de respect de la nature. Dans les faits, les orientations politiques découlant de la panique climatique pourraient plutôt être considérées comme de véritables freins au développement des pays les plus pauvres de la Terre.

Les pays considérés en développement forment ce que nous appelons le G-77 qui, selon les chiffres du GIEC, produisent environ 1 % du CO₂ mondial. Selon les accords de Kyoto, ces pays pauvres, comme tous les autres pays, ne devraient pas augmenter leurs émissions de CO₂, à moins bien sûr de pouvoir payer les crédits associés à la croissance d'une activité industrielle. Force est de constater que le protocole de Kyoto et les politiques de décroissance qui découlent de l'hypothèse climatique accroissent encore une fois la dépendance des pays pauvres qui se voient retirer le droit de s'industrialiser comme les pays riches l'ont fait.

Est-il acceptable d'empêcher les pays pauvres de se développer au nom d'une hypothèse climatique qui a accouché de politiques qui ne fonctionnent pas dans nos pays riches ?

³⁰ Il s'agit de la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, l'Ukraine, la Lettonie, L'Estonie, la Lituanie, mais aussi l'Islande qui a poursuivi sa décroissance dramatique et qui était pratiquement en faillite en 2009.

Fiona Kobusingye est coordonnatrice du Congrès pour l'égalité raciale en Ouganda. Elle dirige aussi un organisme dont les actions visent à éradiquer la malaria (Kill Malarial Mosquitoes Now Brigade.) Voici un extrait d'un texte qu'elle a écrit récemment et qui constitue un véritable cri du cœur de l'Afrique.

Fiona Kobusingye, le 29 juillet 2009

La vie en Afrique est souvent pénible et courte. Selon les rapports de l'Organisation mondiale de la santé, le Sida tue 2,2 millions d'Africains chaque année. Les affections pulmonaires causent 1,4 million de décès, la malaria 2,4 millions et les maladies intestinales 700 000. Des maladies qui pourraient être évitées par de simples campagnes de vaccination tuent encore 600 000 personnes par an, alors que la guerre, la malnutrition et les conditions de vie dans des bidonvilles immondes envoient à une mort prématurée un nombre incalculable d'adultes et d'enfants.

Et pourtant, jour après jour, on dit aux Africains que la plus grande menace à laquelle ils font face est le réchauffement global.

Lors des conférences, dans des articles de presse, des émissions de télévision, des cours et des « dialogues » à sens unique, on nous répète sans cesse les mêmes affirmations. On nous dit qu'utiliser du pétrole contribuera à réchauffer dangereusement notre planète. On nous dit même que de brûler du bois ou du charbon de bois fera fondre les glaces, inondera les villes côtières, causera des tempêtes, des sécheresses, des maladies et des extinctions de masse.

Plus de 700 climatologues et 31 000 scientifiques disent que l'activité humaine et le dioxyde de carbone n'ont que des effets négligeables sur la température et le climat de la Terre et qu'il n'y a pas de crise du réchauffement global. Mais leurs points de vue et leurs études ne sont pas considérés et même tolérés par ces instances qui gèrent la « crise climatique » et encore moins lors des « conférences intergouvernementales » organisées à même les fonds des Nations Unies. Al Gore refuse de débattre avec ces experts et lors de ses présentations il interdit les questions qu'il n'a pas approuvées à l'avance.

On dit aux Africains que le changement climatique « est une menace plus grave que le SIDA ». Plus grave que la mort de 2,2 millions d'Africains chaque année ?

Quoi qu'il en soit, le problème réel n'est pas lié à une démarche scientifique approximative ou fautive, à des revendications hystériques et à des modèles informatiques sans fondement qui annoncent des désastres liés au réchauffement global. Le problème est que ce concept est utilisé pour dire aux Africains qu'ils ne doivent pas construire de centrales électriques au charbon ou au gaz naturel. Puisque l'absence d'électricité nous empêche de créer de l'emploi et de devenir des sociétés modernes, ce sont ces politiques qui nous TUENT.

L'espérance de vie moyenne d'un Africain est inférieure à celle qui avait cours aux États-Unis et en Europe il y a 100 ans. Mais on dit aux Africains qu'ils ne doivent pas se développer ou avoir accès à l'électricité ou aux automobiles parce que les pays riches sont préoccupés par le réchauffement climatique.

Al Gore et Yvo de Boer (ex-Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) nous disent que le monde doit adopter une diète énergétique. Très bien, mais j'ai des nouvelles pour eux. Les Africains sont déjà à la diète énergétique. Nous mourons de faim !

Dire aux Africains qu'ils ne peuvent pas avoir l'électricité et se développer économiquement – à l'exception de ce qui peut être produit à partir de quelques éoliennes ou de petits panneaux solaires – est immoral. Il s'agit d'un crime contre l'humanité.

Pendant ce temps, la Chine et l'Inde construisent des centrales au charbon pour permettre à leur population de s'extraire de la pauvreté. Ainsi, même si l'Afrique demeurerait pauvre pendant que les É.-U. et l'Europe utiliseraient l'énergie éolienne ou les centrales nucléaires, les niveaux de dioxyde de carbone continueront de progresser durant des décennies.

L'Ouganda et l'Afrique doivent cesser de se préoccuper des déclarations des Occidentaux, des Nations Unies et d'Al Gore. Nous devons nous concentrer sur nos propres besoins, nos ressources et nos responsabilités.

Nous n'avons pas besoin d'une aide qui corrompt les fonctionnaires qui détournent les fonds dans leur propre compte de banque pendant qu'ils organisent des conférences de propagande sur le réchauffement global en laissant leur propre peuple dans la pauvreté.

Nous n'avons pas besoin que les pays riches nous promettent assistance contre les changements climatiques si nous promettons de ne pas nous développer.

Nous devons arrêter d'agir comme des sauvages ignorants qui pensent que les éclipses solaires signifient que les dieux sont en colère contre eux et qui demandent à des sorciers de faire revenir le soleil. Nous devons cesser d'écouter les sorciers du réchauffement climatique qui s'enrichissent en nous disant de conserver notre mode de vie « indigène », nos vies de pauvreté.

Nous avons besoin de manufacturer des biens et de faire commerce. Nous avons besoin d'électricité et de carburant pour le transport afin de devenir des économies industrielles modernes. Nous devons faire comme la Chine et l'Inde – nous développer – et nous devons accentuer nos liens économiques avec ces pays.

C'est de cette façon que nous obtiendrons les emplois, la prospérité, la santé et la qualité de l'environnement que nous méritons.

Voilà un rappel à la réalité pour l'esprit écologique du temps. Au-delà des bonnes intentions des environmentalistes qui souhaitent sauver la planète, tout en procédant à une redistribution des richesses entre les pays, la conséquence d'un programme politique et économique de décroissance est une aggravation des conditions de vie dans les pays les plus pauvres. Il serait totalement impensable d'obliger la Chine et l'Inde à stopper leur croissance, à moins de se situer dans une logique de guerre.

Pour véritablement poursuivre des objectifs de réduction de la pollution et agir concrètement pour la qualité de l'environnement, il serait absolument contre-productif de nous appauvrir collectivement, car les innovations technologiques nous permettant de faire face aux défis de l'avenir viendront du développement. Les politiques issues du GIEC favorisent exactement le contraire comme l'explique le climatologue Richard Lindzen :

« Les générations futures se demanderont avec une stupéfaction amusée pourquoi, au début du 21^e siècle, le monde développé s'est plongé dans une panique hystérique à propos d'une augmentation globale moyenne des températures de quelques dixièmes de degré, et, sur la base d'exagérations grossières, de projections informatiques hautement incertaines, combinées en déductions improbables, il s'est trouvé en face d'un recul de l'âge industriel. »

Quoi qu'il en soit des prévisions climatiques, pendant que les gouvernements sont surtout préoccupés par des considérations financières qui menacent l'économie mondiale, les citoyens demeurent aux prises avec l'idée que la Terre est en péril. Dans cette foulée, la mission de sauver la planète se démocratise pour s'adresser à chaque personne qui devrait faire sa part pour tenter de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est ainsi que nous sommes invités à nous engager dans une mission qui consiste à réduire notre empreinte écologique, ce qui a parfois des conséquences plutôt étranges sur notre conception de l'avenir du monde, comme nous le verrons dans les prochains chapitres.

4

L’empreinte écologique et la culpabilité d’exister

À la limite, le seul écologiste irréprochable est celui qui met tout en œuvre pour mourir sans laisser la moindre trace de son passage sur Terre.

Didier Nordon

Les personnes qui sont préoccupées, et souvent terrorisées, par la thèse du réchauffement climatique causé par l’activité humaine abordent fréquemment cette question avec les enfants puisqu’ils croient que les sensibiliser à ce problème contribuera à construire un monde meilleur. Si l’intention est noble, ces activités dites éducatives pourraient surtout servir à ventiler des angoisses d’adultes.

Une enquête scientifique³¹, dirigée par Gilles Pronovost, professeur émérite de l’Université du Québec à Trois-Rivières, a été menée dans les écoles québécoises au cours des dernières années. Cette enquête, qui visait à identifier les attitudes des jeunes à l’égard de l’environnement et de l’avenir, démontre une perte de confiance générale sans équivoque. Voici un tableau présentant les données recueillies concernant la perception de l’avenir des jeunes en regard de plusieurs thèmes environnementaux très présents dans nos sociétés :

Pourcentage des répondants qui croient que la situation sera *pire* dans vingt ans, selon le thème :

Les changements climatiques	63 %
La disparition des forêts	58 %
La pollution de l’air	58 %
La quantité de déchets	57 %
Les catastrophes naturelles	55 %
La disparition des espèces	55 %
La pollution des sols	53 %
La pollution de l’eau	53 %
L’épuisement des ressources énergétiques	44 %
La disparition des terres cultivables	43 %

L’analyse des auteurs est claire :

³¹ Cette enquête menée dans des écoles primaires et secondaires a été rendue possible grâce à la Fondation Monique-Fitz-Back pour l’éducation au développement durable. Les résultats complets de l’enquête sur les attitudes des jeunes à l’égard de l’environnement et de l’avenir sont disponibles au : www.csq.qc.net/sites/1676/RapportFinal-FMF.pdf

« On peut ainsi soutenir que les jeunes ont intériorisé le discours ambiant en matière de dégradation actuelle et projetée de leur milieu de vie, tant immédiat que dans le reste du monde. Le discours des groupes environnementalistes, en qui ils font le plus confiance, semble les avoir fortement influencés.

Au total, ils s'avèrent soit inquiets, soit ambivalents quant à l'avenir de la planète. Moins de la moitié (43 %) se disent d'ailleurs "confiants" ou "très confiants" à ce que sera le monde dans vingt ans. »

Les questions environnementales sont complexes et interpellent de nombreuses notions des sciences de la nature et des sciences humaines. Le risque de sensibiliser les jeunes est d'induire plus de détresse psychologique que de solutions pratiques pouvant mobiliser les jeunes esprits en formation. Devant l'idée que le climat est détraqué, nous ressentons tous de l'impuissance, alors que pouvons-nous attendre de nos enfants à ce sujet³² ?

En ce moment, des adultes tourmentés par les questions écologiques se donnent comme mission sacrée d'informer les jeunes, coûte que coûte, dans une perspective qui ressemble de plus en plus à une opération d'endoctrinement. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait que les sujets abordés avec les enfants, en lien avec l'état de la planète, explorent également des pistes de solutions technologiques validées au plan scientifique, ce qui n'exclut pas les valeurs environnementales.

Le calcul de l'empreinte écologique

La notion d'empreinte écologique était initialement une pratique scientifique visant à évaluer les ressources nécessaires en lien avec les différentes productions humaines. Compte tenu de l'état de panique écologique qui nous caractérise, cette pratique s'est popularisée pour devenir un étrange instrument de contrôle.

La notion d'empreinte écologique est maintenant utilisée pour calculer la quantité de ressources que nous utilisons en fonction de notre mode de vie individuel ou collectif. Selon la logique de cette pratique, plus l'empreinte écologique d'une personne est faible, plus elle est respectueuse de la planète et de ses ressources limitées. Au contraire, plus une personne ou une société consomme, plus l'empreinte sera importante et néfaste pour la planète, puisqu'elle excédera théoriquement ses capacités.

C'est ainsi que certains gouvernements accréditent maintenant la notion d'empreinte écologique en diffusant de l'information pour conscientiser la population ou pour la convaincre qu'ils s'occupent activement de l'avenir de la planète. C'est effectivement ce que fait le gouvernement du Québec, par le

³² Dans cette perspective, il faut souligner l'initiative remarquable du cinéaste Fernand Dansereau, qui a récemment réalisé le documentaire *Les porteurs d'espoir*, tourné dans une école primaire du Québec. Ce film présente un projet éducatif qui mobilise les jeunes en fonction d'objectifs concrets d'amélioration de leur environnement tout en appliquant une démarche scientifique. <http://films.onf.ca/les-porteurs-d-espoir/>

biais du *ministère du Développement durable, Environnement et Parcs*, en mettant en ligne un exercice invitant les enfants à calculer leur empreinte écologique³³ :

Voici la présentation de cet exercice « *Calcule ton empreinte écologique* » :

Tu désires connaître ton empreinte écologique ? Avec l'aide d'un adulte, réponds le plus honnêtement possible aux questions suivantes. Le résultat pourrait te surprendre ! Ce test te donnera une idée de ton empreinte écologique. Cela t'aidera à déterminer si tu dois modifier certains comportements afin de diminuer ton impact sur l'environnement.

Le site précise que la notion d'empreinte écologique a été inventée par Mathis Wackernagel et que pour connaître « les explications scientifiques et plutôt compliquées » qui sous-tendent la notion d'empreinte écologique, ce gouvernement consciencieux nous réfère le livre de cet inventeur. Il ne s'agit donc pas d'un simple jeu, mais bien d'un test qui prétend être appuyé par des notions scientifiques qui s'adressent très sérieusement à la population en général. Dans l'encadré qui suit, je reproduis fidèlement les questions et les choix de réponse offerts aux enfants. Nous verrons par la suite les différentes possibilités de résultat à ce test aux conclusions très éloquentes.

Logement

Dans quel type d'habitation vis-tu ?

Appartement/condo – Maison jumelée – Maison individuelle

Combien de personnes vivent chez toi ?

1 – 2 – 3 – 4 – 5 ou plus

Comment tes parents chauffent-ils la maison ?

Gaz naturel – Électricité – Mazout – Énergie renouvelable (solaire, éolienne, etc.) – Bois

Combien y a-t-il de robinets et de toilettes chez toi ?

Moins de 3 – 3 à 5 – 6 à 8 – 8 à 10 – plus de 10

Alimentation

Combien de fois par semaine manges-tu de la viande ou du poisson ?

0 – 1 à 3 – 4 à 6 – 7 à 10 – plus de 10

Combien de repas tes parents cuisinent-ils par semaine (y compris ceux que tu apportes à l'école pour tes lunchs) ? Attention ! Les pizzas surgelées ou le ragoût en conserve ne comptent pas !

Moins de 10 – 10 à 14, 14 à 18 – plus de 18.

Lorsque tes parents achètent des aliments, choisissent-ils, autant que possible des produits locaux (qui ne proviennent pas d'une autre province ou d'un autre pays) ?

Oui – Non – Parfois – Rarement.

³³ Adresse Internet du test du ministère du Développement durable du Québec : www.mddep.gouv.qc.ca/jeunesse/jeux/questionnaires/empreinte/questionnaire.htm

Achats

Combien d'articles importants faits de matériel neuf (ex. chaîne stéréo, téléviseur, lecteur DVD, ordinateur, meubles, voiture, appareils électroménagers, etc.) tes parents ont-ils achetés au cours des 12 derniers mois ?

0 – 1 à 3 – 4 à 6 – plus de 6

Tes parents ont-ils acheté des articles à faible consommation d'énergie au cours des 12 derniers mois (ampoules électriques, appareils électroménagers, etc.) ?

Oui – Non

Transports

Si tes parents ont un véhicule, de quel genre de véhicule s'agit-il ?

Bicyclette – Sous-compacte – Compacte – Intermédiaire – Utilitaire sport ou minifourgonnette – Camionnette – Aucun véhicule.

Comment te rends-tu à l'école ?

En voiture – Par les transports en commun – En autobus scolaire – À pied – À vélo ou en patin à roues alignées.

Combien de fois par semaine utilises-tu les transports en commun au lieu de te faire reconduire par tes parents ?

0 – 1 à 5 – 6 à 10 – 11 à 15 – plus de 15 – Je n'utilise aucun des deux.

Où as-tu passé tes vacances cette année ?

Pas de vacances – Au Québec – À l'extérieur du Québec – Au Canada – Aux États-Unis – À l'extérieur de l'Amérique du Nord

Durant l'été, combien de fois pars-tu en voiture avec tes parents pour un petit voyage de fin de semaine ?

0 – 1 à 3 – 4 à 6 – 7 à 9 – plus de 9.

Déchets

Ta famille essaie-t-elle de réduire la quantité de matières résiduelles qu'elle produit (ex. en achetant des aliments en vrac, en refusant la publicité-rebut et les circulaires, en utilisant des contenants réutilisables et des produits d'entretien ménager naturels) ?

Toujours – Parfois – Rarement – Jamais.

Combien de sacs à ordures de grand format laissez-vous sur le trottoir chaque semaine ?

0 – ½ sac – 1 sac – 2 sacs – plus de 2 sacs.

Ta famille recycle-t-elle les journaux, les boîtes en carton, le papier, les boîtes de conserve, les bouteilles en verre ou en plastique et autres matériaux ?

Toujours – Parfois – Rarement – Jamais

Ta famille fait-elle du compostage ?

Toujours – parfois – rarement – jamais

Pour connaître les différents résultats à ce test, j'ai d'abord joué le rôle d'un enfant qui aurait une empreinte écologique très importante. En m'imaginant

vivre dans une famille sans doute assez riche, j'ai coché toutes les options considérées énergivores.

Voici donc un enfant :

- qui habite seul ; (même pas de parents !)
- dans un bungalow ;
- chauffé au bois (le chauffage le plus polluant) ;
- équipé de plusieurs robinets ;
- qui mange du poisson et de la viande plus de 10 fois par semaine ;
- qui mange souvent des plats cuisinés et confectionnés avec des produits qui ont voyagé (oranges, saumon et caviar, pourquoi pas) ;
- qui achète plus de 6 appareils (ordinateurs, téléviseurs) par année et qui n'achète jamais de produits à faible consommation ;
- qui conduit un VUS pour aller à l'école ;
- qui va rejoindre ses parents en prenant l'avion lors de ses vacances et qui conduit fréquemment son VUS pour de petites virées entre amis ;
- qui ne recycle pas et qui produit des déchets en grande quantité, c'est-à-dire plus de 2 sacs par semaine ;
- et qui ne fait jamais de compostage, parce que c'est dégueulasse...

En résultat de ce test, voici donc ce que le bon gouvernement du Québec donne comme rétroaction à ce parfait petit capitaliste :

Tu as obtenu : 695 points. Ça signifie que tu utilises environ 9 terrains de 100 m sur 100 m pour satisfaire tes besoins. C'est un peu plus que la moyenne canadienne, alors tu devrais songer à adopter des comportements plus respectueux de l'environnement. Si tout le monde agissait comme toi, il nous faudrait au moins 4,74 planètes pour subvenir à nos besoins.

Il est plutôt étonnant que le résultat de ce test, où toutes les options extrêmes ont été cochées, corresponde seulement à un score « un peu plus élevé que la moyenne canadienne ». Ce résultat semble également indiquer que cet enfant fictif n'est pas le seul à être considéré comme un délinquant de l'environnement en regard de la notion d'empreinte écologique.

Inquiété par ce résultat, j'ai décidé de me corriger sur-le-champ en produisant un test exemplaire contenant uniquement des réponses idéales d'un point de vue écologique. Après tout, ce test n'était peut-être pas vraiment confidentiel et une police de l'environnement allait peut-être débarquer chez moi pour m'emmener en camp de rééducation...

Je me suis donc empressé de recharger la page d'accueil pour cocher toutes les petites cases qui allaient faire de moi un enfant idéal pour la santé planétaire.

Je suis donc devenu un enfant :

- qui habite dans une famille de plus de 5 personnes ;

- dans un appartement chauffé à l'énergie solaire et à l'énergie éolienne et où l'on dispose de moins de 3 robinets ;
- qui ne mange jamais de poisson ou de viande, ma famille étant végétarienne stricte ;
- qui ne mange que des plats cuisinés par sa maman avec des produits du terroir (pommes, persils, patates, sirop d'érable, navet, etc.) ;
- dont la famille n'a acheté aucun appareil électronique au cours de l'année, mais qui s'est procuré des ampoules fluo compactes à faible consommation ;
- dont les parents n'ont pas de voiture et même pas une bicyclette ;
- qui va à l'école à pied ;
- qui ne prend jamais de vacances, ni au Québec, ni en Ontario, ni nulle part dans le monde ;
- qui a le bonheur de participer à un grand projet familial de recyclage et de compostage, ce qui fait que sa famille ne produit absolument aucun sac de déchets (Il y a vraiment une option « aucun déchet » dans ce test !).

En espérant que le gouvernement allait me donner une médaille pour une vie aussi bénéfique pour l'environnement, mais sans doute désastreuse pour l'activité économique, voici l'incroyable résultat à ce second test :

*Tu as obtenu : 60 points. Ça signifie que tu utilises moins de 4 terrains de 100 m sur 100 m pour satisfaire tes besoins. C'est beaucoup mieux que la moyenne canadienne, **mais tu pourrais faire mieux. Si tout le monde agissait comme toi, il nous faudrait d'une à deux planètes pour subvenir à nos besoins.***

« Tu pourrais faire mieux ?! » Ce test, qui se prétend scientifique, offert à la population dans un site gouvernemental, dit à un enfant dont le mode de vie relève de la préhistoire qu'il pourrait faire mieux et que son mode de vie outrepassé les ressources de la Terre ? Mais quel est ce jeu pervers où il est absolument impossible de gagner ? Quelles sont les solutions proposées ?

Dans la foulée d'un résultat aussi ahurissant, l'enfant doit-il comprendre qu'il devrait cesser de respirer pour diminuer sa production de CO₂ ? Quel est le véritable message communiqué aux enfants qui calculent leur empreinte écologique ?

C'est qu'il faut comprendre qu'en regard de la notion d'empreinte écologique, tous les citoyens des pays occidentaux sont des tueurs de planètes en série. Le fait de vivre dans une société développée est considéré comme une participation implicite à une surexploitation de la planète qui disqualifie tous les membres de cette société. Si le mode de vie aberrant décrit pour cet enfant, qui n'a même pas le droit d'avoir une bicyclette et de prendre des vacances, excède déjà les capacités de la Terre, c'est que la dérive écologique considère qu'il n'y a simplement plus de place pour les sociétés développées.

L'être humain est-il de trop sur la planète ?

Tant qu'à naviguer dans un univers névrotique, demandons aux adeptes du concept d'empreinte écologique si le suicide constitue une valeur positive pour la planète. Croyez-le ou non, cette question a déjà fait l'objet d'une réflexion et la réponse est d'une logique implacable. Le cadavre humain est écologiquement considéré comme un déchet toxique ! Un site Internet qui se prétend « *Le site de référence en environnement, développement durable et changements climatiques* » a récemment publié à cet effet le texte d'un essayiste nommé Michel Tarrrier³⁴.

Voici l'introduction à ce que l'auteur considère comme une « *sympathique petite étude pour tenter de réduire l'empreinte écologique de notre cadavre* » :

Que faire d'un corps humain pollué, une fois que la vie s'en est allée ? Il n'est plus à démonter qu'en raison du chemin contre nature qu'il a suivi, l'homme est devenu la pire des nuisances pour la planète terre. Depuis que notre corps est infecté de médicaments, d'antibiotiques et de pièces rapportées, maintenant que nous urinons quotidiennement des pesticides, notre décès est loin de mettre un terme aux effets nocifs dont nous sommes le vecteur. Bien au contraire : notre corps pestiféré n'est plus recyclable !

En lisant de pareils délires, nous sommes en droit de nous demander si la culpabilité d'exister est devenue une valeur moderne, une nouvelle manière d'être au vingt et unième siècle. Il y a plus de vingt ans, le philosophe Pascal Bruckner a publié un ouvrage intitulé *Le sanglot de l'homme blanc*, dans lequel il réfléchissait à la culpabilité du monde occidental, accusé de tous les maux de la Terre. S'appuyant sur ce même raisonnement, la notion d'empreinte écologique semble conduire à un pessimisme existentiel fondamental qui ne conçoit pas de solution au problème humain, en dehors de sa disparition.

Il ne s'agit plus de construire l'avenir pour trouver des solutions aux problèmes inhérents à l'expérience humaine. Il s'agit de croire passivement et collectivement que nous avons atteint un point de non-retour et que la destruction de la planète n'est plus qu'une question de temps.

En exploitant ce fantasme archaïque de la fin du monde, des mouvements écologistes extrémistes souhaitent ouvertement la disparition de la race humaine pour sauver la planète. Des groupes, comme le *Mouvement pour l'extinction volontaire de l'humanité*³⁵, militent contre la reproduction des êtres humains.

³⁴ En 2007 et 2008, Michel Tarrrier a publié « un essai de conscience universelle » : *2050, Sauve qui peut la Terre !* Il a aussi publié un pamphlet au titre très évocateur : *Faire des enfants tue, éloge de la dénatalité*, Éditions du Temps. Le texte de Michel Tarrrier est disponible à l'adresse suivante : www.notre-planete.info/actualites/actu_1989_ecologie_mort_pollution.php

³⁵ www.vhemt.org/findex.htm

Dans une version plus extrême encore, le *Gaia Liberation Front*³⁶ nous accueille sur son site Internet avec un compteur qui donne un aperçu de l'augmentation démographique constante de l'humanité. Considérant clairement que nous sommes trop d'êtres humains sur Terre, une terrible interpellation est inscrite sous le compteur : « *Save the planet, kill yourself.* »

Il faut bien sûr reconnaître que les préoccupations écologistes ne mènent pas automatiquement à ce délire, mais la logique de l'empreinte écologique repose sur l'idée toxique que l'être humain est un cancer pour la planète³⁷.

Si l'écologie en tant que science peut servir à améliorer les conditions de vie sur la planète, en recherchant le meilleur équilibre possible entre le développement humain et le milieu naturel, nous devons nous interroger sérieusement sur les effets pervers de concepts aussi aberrants que l'empreinte écologique. Cette réserve est encore plus importante lorsque cet exercice s'adresse à nos enfants. Quand la théorie qui sous-tend une notion est que l'être humain est un problème pour la planète, le message qui risque d'être retenu est qu'il n'y a plus d'avenir possible. Le « No future » provocateur du mouvement punk des années soixante-dix est-il en train de devenir le projet pédagogique réel de la dérive écologique ?

Pour sortir d'une pensée figée par la culpabilité de l'empreinte écologique, il faudrait se rappeler que le nombre d'êtres humains sur la terre poursuivra sa croissance, que nous le voulions ou non. Nous atteindrons les neuf milliards vers les 2050 et nous devons inexorablement développer les moyens technologiques pour répondre aux défis de l'avenir. Cette perspective ne devrait-elle pas être celle que nous proposons aux générations futures en aidant les jeunes à comprendre le monde dans une perspective scientifique qui sollicite leur intelligence ?

³⁶ www.churchofeuthanasia.org

³⁷ Cette idée a déjà été émise dans un rapport du très influent Club de Rome que plusieurs considèrent à la source de l'écologie politique mondiale. Ce rapport, considéré plus optimiste que le précédent, qui s'intitulait Halte à la croissance, nous offre tout de même cette magnifique citation : « Le Monde a un cancer, et ce cancer c'est l'homme. » Stratégie pour demain, 2^e rapport au Club de Rome, Éditions du seuil, 1974, p. 25

Le marché du carbone, le délire du monstre vert

Le seul espoir pour le monde est de s'assurer qu'il n'y ait pas d'autres États-Unis... Nous devons stopper ces pays du tiers-monde là où ils sont.

Michael Oppenheimer, auteur coordonnateur du GIEC

Les motivations écologistes reposent généralement sur le souhait sincère d'un monde meilleur fondé sur une plus grande justice sociale. Cependant, cette qualité cesse d'en être une lorsque les adeptes du réchauffement climatique utilisent cette hypothèse pour mettre de l'avant le projet d'un Nouvel ordre mondial. Pour que l'écologie s'abstienne de s'aventurer sur le terrain politique, il faudrait se rappeler que les utopies socialistes ont trop souvent conduit à de désolants échecs.

Bien sûr, le système capitaliste n'est pas exempt de défauts. Les mouvements de spéculation qui entraînent des crises financières sont maintenant connus de tous. Par contre, puisque les activistes souhaitent s'attaquer au système capitaliste en général, il serait souhaitable d'établir une importante distinction. Veulent-ils combattre le marché de la finance, souvent contrôlé par des spéculateurs qui cherchent l'enrichissement à court terme, ou souhaitent-ils également s'attaquer au marché des biens et services fondé sur la créativité humaine et le développement technologique ? Si cette nuance n'est pas faite, nous risquons de prendre pour cible l'aspect du capitalisme qui est le principal facteur de la croissance globale de l'humanité. Alors, qu'est-ce que les environnementalistes veulent véritablement lorsqu'ils souhaitent une décroissance économique ?

Considérant globalement que la croissance économique est l'ennemi de la planète, les activistes du climat ne font généralement pas cette distinction, sans se douter que la pire des catastrophes pourrait être celle à laquelle ils nous convient.

Comment est-il possible de prétendre qu'une décroissance économique des pays riches favorisera une croissance dans les pays pauvres ? Toute décroissance est nécessairement globale, et il est évident que les populations défavorisées en souffriront davantage. Les conséquences des tremblements de terre subséquents, en Haïti en janvier 2010 et au Chili un mois plus tard, sont très révélatrices à cet égard. Alors que le tremblement de terre en Haïti a provoqué plus de 200 000 morts, un séisme 500 fois plus puissant au Chili a entraîné environ 700 décès. Il est vrai que le tremblement de terre au Chili ne s'est pas produit dans une zone aussi densément peuplée qu'à Port-au-Prince, mais la solidité des infrastructures dans un pays plus favorisé explique également la différence entre les deux bilans.

Si nous entendons moins parler des propositions de décroissance économique des adeptes du climat, depuis l'avènement de la récente récession mondiale, est-ce parce qu'ils considèrent que leurs objectifs ont été indirectement

atteints ? Ils reviendront assurément à la charge lorsque l'économie sera rétablie.

Des environnementalistes en désaccord avec les orientations de Kyoto

Pendant que l'idée de consensus scientifique nous force à penser que la question climatique est définitivement entendue, nous pourrions croire que tous les environnementalistes sont parfaitement d'accord avec le type d'orientations politiques et économiques proposé dans la foulée des accords de Kyoto. Pourtant, là aussi il y a des dissidences à comprendre, car il y a des militants qui savent faire preuve d'esprit critique envers leur propre mouvement.

Aurélien Bernier a travaillé durant dix ans pour un organisme gouvernemental français, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) avant de devenir président de l'association Inf'OGM en France³⁸ et secrétaire national du Mouvement Politique d'Éducation Populaire (M'PEP). La mission de cet organisme est bien résumée par ces quelques mots qui accompagnent le logo sur la page d'accueil du site Internet : *République, laïcité, internationalisme vers un socialisme du 21^e siècle.*

En 2008, Aurélien Bernier a écrit un ouvrage intitulé *Le climat otage de la finance*. Cet essai attaque d'abord à fond de train le libéralisme économique, considéré comme la source de tous les maux de la planète et de l'humanité. Pourtant, contrairement à la position environnementaliste habituelle, cet ouvrage dénonce également les accords de Kyoto ainsi que plusieurs modalités politiques et économiques adoptées pour lutter contre le réchauffement climatique. L'auteur explique cette position en démontrant que le marché du carbone sert d'abord et avant tout à enchâsser le droit de polluer des pays riches. Dans un second temps, l'ouvrage affirme que, depuis sa création, le marché du carbone est l'objet d'intenses spéculations qui ressemblent en tous points à la bulle financière hypothécaire qui a éclaté en 2008, entraînant l'économie mondiale dans une importante récession.

Dans cette perspective, les contraintes inspirées d'un socialisme plutôt naïf, qui ont été adoptées depuis les accords de Kyoto, ont conduit à la création d'un marché des crédits carbone qui servirait d'abord et avant tout les intérêts d'un capitalisme plutôt primaire.

Puisque les marchés financiers ne s'engageront jamais dans une décroissance volontaire, voyons comment le monstre des crédits carbone est né avant de voir comment il pourrait un jour échapper à tout contrôle.

³⁸ En 2005, Aurélien Bernier a publié un ouvrage intitulé *Les OGM en guerre contre la société*.

La valeur du carbone

Dans un article publié par *le Monde diplomatique* en décembre 2007³⁹, Aurélien Bernier explique bien l'origine des crédits carbone. Il rappelle qu'en 1970 le gouvernement américain a décidé de s'attaquer à la pollution atmosphérique en adoptant une loi (Clean Air Act) qui fixait des normes très strictes sur les émissions polluantes :

« Devant l'incapacité des zones urbaines à respecter le Clean Air Act, le gouvernement, après différents assouplissements, décide de mettre en œuvre un système d'échanges de droits d'émission. Ce système s'inscrit dans un nouveau programme intitulé Acid Rain ("pluies acides") qui fixe des objectifs de réduction des émissions de dioxyde de soufre (SO₂), responsable des pluies acides. Le dispositif délivre aux cent dix installations les plus polluantes des autorisations à émettre du SO₂, puis leur permet l'échange libre de ces droits sur le marché. Le pari est fait que les améliorations auront lieu en priorité là où les coûts d'investissement pour les réaliser sont les plus faibles, et que les surplus d'autorisations ainsi générés seront vendus aux exploitants émettant au-delà du volume qui leur a été attribué. De fortes amendes sont prévues pour sanctionner une entreprise qui ne présenterait pas, en fin d'année, autant d'autorisations que de tonnes de SO₂ libérées dans l'atmosphère. »

Cette mesure légale, visant à contrôler la pollution, a d'abord été considérée comme un franc succès, car les émissions de soufre ont effectivement diminué. Cependant, après analyse, cette « réussite » ne serait pas véritablement liée au système des quotas. En fait, l'industrie du charbon, qui était particulièrement visée par cette loi, a développé un produit à faible teneur en soufre, même s'il en résultait un pouvoir calorifique plus faible. Cette innovation technologique a entraîné une augmentation des revenus pour cette industrie, car il fallait consommer plus de charbon pour obtenir le même résultat calorifique. Cette transformation s'est également traduite par une augmentation des émissions de... dioxyde de carbone. Hé oui, le bon vieux CO₂ qui fait si peur aujourd'hui. La loi, qui avait pour objectif de protéger l'environnement, a également entraîné la création d'un marché de spéculation qui a contribué à enrichir financièrement le géant courtier en énergie Enron, avant que cette société ne ferme ses portes suite à la plus grande fraude financière de l'Histoire.

C'est en s'inspirant de cette recette économique, à base de quotas, que le protocole de Kyoto a enchâssé l'idée de combattre le CO₂ en lui attribuant une valeur économique. Théoriquement, ce type de mécanisme de contrôle pourrait fonctionner, mais en pratique, le protocole de Kyoto n'a jamais été respecté et il s'est avéré inefficace pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Les adeptes du réchauffement considèrent que le mécanisme n'a pas fonctionné parce que certains États l'ont refusé (les États-Unis en particulier), et ils militent toujours dans la même perspective. Pour ces activistes, il est

³⁹ www.monde-diplomatique.fr/2007/12/BERNIER/15396

clair que le refroidissement de la Terre s'effectuera en freinant la croissance économique mondiale.

Depuis l'avènement des différents sommets internationaux sur le climat, les dirigeants politiques des différents pays sont confrontés à une mission impossible. Ils doivent respecter les impératifs de survie et de développement de leurs populations, tout en essayant de composer avec l'idéologie verte en faveur d'une décroissance globale. Ces aspects irréconciliables sont tout à fait propices aux discours fondés sur le mensonge institutionnalisé. Ce qui explique que les dirigeants font croire qu'ils se préoccupent du problème climatique, considéré comme une menace, tout en visant la croissance réelle de leur État.

Même s'il en résulte un espace politique quasi inexistant, où il est à peu près impossible de naviguer avec honnêteté, les écologistes ne cessent d'ajouter de la pression en sonnant l'alarme. Certaines personnes, plutôt contaminées par la confusion climatique, considèrent même qu'il faut se réjouir lorsque le prix du pétrole augmente ou que l'économie mondiale régresse.

Le carbone comme monnaie d'échange

Depuis Kyoto, les ententes internationales de réduction des gaz à effet de serre permettent aux entreprises d'être compensées financièrement lorsqu'elles réduisent leurs émissions. En revanche, une entreprise qui ne réussit pas à atteindre ses quotas de réduction peut acheter des « crédits carbone » d'autres entreprises plus performantes au plan environnemental. En réalité, ce mécanisme ne fonctionne pas, et permet surtout aux entreprises qui en ont les moyens de continuer à polluer tout en demeurant conformes aux accords internationaux. Il suffit de calculer le rapport coûts-bénéfices et de prendre la meilleure décision qui s'impose.

Pour que le système fonctionne, les écologistes souhaiteraient que le coût du crédit carbone soit le plus élevé possible. Lorsqu'on croit que la Terre est menacée, il est logique de penser que toute production de CO₂ soit sanctionnée par une pénalité significative. Si ces mesures réussissaient véritablement à se généraliser, imaginons les structures « policières » locales, nationales et internationales qui devraient être créées pour contrôler les productions de gaz à effet de serre ainsi que le marché du carbone. Il ne faudrait pas seulement réglementer les échanges entre les entreprises. Les échanges entre les États seraient aussi touchés, avec toutes les complications politiques que nous pouvons imaginer.

Par ailleurs, cet appareillage bureaucratique générerait lui aussi des activités productrices de CO₂, mais curieusement cette perspective n'est pas considérée comme un désavantage, puisqu'il s'agit d'activités économiques certifiées « vertes ». Ces activités de contrôle, nourries par de nouvelles taxes et parasitant les producteurs de biens et de services, seraient tout à fait favorisées dans un Nouvel ordre mondial fondé sur l'environnement. Ce serait le règne d'une bureaucratie socialo-écologiste.

La Bourse européenne du carbone

Suite au protocole de Kyoto, l'Europe s'est rapidement investie dans le développement du marché du carbone, mais le marché des crédits carbone en Europe n'a pas encore réussi à véritablement s'implanter.

La Bourse européenne du carbone s'est d'ailleurs effondrée quelques heures après son ouverture en 2005 lorsque la multinationale des biotechnologies Monsanto (le Diable en personne pour les écologistes) a tenté d'acheter la totalité des crédits carbone disponibles. Cette entreprise aurait même déposé un brevet pour le CO₂ dans le but de se faire reconnaître comme détentrice exclusive de tous les droits mondiaux sur le CO₂. Monsanto se serait alors assuré de récolter tous les bénéfices éventuels du marché du carbone. Le résultat de cette tentative a été un effondrement de la bourse européenne.

Par la suite, d'autres tentatives de construction d'un marché du carbone ont été effectuées, mais les observateurs considèrent que les gouvernements européens ont délivré trop de permis d'émissions de CO₂. Tant et si bien que l'offre de permis de polluer demeure plus élevée que la demande, ce qui est une bien fâcheuse situation pour ouvrir un marché. Il est par ailleurs compréhensible que les gouvernements aient protégé leurs industries, afin de ne pas laisser s'effondrer leur véritable système économique, celui qui nourrit les populations.

En mars 2010, la tonne de CO₂ valait environ 13 euros, alors que le seuil de rentabilité, où les industries polluantes seraient encouragées à investir dans des « technologies propres », se situerait autour de 50 euros. Certains écologistes, trop convaincus de la justesse de leur cause, souhaiteraient même un coût beaucoup plus élevé. Actuellement, cette bourse ne réussit pas à prendre son envol, mais, selon certains observateurs, cette activité financière a jusqu'à maintenant pénalisé les consommateurs et les producteurs d'énergies renouvelables, tandis que les industries les plus polluantes en ont tiré de substantiels bénéfices. En avril 2010, le *Courrier International* publiait un texte intitulé « *Vrai : il est rentable de polluer* » écrit par Julian Glover du journal britannique *The Guardian*⁴⁰. Cette analyse fait état des misères de la Bourse européenne du carbone et des aléas du marché frappé par un ralentissement économique : « *À l'heure où la récession frappe, l'activité industrielle ralentit et les compagnies accumulent des droits à polluer qui n'ont plus aucune utilité. Le prix de ces derniers s'effondre et les entreprises peuvent continuer de polluer à moindres frais. Résultat : le dispositif n'a absolument aucun impact sur le réchauffement climatique.* »

Vers une nouvelle bulle financière... verte ?

En fait, au cours des prochaines années, la crise climatique pourrait engendrer des mécanismes financiers qui risquent d'être plus au service de la finance que de l'environnement. Alors que nous considérons souvent les compagnies pétrolières comme des tares pour l'environnement, certaines entreprises

⁴⁰ <http://www.courrierinternational.com/article/2009/04/01/vrai-il-est-rentable-de-polluer>

capitalistes, dont des compagnies pétrolières, commencent même à trouver que la taxe carbone est une bonne idée. En janvier 2009, Rex W. Tillerson, PDG d'Exxon a déclaré : « *En tant qu'homme d'affaires, il est difficile de plaider pour une nouvelle taxe. Mais je trouve qu'une taxe carbone est une approche plus directe, plus transparente et plus efficace. C'est aussi le moyen le moins cher de refléter le coût du carbone dans toutes les décisions économiques.* » Après une telle déclaration citoyenne, une chose est claire : ce sont toujours les contribuables qui finiront par payer.

Dans un article intitulé « *The Great American Bubble Machine*⁴¹ » publié par *Rolling Stone*, en juillet 2009, le journaliste politique Matt Taibbi présente les résultats d'une enquête portant sur l'implication du consortium financier Goldman Sachs dans le marché climatique. Rappelant que cette entreprise est devenue experte dans la création et le développement de bulles spéculatives qui aboutissent à des crises financières, le journaliste révèle que Goldman Sachs est maintenant directement impliquée dans la création du marché des crédits carbone aux États-Unis.

Les banques d'investissements entendent clairement tirer profit du marché du carbone et plusieurs souhaitent maintenant que les États-Unis adoptent une réglementation de contrôle des émissions de CO₂. Il est maintenant clair que le président Obama ne réussira pas à faire adopter son projet de contrôle des émissions et d'échanges de crédits appelés « *Cap and trade* » au cours de son premier mandat. Ce projet demeurera tout de même un objectif démocrate pour un second mandat, où les conditions pourraient être réunies pour faire adopter cette loi. Le cas échéant, les entreprises américaines seraient désormais dans l'obligation de contribuer directement à un nouveau marché vert qui s'enflammerait grâce aux réglementations visant à limiter les émissions de CO₂. Compte tenu de la spéculation prévisible, le prix de la tonne de CO₂ exploserait, pendant que l'administration démocrate se féliciterait temporairement de la prospérité de cette nouvelle économie verte.

Ceux qui douteraient de l'importance des intérêts financiers derrière la question climatique seront étonnés d'apprendre qu'il existe maintenant un puissant réseau d'investisseurs sur le risque climatique⁴² qui, au mois d'août 2010, annonçait en page d'accueil de son site Internet que leur réseau disposait de 9.8 trillions de dollars. S'il est souhaitable que des investisseurs responsables s'intéressent au développement des énergies renouvelables, nous pouvons tout de même nous demander ce qui adviendrait si le gouvernement américain parvenait à adopter des mesures coercitives en matière d'émissions de CO₂. Cette loi ferait assurément le bonheur de certains grands investisseurs, mais il s'ensuivrait nécessairement des politiques internationales visant à imposer les mêmes règles au reste du monde. Sauf que plusieurs pays ne peuvent cesser de se développer sans sombrer dans une misère d'où ils tentent difficilement de s'extraire. Par ailleurs, cette perspective ne semble pas limiter l'enthousiasme du prix Nobel d'économie 2008 lorsqu'il a déclaré dans le *New York Times* : « *Très bientôt, les pays qui*

⁴¹ www.rollingstone.com/politics/story/29127316/the_great_american_bubble_machine

⁴² Investors Network on Climate Risk : www.INCR.com

refusent de limiter leurs émissions de gaz à effet de serre vont subir des sanctions, probablement sous forme de taxes à l'export⁴³. »

Les bonnes intentions et la réalité

Selon l'inspiration humaniste initiale, les crédits carbone devaient servir au développement d'initiatives non polluantes dans les pays les plus pauvres de la planète. Actuellement, une grande entreprise qui calcule ses productions de gaz à effet de serre peut déjà les compenser en investissant ses crédits dans différents projets verts, comme la récupération des gaz émis par un site de gestion des déchets en Chine, la production de fours à énergie solaire pour la cuisson en Afrique ou des projets de reboisement en Amérique du Sud. Les entreprises qui doivent polluer pour produire obtiennent ainsi un droit qui est compensé par des projets bénéfiques pour l'humanité.

Dans le meilleur des mondes, les entreprises polluantes se réorienteraient dans des activités non polluantes et les pays riches, qui sont dans l'obligation de polluer, investiraient dans des projets de reboisement et de développement dans le tiers-monde. Ce serait le règne de Robin des bois qui répartit les richesses équitablement.

Mais, dans la réalité du monde actuel, les marchés financiers interviennent dans le processus au bénéfice des investisseurs. Si le passé des groupes financiers comme Goldman Sachs est garant de l'avenir, nous pouvons douter du caractère social ou humanitaire de leurs missions économiques. Comme le dit encore le journaliste Matt Taibi : *« L'avenir des banques d'affaires repose sur les crédits de carbone. Il s'agit d'un marché potentiel de trillions de dollars. Ce marché existe à peine actuellement, mais il se développera si le Parti démocrate des États-Unis, qui a reçu 4 452 585 \$ des lobbys en faveur des Bourses du carbone pour sa première élection, parvient à faire naître une nouvelle bulle spéculative des matières premières, déguisée en programme environnemental nommé Cap and Trade. »*

Advenant le développement d'un tel marché, tant que le prix de la tonne de CO₂ serait en croissance, l'économie verte serait florissante. Tous les investisseurs, petits et grands, seraient heureux du bon rendement sur l'investissement. Comme au début de la bulle immobilière, qui permettait à des citoyens américains qui n'en avaient pas vraiment les moyens d'accéder à la propriété, l'économie verte pourrait se bercer de l'illusion de développer le tiers-monde, tout en contribuant à sauver la planète. Tant que les investissements rapporteraient, les citoyens seraient eux aussi disposés à contribuer à cette nouvelle économie de la bonne conscience écologique. Mais un jour ou l'autre, les projets verts servant d'alibi pour la spéculation des investisseurs cesseront de générer des profits et cette nouvelle bulle éclatera. Les réglementations gouvernementales sur les gaz à effet de serre auront ainsi servi à pomper l'argent des contribuables et des entreprises dans les coffres des banques et des spéculateurs financiers qui ont déjà fait le coup, faut-il le rappeler. Pour relever les défis de l'avenir de la planète, faut-il encore spéculer pour s'enrichir ou simplement travailler plus fort pour produire de la richesse?

⁴³ Article de Paul Krugman : <http://www.nytimes.com/2009/05/15/opinion/15krugman.html>

L'indice CCX ou le climat au service d'Al Gore

La création du crédit carbone implique la mise sur pied de mécanismes de régulation du marché qui en résulte. La valeur du carbone doit être réglementée par le gouvernement ou par les lois du marché basées sur la règle de l'offre et de la demande.

Dans ce contexte, Al Gore s'est positionné comme un acteur majeur du marché du carbone. En créant la Bourse du carbone de Chicago, la Climate Chicago Exchange⁴⁴ qui a géré l'indice boursier CCX (avant de s'effondrer et de cesser ses opérations au début 2012), Al Gore a été au cœur du marché du carbone mondial. Cette Bourse a été le résultat de plusieurs investissements, dont celui de Maurice Strong, homme d'affaires canadien fort controversé. Milliardaire excentrique, connu pour tirer les ficelles de l'ONU et de la Banque Mondiale, il a fait fortune grâce au pétrole et a déjà été président de Power Corporation. Il a également été l'un des initiateurs du désastreux programme « pétrole contre nourriture » en Irak. En 1992, il a été secrétaire général du sommet de la terre organisé par l'ONU, époque à laquelle il a épousé la cause écologiste. Maurice Strong est également controversé en raison d'associations avec plusieurs sectes ésotériques et il prête volontairement sa notoriété à l'Église de scientologie⁴⁵.

À propos des orientations économiques découlant des théories climatiques, Maurice Strong a déjà déclaré : « *Le seul espoir pour la planète n'est-il pas l'effondrement de la civilisation industrielle ? N'est-il pas de notre responsabilité de le provoquer ?*⁴⁶ » Nous ne pouvons pas être mieux renseignés sur les étranges objectifs des adeptes d'un Nouvel ordre mondial. Tant que nous serons dans une démocratie, il nous appartiendra de décider si nous leur déroulons le tapis rouge ou si nous refusons de nous prêter à cette dérive.

Dans ses activités financières liées au dossier climatique, Al Gore a également été associé à des investisseurs de la firme Goldman Sachs au sein de l'entreprise d'investissement Generation Investment Management⁴⁷. Il faut nécessairement en conclure que ces investisseurs avaient intérêt à ce que la science du climat repose sur un consensus inattaquable. Même le président du GIEC, l'ingénieur Rajendra Pachauri, a déjà été présenté comme un conseiller

⁴⁴ La révision du présent ouvrage permet de confirmer l'arrêt des opérations de la Chicago Climate Exchange au début de 2012. [Voici un article de CNN à ce sujet](#)
Voici également un [article de Radio-Canada](#) qui fait état des efforts du gouvernement québécois pour s'impliquer dans cet étrange marché du carbone qui accumule pourtant les échecs.

⁴⁵ À titre de représentant de l'ONU, M. Strong a prononcé un discours lors de la grande ouverture de l'église de scientologie à New York
www.scientology-newyork.org/community/opening/strong001.html

⁴⁶ *National Review magazine*, Septembre 1997

⁴⁷ Le site www.generationim.com présente ces investisseurs.

de la Bourse du climat de Chicago⁴⁸. S'il est compréhensible qu'un scientifique éprouve un malaise lorsque de nouvelles données viennent remettre en question ses hypothèses ou ses travaux, qu'en est-il lorsque ces remises en question vont à l'encontre d'investissements financiers ?

Dans une stricte perspective de développement des affaires, des investisseurs de l'économie verte attendent anxieusement que le gouvernement américain impose une réglementation qui assurera une entrée massive de fonds donnant naissance à une nouvelle économie mondiale verte, dont ils bénéficieront directement. Si nous souhaitons que l'économie soit au service du développement international, il faut faire preuve d'une grande naïveté pour croire que ce mouvement ne sera pas récupéré par des intérêts bien différents. Au plan politique, la naïveté est résolument l'ennemi du bien commun.

Le coût à payer par les individus

Il n'y a pas que les entreprises qui se retrouveraient dans le collimateur d'une économie verte plutôt parasitaire. Pour contribuer à sauver la planète, les individus sont eux aussi invités à compenser leurs émissions de gaz à effet de serre. Actuellement, ces mécanismes de contrôle sont embryonnaires et reposent sur une base volontaire, mais pour combien de temps encore ?

Signe des temps, une multitude d'entreprises ayant comme mission de « gérer » l'argent de citoyens coupables d'émissions de CO₂ ont poussé comme des champignons. Une petite recherche dans Internet sur le thème « compenser CO₂ » nous démontre qu'une petite armée d'entrepreneurs aux bonnes intentions est déjà prête à recueillir nos dons ou nos taxes volontaires selon l'appellation que nous préférons. Bien sûr, ces entrepreneurs certifient tous que les investissements qui en résulteront seront bénéfiques pour l'environnement.

Un des pionniers dans ce domaine est l'ingénieur français Jean-Marc Jancovici qui a conçu un des premiers calculateurs d'émissions de gaz à effet de serre, en collaboration avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Ce calculateur permet aux entreprises et aux individus de calculer scientifiquement leurs productions de gaz à effet de serre, afin de les prendre en compte dans leurs stratégies d'investissement. Cette expertise-conseil est mise en marché par Carbone 4, une entreprise appartenant à M. Jancovici. Le curriculum vitae du sympathique ingénieur est disponible sur son site Internet⁴⁹ où le lien qui mène à l'entreprise Carbone 4 est classé sous une rubrique appelée : « *activités qui remplissent mon frigidaire* ». Nous voilà donc bien renseignés.

Si nous voulons nous conformer au « droit à émettre » du CO₂, en fonction des ressources réelles de la terre, la page *Réagir face aux enjeux* du site de Carbone 4 nous renseigne très bien. On nous présente différentes options qui

⁴⁸ Jusqu'en juillet 2010, une page du site de la Bourse climatique de Chicago contenait le nom du président du GIEC au titre de conseiller. Cette page a été retirée par la suite.

⁴⁹ www.manicore.com (CV à la page : www.manicore.com/CV/index.html)

démontrent les contorsions que nous devrions effectuer pour être considéré comme un ami de la planète. En effet, pour demeurer conformes aux règles d'émissions de gaz à effet de serre, au cours d'une année entière, nous devrions choisir une seule activité parmi les suivantes :

- « Parcourir 5 à 7 000 km en zone urbaine dans une voiture sous-compacte. »
- « Quelques mois de chauffage d'une maison au gaz naturel. »
- « Quelques mois de courses au supermarché. »
- « Un aller-retour Paris-New York en avion. »

Toutes les activités qui entraînent le dépassement d'une de ces mesures sont considérées excédentaires⁵⁰. Mais rassurons-nous, un mécanisme est prévu pour obtenir le droit de continuer à vivre. Nous devons simplement acheter des droits d'émissions supplémentaires. Pour parvenir à résoudre la problématique mondiale liée au climat, soulignons que M. Jancovici est également un écologiste qui milite ouvertement pour le développement de l'énergie nucléaire.

Avis aux intéressés, le travail de consultant investisseur pour la compensation des émissions de gaz à effet de serre est sans doute un métier d'avenir. Dans Internet, plusieurs petits logiciels vous aideront à calculer vos émissions personnelles. À la suite de vos déplacements en voiture ou en avion, vous n'avez qu'à inscrire les distances parcourues et en un clic de souris, vous faites apparaître une somme d'argent à payer. Il semble qu'il y ait de plus en plus de gens disposés à donner leur argent pour se déculpabiliser de laisser la moindre empreinte sur l'environnement⁵¹.

Dans cette foulée, il est plus facile de comprendre que certains politiciens appuient plus ouvertement la cause climatique, et ce, malgré les problèmes insolubles qu'elle génère. Quel politicien ne voudrait pas d'électeurs qui réclament eux-mêmes de nouvelles taxes ?

À cet effet, il faut reconnaître que certains citoyens savent mieux calculer que d'autres. Pourquoi ne pas tirer bénéfice d'une telle grandeur d'âme lorsqu'on se consacre à l'avenir de la planète ? C'est ainsi que plusieurs activistes versent directement leurs compensations d'émissions de CO2 dans les coffres d'une fondation qui leur appartient en bonne et due forme. C'est exactement ce que fait Al Gore qui consomme annuellement en électricité vingt-six fois la moyenne américaine.

En utilisant ce modèle, les lecteurs qui souhaiteraient absolument compenser leurs émissions de gaz à effet de serre peuvent calculer leurs productions et

⁵⁰ En 2009, le « jour du dépassement » était le 25 septembre. Selon un savant calcul écologiste, cette journée représente le moment de l'année où la population mondiale outrepassa la capacité de production annuelle de la terre. Comme nous pouvons nous en douter, le jour du dépassement sera de plus en plus tôt, si l'humanité n'accède pas à la grande conscience planétaire. Sera-t-il un jour impossible de commencer une nouvelle année ?

⁵¹ Cette disposition ressemble curieusement aux indulgences plénières de la religion catholique d'antan.

me faire parvenir leur argent pour que je puisse installer une haie de cèdres dans ma cour arrière. De cette façon, l'existence du présent ouvrage, dont l'impression a sûrement nécessité la coupe de quelques arbres innocents, sera définitivement compensée. Je certifie que ce projet répond entièrement aux critères de gestion écologique des émissions de gaz à effet de serre, mais si vous avez compris le principe, vous pouvez également planter quelques cèdres dans votre propre cour, et ce sera tout aussi bien pour l'avenir du monde.

Et si le remède était pire que le mal ?

Les mécanismes économiques proposés pour contrer les changements climatiques ne fonctionnent pas, et le taux de CO2 augmente lentement à travers le monde. Devons-nous précipiter les transformations proposées depuis Kyoto alors que ces mesures économiques risquent d'être plus dommageables pour l'humanité que les problèmes qu'elles prétendent vouloir régler ?

Pour les adeptes convaincus, il ne reste plus qu'à imposer ces transformations par la force, ce qui est le danger inhérent à toutes les idéologies. Si cette vision du monde était portée au pouvoir par des gouvernements totalitaires, ces leaders se sentiraient totalement justifiés de tenter de contrôler la production mondiale et d'imposer des limites aux pays émergents. Au nom de la planète menacée, la panique climatique déboucherait sur un droit d'ingérence extrêmement dangereux. Comment pourrions-nous souhaiter une décroissance économique alors qu'un milliard de personnes sur la planète n'ont pas encore accès à l'eau potable ?

À cet égard, le grand scientifique et philosophe Henri Atlan a signé un texte intitulé *La religion de la catastrophe* paru le 27 mars 2010 dans *Le Monde* :

« Cette croyance, reprise et amplifiée par des œuvres et des discours à grand retentissement médiatique, a pris la forme dans une grande partie de l'opinion publique mondiale d'un dogme et d'une religion du "sauvez la planète", alors que celle-ci, qui en a vu bien d'autres, n'est pas en danger. Certes, des glaces polaires fondent, certes des glaciers reculent après avoir avancé, certes des terres basses et des îles risquent d'être submergées dans un proche avenir, tandis que c'est un certain refroidissement qui menace peut-être d'autres régions du globe. Réunir ces données dans un modèle global est plus que risqué, car rien n'est moins sûr que l'efficacité des mesures préconisées pour "sauver la planète". »

(...) « Aujourd'hui, les experts préfèrent de loin être prophètes de malheur ; comme l'avait bien compris le prophète Jérémie, on risque moins à annoncer une catastrophe qu'une bonne chose, car en cas d'erreur on pourra toujours arguer de ce que la catastrophe a été évitée grâce à ceux qui l'avaient annoncée. Le principe de précaution étant passé par là, émettre des doutes sur la catastrophe annoncée est déjà dangereux pour les experts de qui on attend certitudes et recommandations fermes. »

(...) « Plutôt que de vouloir imposer des mesures qui risquent de mettre en danger le développement de pays émergents et en voie de développement

ainsi que l'économie de pays développés au nom de cette nouvelle religion à vocation universelle, il vaut mieux s'attaquer aux problèmes d'environnements locaux, pollution atmosphérique des grandes villes, pollution des mers et des rivières par le surcroît de déchets dû à la surpopulation. L'épuisement à terme des ressources en énergies non renouvelables est un problème en soi, qui ne met pas en danger la planète, mais qui doit être géré de façon raisonnable, sans culpabiliser leurs usagers, tout en préparant la transition, qui prendra encore quelques dizaines d'années au moins, vers le développement des énergies renouvelables. »

S'il est souhaitable de contrôler les mouvements de spéculation capitalistes qui mènent à des crises financières, il serait fort dangereux de confier le contrôle de l'économie mondiale aux idéologues du climat qui souhaitent la destruction globale du système économique actuel.

Winston Churchill a déjà dit que la démocratie était le pire des régimes à l'exception de tous les autres. Nous pourrions sans doute dire la même chose du capitalisme⁵². En dépit de ces dérapages, qui permettent à certains individus de s'enrichir au détriment de tous les autres, le capitalisme demeure historiquement le seul système qui ait assuré un certain équilibre entre les libertés individuelles et les responsabilités collectives. Pour encourager cette véritable croissance, il s'agit sûrement de nous assurer que l'économie soit fondée sur la production de biens et de services plutôt que sur des mécanismes financiers qui s'enrichissent au détriment des individus et des collectivités.

Puisqu'un Nouvel ordre mondial deviendrait nécessairement le nouveau cadre de luttes de pouvoir qui ont toujours existé, il serait illusoire de croire que la mise à mort de l'économie de marché fera éclore le bonheur sur Terre comme une rose du matin.

⁵² Churchill aurait sans doute apprécié que l'on ajoute qu'il a aussi dit, concernant le capitalisme : « La différence entre le capitalisme et le communisme est que le capitalisme est l'exploitation de l'homme par l'homme, alors que le communisme est exactement le contraire. »

6

Le recyclage, une potion magique contre l'angoisse écologique ?

L'angoisse est le vertige de la liberté.
Kierkegaard

Les préoccupations écologiques ont entraîné le développement de pratiques de recyclage dans le but initial était d'améliorer la qualité de l'environnement. Il existe maintenant des pratiques innovantes de récupération, comme la captation de l'eau de pluie, développée initialement à Tokyo, et qui s'est étendue à plusieurs autres pays. Cette pratique de développement intégré permet de réduire les coûts de transport de l'eau potable tout en limitant la taille des réseaux d'évacuation des eaux pluviales. Ce type de recyclage est intéressant parce qu'il améliore les conditions de vie de la population, tout en diminuant les coûts engendrés par les infrastructures.

Dans les industries, le recyclage de certains matériaux peut également être plus rentable que le recours à la matière première, et ce rapport coûts-bénéfices doit être établi au cas par cas. En ce sens, si nous procédons à l'analyse du recyclage par la cueillette sélective des ordures, telle que nous l'avons intégrée à grande échelle dans les sociétés occidentales, serait-il possible que cette analyse se solde par un bilan environnemental à peu près nul ? Au risque de décevoir plusieurs personnes, selon certaines études, cette pratique se solderait même par un bilan négatif au plan économique et environnemental.

Le plaisir citoyen du recyclage

Nous pensons généralement que le recyclage est une pratique bénéfique pour la santé de la planète. En réponse à l'anxiété produite par le cortège de mauvaises nouvelles qui remettent en question l'avenir de l'humanité, le recyclage nous donne enfin l'impression de pouvoir faire quelque chose de bien pour l'environnement. Quel réconfort que de déposer notre bac de récupération devant notre demeure.

En participant à la cueillette sélective des ordures, nous oublions un peu notre appartenance à une société qui pollue. Grâce à cette implication citoyenne, qui démontre notre bonne foi, nos habitudes de consommation sont momentanément effacées. Le recyclage constitue souvent le plus simple et le plus important projet de la pensée écologiste. À une échelle individuelle, les activités de recyclage permettent au moins de combattre le sentiment d'impuissance. Pour certaines personnes, la seule idée de remettre en question la valeur du recyclage fait naître une véritable angoisse. Dans un contexte de destruction planétaire, cette angoisse est compréhensible, car elle est le résultat d'un état d'inhibition de l'action. Si nous ne pouvons même pas recycler, alors que pouvons-nous faire pour sauver la Terre ?

Pourtant, sans douter des intentions des citoyens qui souhaitent préserver la nature et améliorer la qualité de l'environnement, la réponse à la question « pourquoi recyclons-nous ? » pourrait bien se situer à un niveau plus psychologique que pratique.

Le devoir de recyclage

Dans certaines municipalités, le recyclage est devenu une obligation civique et les contrevenants qui ne participent pas à la collecte sélective sont passibles d'amendes. En matière d'écologie, on nous répète tellement que tous les petits gestes comptent que plusieurs éprouvent un véritable sentiment de culpabilité lorsqu'ils doivent jeter aux ordures un objet recyclable.

Depuis quelques années, le recyclage est également devenu une activité qui s'est imposée en milieu scolaire. Plusieurs enseignants utilisent maintenant leur autorité morale pour former les élèves à cette obligation citoyenne. Recycler, c'est être un ami de la Terre et il est très mal vu de se soustraire à cette pratique. Dans les écoles, le refus de certains jeunes de participer au recyclage est maintenant considéré comme une attitude répréhensible.

Des élèves particulièrement endoctrinés forment aujourd'hui des « comités pour l'environnement » qui se donnent comme mission de sensibiliser leur communauté aux vertus du recyclage. Dans certaines écoles, de jeunes adeptes convaincus éventrent quotidiennement les sacs de déchets de la cafétéria pour exposer à la vue des élèves récalcitrants les matières recyclables qui ont été jetées inconsiderément. Ces activités plutôt dégradantes sont pourtant encouragées par des enseignants et sont de plus en plus supervisées par des personnes dont la fonction de travail est d'améliorer la performance écologique des institutions. Ce type de « police écologique » fait partie des « emplois verts » créés dans le sillage des nouveaux dogmes écologistes.

S'il est souhaitable d'adopter des pratiques qui améliorent la qualité réelle de l'environnement, est-ce que cette fixation écologique sur la gestion des ordures constitue véritablement un projet de société ? En fait, quelle est la valeur réelle du recyclage ?

Et si la mode actuelle du recyclage était une activité qui n'avait à peu près aucun effet positif sur la qualité de l'environnement et encore moins sur l'hypothèse du réchauffement climatique ?

Le recyclage et la réalité économique

Daniel K. Benjamin est professeur d'économie de l'Université Clemson aux États-Unis. Il est également chercheur associé au PERC (Property & Environment Research Center)⁵³, un organisme qui appuie la recherche

⁵³ www.perc.org

scientifique et les solutions technologiques concrètes et rentables visant l'amélioration de l'environnement.

Certaines personnes refusent d'emblée les travaux effectués par des économistes au sujet des questions environnementales, comme si l'environnement était un sujet sacré devant faire abstraction des règles qui régissent la vie économique. Le problème qui découle de cette opposition systématique est que si nous ne prenons pas en considération les règles économiques qui s'appliquent à la vie collective, les solutions proposées ne seront pas viables.

Le recyclage étant sous l'emprise de plusieurs mythes⁵⁴, les travaux de l'économiste Daniel K. Benjamin nous rappellent d'abord que l'idée du recyclage est née dans des circonstances assez étranges. Au printemps 1987, une barge nommée *Mobro 4000*, chargée de trois mille tonnes de déchets de la ville de New York, a passé deux mois en mer à la recherche d'un site d'enfouissement. Cette barge a parcouru près de 10 000 kilomètres dans l'Atlantique et le Golf du Mexique, alors que son chargement de déchets devait normalement être livré dans un site d'enfouissement de la Louisiane.

L'histoire a commencé lorsque l'entrepreneur responsable de la barge a tenté de réduire ses dépenses en offrant sa marchandise à un autre site d'enfouissement en Caroline du Nord. Pour des raisons purement administratives, l'accès à ce site d'enfouissement a été refusé, mais l'affaire a été médiatisée et la barge de déchets domestiques est devenue tout à coup suspecte. L'effet médiatique a créé une situation de crise et plus aucun site d'enfouissement n'a voulu se porter acquéreur de cette masse de déchets rejetés, naviguant désormais sous le regard inquiet de l'opinion publique.

Des groupes environnementaux et des propriétaires de sites d'enfouissement ont alors profité de cette occasion pour faire avancer leur cause. Les propriétaires de dépotoirs, qui souhaitaient développer leur commerce en construisant des sites d'enfouissement plus gros et plus modernes, ont déclaré que les sites existants étaient pleins, et les groupes environnementaux ont utilisé cette information pour promouvoir le projet de recyclage des déchets domestiques. Un rapport gouvernemental accréditant l'idée d'un manque d'espace pour les déchets a finalement entraîné la création d'une nouvelle industrie fondée sur le recyclage.

Avec le temps, l'idée que nous manquons d'espace pour disposer de nos déchets est devenue une croyance populaire très tenace. Cette croyance a maintes fois été alimentée par des personnalités publiques, comme l'auteur de science-fiction et vulgarisateur scientifique Isaac Asimov, qui a étonnamment donné ses lettres de noblesse à cette idée, peu de temps avant sa mort.

En réalité, l'idée que nous manquons d'espace pour nos déchets est un mythe. Pour le démontrer théoriquement, la chercheuse américaine Angela

⁵⁴ Un document complet intitulé *Eight Great Myths of Recycling*, incluant de nombreuses références scientifiques, peut être téléchargé à l'adresse suivante : www.perc.org/articles/article179.php

Logomasini ⁵⁵ a calculé l'espace nécessaire pour recueillir les déchets produits par les États-Unis au cours des mille prochaines années. Bien que personne ne songe à enfouir tous les déchets des États-Unis au même endroit, les calculs indiquent que l'espace nécessaire correspondrait à un site carré de 60 mètres de profondeur et dont les côtés feraient environ 50 kilomètres chacun. Si nous réduisons la durée à une centaine d'années, le site ferait donc 5 kilomètres de côtés.

Bien sûr, les sites d'enfouissement doivent répondre localement à des normes rigoureuses, ce qui limite l'espace disponible et engendre des coûts. Mais fondamentalement, plusieurs personnes sont convaincues d'un manque réel d'espace pour disposer de nos déchets dans nos sociétés occidentales. Comme si la Terre n'en pouvait plus de l'aspect toxique des êtres humains.

C'est donc sur de fausses prémisses que des décisions politiques ont permis au marché du recyclage de se développer en bénéficiant de subventions gouvernementales. En accord avec l'esprit du temps, qui nous invite à sympathiser promptement avec les défenseurs de l'environnement, nous croyons maintenant que le recyclage est globalement une bonne affaire d'un point de vue économique. Nous apprécions tous l'économie lorsque nous pensons que ses conclusions sont en accord avec nos idées et nos pratiques. En fait, l'analyse des pratiques de récupération sélective des ordures ménagères démontre qu'il s'agit d'une activité non rentable et coûteuse pour les fonds publics.

À première vue, il peut paraître logique que le recyclage urbain dispense d'utiliser des matières premières et que cette activité puisse être financièrement profitable, mais cette hypothèse n'est pas confirmée par l'analyse pratique.

Utilisons l'exemple du papier pour mieux illustrer certains aspects économiques reliés au recyclage. Nous pensons généralement que la production et l'utilisation de papier entraînent la destruction de nos forêts. Lorsqu'il est question d'utiliser du papier, il y a toujours une personne au cœur aussi tendre qu'Idéfix pour se porter à la défense de nos amis les arbres. En réalité, la production moderne de papier n'utilise que très peu d'arbres, car la fabrication se fait maintenant à partir des résidus de la coupe du bois d'œuvre. Comme le rappelle Pierre Desrochers du département de géographie de l'Université de Toronto à Mississauga : « *L'industrie papetière québécoise est en outre alimentée de façon croissante par les résidus des scieries (sciures et copeaux) plutôt que par du bois rond récolté en forêt dans le seul but de produire du papier. En fait, la proportion de bois rond dans la production du papier est passée de plus de 80 % de la matière ligneuse à 14 % entre 1970 et 2002.* »⁵⁶ Ajoutons que lorsque ces résidus de bois ne sont pas utilisés pour produire du papier, ils se décomposent en libérant des gaz à effet de serre. De ce point de vue, il serait préférable de produire plus de papier.

⁵⁵ Angela Logomasani Ph.D. est directrice des politiques risques et environnement du Competitive Enterprise Institute. www.cei.org/people/angela-logomasini

⁵⁶ Desrochers Pierre, Département de géographie de l'Université de Toronto à Mississauga. *Concilier profits et environnement : le recyclage des déchets industriels dans une économie de marché*. Les Cahiers de l'Institut économique de Montréal, avril 2005.

Pour déterminer la valeur réelle du recyclage du papier, il faut prendre en considération le fait que le bois est une ressource renouvelable et que la gestion écologique de la forêt n'est pas incompatible avec sa gestion économique.

Sur le plan économique, l'analyse coûts-bénéfices démontre qu'il est plus rentable de gérer adéquatement le renouvellement de la forêt pour produire du papier neuf, que de recycler notre vieux papier. En ce sens, la production de papier à partir des résidus de coupe du bois est la plus propice à générer des préoccupations politiques en faveur de l'exploitation et le renouvellement de la forêt. S'il est vrai que les forêts peuvent être pillées inconsidérément, ce n'est pas parce que des erreurs politiques ont été commises que nous devons penser que l'avenir en sera une répétition. Cela ne dépend que de nous.

La forêt et la logique tordue du CO2

À ceux qui aiment tant les arbres qu'ils les préfèrent debout, il faut rappeler que les arbres doivent être utilisés pour qu'ils puissent jouer un rôle de séquestration du CO2. En effet, pour retirer de l'atmosphère certaines quantités de ce gaz, tant incriminé dans le dossier du réchauffement planétaire, les arbres doivent être coupés et utilisés sous forme de bois de construction.

« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme », nous a appris Lavoisier. Par conséquent, si les arbres séquestrent du carbone en « créant » du bois durant leur croissance, il est préférable de ne pas les laisser vieillir, mourir et pourrir dans la forêt. Il est souhaitable de les utiliser sous forme de bois d'œuvre pour empêcher le bois de se décomposer en libérant son carbone dans la nature et en émettant également du méthane. Le fait d'utiliser intelligemment l'espace dont nous disposons, en coupant régulièrement les arbres matures, nous permet également de faire pousser de nouveaux arbres. C'est ainsi que les arbres joueront leur rôle de capteur du CO2 et dans cette perspective, le recyclage du papier n'est d'aucune utilité pour le renouvellement de la forêt.

Le marché des matières recyclées n'étant pas rentable, cette industrie ne peut survivre que grâce à des subventions gouvernementales. Les coûts liés au ramassage, à l'entreposage, au désencrage et aux différents procédés visant à produire du papier recyclé sont plus élevés que le revenu que l'on peut en tirer sur le marché réel. Le recyclage par la cueillette sélective n'a jamais atteint son seuil de rentabilité et repose sur une idéologie de décroissance économique qui accorde une valeur positive à l'appauvrissement collectif. Dans les pays développés, des milliards de dollars de fonds publics sont octroyés chaque année à l'industrie du recyclage que nous vénérons pour des raisons idéologiques.

Dans des périodes de crise économique, comme en 2008, la situation devient pire encore, car le prix du papier recyclé s'effondre lamentablement. Le papier issu de la collecte sélective est alors aussi inutile que les déchets domestiques que nous enfouissons. Nos administrations locales, qui gèrent les matières

récupérées, sont alors dans l'obligation de céder le papier recyclé à un coût dérisoire à des entreprises privées qui en tirent des bénéfices.

Pour maintenir notre droit de recycler, nous utilisons nos ressources financières pour acheter du papier, ainsi que d'autres matières dites recyclables, et nous utilisons encore une part de nos taxes pour en disposer à perte. La même équation prévaut pour la récupération du verre et du métal des boîtes de conserve, qui ont une valeur économique inférieure à ce que l'on peut en tirer lors de la revente après transformation. D'un point de vue économique, le logo du recyclage (ces trois flèches vertes qui tournent sur elles-mêmes) devrait peut-être être remplacé par la représentation d'un serpent qui se mord la queue.

Le recyclage, une taxe joyeuse ?

En dépit des coûts du recyclage, les politiciens n'osent même pas remettre cette pratique en question, car le coût politique en serait actuellement trop élevé. En fait, il faut peut-être comprendre que les activités de recyclage constituent une forme de taxe... que les citoyens sont heureux de payer ! Alors, nous recyclons.

Pour ceux qui douteraient de ce constat économique, rappelons que lorsque des matières recyclables ont une véritable valeur, les consommateurs peuvent en tirer un bénéfice réel. C'est le cas des contenants d'aluminium consignés, puisqu'il est plus rentable de recycler l'aluminium que d'en produire du nouveau à partir de l'extraction de la bauxite. Malgré tout, la valeur économique du recyclage de l'aluminium est fréquemment remise en cause par les compagnies qui doivent gérer les opérations de recyclage. Paradoxalement, en cette époque de foi écologiste mondiale, nous jetons à la poubelle des milliards de dollars de contenants consignés chaque année. Nous sommes parfois bien difficiles à comprendre.

Sur le même registre plutôt incohérent, plusieurs entreprises n'offrent plus de sacs à leurs clients qui effectuent des achats dans leurs établissements. C'est le cas notamment de la Société des alcools du Québec qui évoque elle aussi des raisons écologiques, alors qu'elle refuse catégoriquement de consigner les bouteilles de vin et d'alcool qu'elle met en marché. Il est vrai que cette pratique n'est pas rentable, mais alors où est la logique ? Cette entreprise d'État augmente ses profits chaque année et nous sommes heureux de quitter une succursale après avoir acheté des sacs recyclés pour transporter nos bouteilles ! Nous revoici donc dans une logique de marché qui n'a rien à voir avec la qualité de l'environnement. Lorsqu'un marchand nous vend un sac, prétendument pour démontrer ses valeurs écologiques, il faudrait se rappeler que les consommateurs ont toujours payé pour leurs sacs de transport. Le prix était auparavant inclus dans nos achats à la caisse. Maintenant que nous payons en surplus pour le même service, il ne nous reste plus qu'à espérer que les valeurs environnementales de notre épiciers soient plus fortes que ses objectifs de rentabilité, car notre servilité écologique risque fort de se transformer en profit net pour l'entreprise.

Le recyclage et la pollution

Pour réussir à nous convaincre du bien-fondé de nos pratiques de récupération, nous pensons également que la cueillette sélective des ordures ménagères contribue à une réduction de la production de déchets. Malheureusement, encore une fois, la pratique ne confirme pas cette hypothèse. Concrètement, la production de déchets domestiques a plus que doublé depuis les années quatre-vingt. Selon Statistiques Canada, la quantité moyenne de déchets par habitant a atteint 1000 kilos en 2006, alors que la moyenne européenne se situerait autour de 600 kilos par année, par habitant. Ce constat est-il secondaire à un effet déculpabilisant du recyclage ? Il est en tout cas en rupture complète avec les objectifs des trois « R » des écologistes de la première heure, qui invitaient la population à réduire la quantité de déchets, à réutiliser les matières et finalement... à recycler.

Ironiquement, au début des années soixante-dix nous étions invités à combattre la pollution en nous abstenant de jeter nos déchets sur la voie publique, alors que de nos jours, les bacs de recyclage sont devenus une des premières causes de la présence d'ordures dans nos rues.

Pour justifier notre choix collectif en faveur de la cueillette sélective des ordures, il ne nous reste plus que l'idée que cette pratique a un effet positif sur la pollution en général et sur la production de gaz à effet de serre en particulier. Mais, encore une fois, cette idée est fautive. Encore une fois, les analyses de Daniel K. Benjamin, économiste de l'Université Clemson, démontrent que les villes qui ont fait le choix de la collecte sélective ont souvent été dans l'obligation de doubler leurs opérations de ramassage des ordures. Puisque les opérations liées à la collecte des déchets augmentent sans cesse, les fonds publics sont utilisés pour acheter des camions supplémentaires. Les activités liées au recyclage par la collecte sélective s'ajoutent donc aux opérations de transport qui produisent du dioxyde de carbone. Au final, une fois les calculs effectués, le recyclage par la collecte sélective produit plus de pollution que la simple collecte des ordures et l'enfouissement dans des sites modernes et sécuritaires pour l'environnement.

L'aspect le plus dommageable de cette pratique coûteuse et inutile qu'est la cueillette sélective, qui devrait logiquement être abandonnée au cours des prochaines années, est que cette industrie freine indirectement le développement de nouvelles technologies de valorisation des déchets. Lorsque les déchets sont enfouis de façon sécuritaire, l'utilisation de nouvelles technologies permet de produire de l'électricité à partir des biogaz qui sont captés. Cette technologie de production d'énergies renouvelables, utilisée dans plusieurs pays, permet également de valoriser la biomasse qui est la matière résultant de la coupe du bois, c'est-à-dire les feuilles, les branches, l'écorce et les sciures⁵⁷. Cette technologie permet de chauffer les maisons et les entreprises ou de produire de l'électricité.

⁵⁷ Jusqu'à tout récemment, la biomasse non utilisée au Québec était importée par la Suède qui a investi dans des équipements permettant de récupérer les biogaz issus de la décomposition des déchets. Cette biomasse a augmenté considérablement depuis l'avènement du recyclage du papier.

En investissant collectivement dans une pratique non rentable, comme la collecte sélective, nous effectuons un choix de société qui repose sur une idée absurde, mais à la mode. Dans l'idéologie du temps, la décroissance économique est une solution à la pollution créée par l'activité humaine. D'ailleurs, certains écologistes se réjouissent ouvertement lorsque nous entrons en période de ralentissement économique, car ils croient que l'environnement en bénéficiera. Il faudrait leur rappeler que ce sont toujours les personnes les plus pauvres qui souffrent en période de décroissance économique. Ce sont également les collectivités pauvres qui vivent dans un environnement pollué et pas le contraire, comme le démontre Bjorn Lomborg, professeur de sciences politiques danois, auteur d'un ouvrage critique qui remet en question l'idée d'une détérioration de l'environnement planétaire⁵⁸.

Le recyclage et les ampoules fluo compactes, même combat ?

Lorsqu'un secteur industriel est créé à partir de considérations politiques mal fondées, il devient très difficile de faire marche arrière, car le nouveau secteur repose sur des investissements réels et génère des emplois qu'il faut prendre en considération. Un poids politique en résulte et les changements deviennent plus difficiles à effectuer. Dans un domaine connexe, le même phénomène s'est déjà produit avec le développement du marché des ampoules fluo compactes.

Ces ampoules ont été mises en marché grâce à un marketing agressif affirmant que cette nouvelle technologie était bonne pour l'environnement et qu'en plus elle permettait de faire des économies. Les législateurs de l'Union européenne se sont mis de la partie et déjà en France les anciennes ampoules incandescentes de 100 watts sont carrément interdites. Le règlement prévoit également l'interdiction progressive des autres ampoules incandescentes de moindre puissance. Partout en occident, les nouvelles ampoules fluo compactes, considérées plus vertes, ont inondé les marchés pour le plus grand bonheur des consommateurs.

Pourtant, quelques années après l'avènement de ces ampoules, d'autres études sont venues remettre en question les vertus « vertes » de cette invention. Selon ces études, les économies projetées n'avaient pas tenu compte de la production bénéfique de chaleur des ampoules incandescentes par temps froid. En fin de compte, la chaleur produite par les vieilles ampoules inventées par Thomas Edison entraînerait un moindre coût énergétique global, particulièrement lorsque les maisons sont chauffées au gaz ou au mazout. De plus, on avait également oublié de nous dire que les ampoules fluo compactes dégagent du mercure lorsqu'elles se brisent et qu'il est important d'ouvrir une fenêtre en cas d'incident et de quitter la pièce. Il n'est pas non plus souhaitable de jeter ces bijoux de technologie verte aux ordures, car le mercure est un contaminant pour l'environnement.

⁵⁸ Bjorn Lomborg, *L'Écologiste sceptique. Le véritable état de la planète*, Paris, Éditions Le Cherche-Midi, 2004. Cet ouvrage est une réponse structurée aux rapports annuels alarmistes, *The state of the world*, publiés depuis 1984 par le Worldwatch Institute. Le travail systématique de Bjorn Lomborg, qui considère que le réchauffement climatique est d'origine humaine, met l'emphase sur les améliorations constantes de l'humanité et les solutions aux problèmes d'environnement considérés comme des défis technologiques.

Quoi qu'il en soit, des règlements interdisant les vieilles ampoules traditionnelles ont été votés dans plusieurs pays et la mise en marché des ampoules fluo compactes repose toujours sur leur valeur environnementale. Chérissons-nous à ce point la pensée verte pour apprécier l'éclairage plutôt verdâtre produit par ces nouvelles ampoules ?

Le recyclage, une activité symbolique ?

Finalement, si le recyclage, comme nous le concevons actuellement, n'est pas justifié par un manque d'espace, qu'il n'est pas rentable et qu'il constitue une activité polluante, à quoi peut-il bien servir ?

Pourquoi le recyclage nous apparaît-il comme une pratique simple qui nous donne l'impression d'agir positivement pour la suite du monde ?

Au plan symbolique, notre bac de récupération apparaît comme une offrande à la Terre Mère, en espérant que notre bienveillance calmera sa colère.

Les médias et la psychose du climat

Non seulement les journalistes n'ont pas à rendre compte de ce que disent les scientifiques sceptiques. Ils ont la responsabilité de ne pas en rendre compte.

Ross Gelbspan, journaliste, prix Pulitzer 1984

Au cours de cet ouvrage, il a souvent été question du rôle des médias dans la diffusion de prédictions alarmistes concernant la théorie du réchauffement climatique. Puisque les catastrophes font assurément vendre de la copie et grimper les cotes d'écoute, nous pouvons comprendre que des entreprises médiatiques utilisent l'approche sensationnaliste, même lorsqu'il s'agit d'annoncer des catastrophes qui ne se sont pas encore produites. En effet, comme si les catastrophes réelles ne suffisaient pas, nos médias diffusent régulièrement des résultats fragmentaires d'une multitude d'études qui n'en finissent plus de mesurer l'ampleur des désastres à venir.

Il suffit de consulter un réseau d'informations météorologiques pour être soumis, sans l'avoir demandé, à un bombardement de prévisions de cataclysmes. Le moindre coup de chaleur météorologique est devenu une preuve supplémentaire d'une anomalie cosmique. Si, au contraire, une inondation se produit, c'est encore le réchauffement qui est en cause. Pour bien illustrer la morbidité du réchauffement planétaire, un bulletin météo a déjà présenté l'image d'une carcasse de vache séchée dans un champ. Message reçu ! Après une telle démonstration, comment un enfant peut-il douter de l'idée que la Terre est sur le point d'atteindre le point d'ébullition ?

Malgré ces excès, il serait trop facile de reprocher aux médias le cortège des mauvaises nouvelles qui s'infiltrent dans notre vie quotidienne hyper médiatisée. En annonçant des événements dramatiques réels, il faut reconnaître que chaque diffuseur fait son travail, mais pour les consommateurs d'information, les mauvaises nouvelles semblent surmultipliées parce qu'elles sont répétées sans relâche par une multitude de réseaux qui ont tous le même noble mandat.

Il n'y a pas si longtemps, un cyclone ayant entraîné des milliers de morts dans un pays lointain pouvait être rapporté en quelques lignes écrites dans une page perdue d'un quotidien. Un tel événement réussissait rarement à se tailler une place au journal télévisé. À notre époque, nous sommes informés de toutes les catastrophes du monde, parfois même en temps réel. Chaque citoyen muni d'une caméra devient potentiellement reporter instantané d'événements dramatiques. Lors du tsunami de 2004 en Thaïlande, nous avons assisté, impuissants, à la détresse de nombreuses personnes qui ont eu le malheur de se trouver dans le sillage de ce phénomène naturel dévastateur. Depuis 2001, combien de fois avons-nous été témoins de l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center ? Même si elles ne sont tombées qu'une seule fois, il nous suffit d'effectuer une petite recherche dans Internet pour revoir les images et revivre indéfiniment ce fatidique 11 septembre. Que nous

le voulions ou non, la médiatisation des réalités sera un phénomène croissant, accentuant l'impression de vivre dans une projection d'images kaléidoscopiques.

L'effet totalitaire du principe de précaution

Lorsqu'il est question de catastrophes qui font l'objet de prédictions, nous devons convenir que nous entrons dans un autre domaine, puisque ces événements n'appartiennent pas à la réalité. Certains scientifiques prennent le pari d'annoncer des conséquences tragiques, si leurs études s'avèrent fondées, et ces prédictions deviennent des événements virtuels relayés par les médias. En fonction d'objectifs politiques, des activistes s'emparent également de ces scénarios de catastrophes qui reviennent dans l'actualité comme autant de confirmations de leur éventualité.

Traditionnellement, les savants ont souvent été représentés comme des individus un peu fous qui s'opposaient systématiquement aux précautions à prendre pour prévenir des événements regrettables. La création d'un monstre par le docteur Frankenstein illustre bien cette vieille perception des activités scientifiques qui s'opposent à l'ordre naturel de choses et dont les effets risquent d'échapper à tout contrôle.

Depuis la diffusion des thèses alarmistes liées au réchauffement climatique anthropique, cette tradition semble avoir été complètement inversée. Les activistes du climat ont en effet introduit la notion de principe de précaution qui permet de balayer du revers de la main tous les doutes et toutes les objections. Selon ce principe, même si les théories alarmistes du climat étaient fausses, il serait quand même souhaitable de prendre les mesures préconisées pour éviter les catastrophes appréhendées. C'est ainsi que des hypothèses scientifiques ont obtenu le droit de devenir des convictions politiques tout en essayant de conserver leur statut scientifique.

Une question éthique émerge de ce constat : comment fait-on pour prouver qu'un événement qui ne s'est pas encore produit ne se produira pas ? Lorsqu'une catastrophe est prédite dans un avenir trop lointain pour être vérifiable, qui veut prendre le risque de s'opposer au principe de précaution ? Celui qui ose remettre en question le bien-fondé de la prédiction se présentera nécessairement comme un saboteur des mesures de préparation.

Et puisque les scientifiques dits sceptiques n'annoncent pas de catastrophes, ce déficit de « sensations extrêmes » les rend sans doute moins intéressants pour les médias qui valorisent les titres percutants⁵⁹.

C'est ainsi que le principe de précaution utilise la fonction critique pour défendre ce principe contre le reste du monde. Les journalistes (mais aussi des

⁵⁹ Selon l'organisme Influence Communications, la « nouvelle » du réchauffement climatique arrive en deuxième place du palmarès des nouvelles les plus diffusées à travers le monde en 2011. Pour apprécier le caractère de crise majeure associée à cette information, précisons que le tsunami du Japon arrive en première place et que la crise financière en Grèce figure en troisième place.

enseignants et bien d'autres professionnels) en viennent à soutenir inconditionnellement les propositions écologistes, alors qu'ils devraient aussi en questionner la validité et la faisabilité. En utilisant un mode affirmatif et un ton prophétique, certains journalistes attirés aux questions environnementales sont en fait devenus des militants de la cause climato-catastrophiste.

Le journalisme militant

L'éthique journalistique veut que différents points de vue soient présentés dans un reportage. Une enquête doit révéler les intérêts divergents à la source d'un événement afin d'en expliquer les tenants et aboutissants au grand public. Par exemple, lorsqu'un conflit de travail éclate dans une entreprise, le journaliste recueillera le point de vue patronal et le point de vue syndical. Pour proposer une réflexion plus complète, il consultera fréquemment un spécialiste des relations de travail qui donnera au reportage ou au texte un caractère scientifique permettant de mieux comprendre les forces en présence dans un conflit particulier.

Dans tous les domaines du journalisme, qu'il s'agisse de politique, d'affaires et même de faits divers, cette recherche d'information à plusieurs sources est valorisée. Par exemple, nous attendons d'un journaliste affecté aux questions d'éducation qu'il nous présente un point de vue critique sur le domaine qu'il couvre. Idéalement, on le considère comme un chien de garde qui a l'expertise et le courage de présenter une analyse différenciée des différentes questions qui font surface dans l'actualité.

Curieusement, lorsqu'il est question d'environnement, les médias ignorent fréquemment ces principes de base pour se contenter de présenter la thèse du jour, sans présenter d'antithèse. C'est ainsi que nous sommes bombardés d'informations au sujet du réchauffement climatique qui « pourrait » entraîner l'élévation des mers, la disparition de milliers d'espèces, l'augmentation de la violence des tempêtes, des sécheresses, des inondations, etc. En se basant sur les données du GIEC, l'utilisation du conditionnel permet de diffuser des milliers de prédictions qui « pourraient » devenir des événements, si la société n'est pas transformée de fond en comble. Le militantisme journalistique résulte de cette conviction.

Sur le plan individuel, s'il est assommant d'entendre ou de lire des prédictions de catastrophes, il est au contraire très stimulant d'en annoncer. Prévenir d'un péril permet de transformer l'angoisse personnelle en impression d'utilité pour la cause planétaire. C'est ainsi que des professionnels de l'information se présentent plutôt comme des guides éclairants que comme des critiques éclairés.

Dans un documentaire unilatéral intitulé « Le protocole de Kyoto », produit dans le cadre d'une émission télévisée appelée « Quand le monde bascule », une journaliste de l'Agence France Presse (AFP) assume ouvertement sa mission de conviction. Cette « spécialiste des questions environnementales », couvrant le Sommet de Copenhague, déplore très clairement « que les dirigeants des différents pays ne soient pas encore prêts à remettre en question leur souveraineté nationale au profit d'un droit d'ingérence de l'ONU

ou de tout autre organisme à préciser ». Que les pays souverains ne soient pas prêts à abdiquer leur souveraineté nationale semble plutôt une bonne nouvelle pour la démocratie, mais qu'une journaliste d'un important organe de presse milite en faveur d'un Nouvel ordre mondial dans le cadre de son travail est plus qu'inquiétant.

En accréditant trop facilement les prédictions apocalyptiques liées au réchauffement climatique, les médias réduisent le rôle de journaliste à celui d'annonceur enthousiaste offrant un service public. C'est dans ce contexte que les informations environnementales sont souvent présentées sans perspectives historiques, économiques, géopolitiques, sociologiques, etc. La fonction du journalisme ne serait-elle pas de proposer un point de vue plus nuancé et critique sur cette question majeure pour le destin de la population mondiale ?

Puisque les médias mettent plus souvent l'accent sur les catastrophes appréhendées que sur les données souvent plus nuancées des recherches qui les prévoient, tout le poids du monde en délabrement finit par peser sur la psyché des citoyens. Nous finissons tous par percevoir le monde comme étant en dangereuse régression. Comme s'il s'agissait d'entrer dans le grand cercle des croyants de l'environnement, on nous offre peu d'alternatives. Les informations relatives aux questions environnementales sont souvent présentées comme si la question était de savoir si nous sommes pour ou contre la Terre menacée. Qui est vraiment contre ?

À cet égard, la nouvelle maintes fois diffusée « des ours polaires victimes des changements climatiques » est plus que révélatrice. En 2004, la revue *Polar Biology* a effectivement rapporté que quatre ours polaires se sont noyés dans l'océan Arctique après avoir été piégés en eau profonde lors d'une tempête. Cette information est devenue un symbole de l'extinction des espèces, réalité appréhendée dans la foulée de réchauffement climatique. Depuis ce temps, partout à travers le monde, des médias ont utilisé cette anecdote comme une nouvelle en déclarant que les ours polaires avaient « commencé » à se noyer. Présentée de cette façon, cette nouvelle alarmiste sous-entend que la banquise va fondre et que les ours polaires vont probablement tous se noyer ou être très sérieusement décimés. Pourtant, une simple recherche dans Internet permet de prendre connaissance des travaux de Mitchell Taylor⁶⁰, un spécialiste qui étudie l'ours polaire dans l'Arctique depuis plus de trente ans. En se basant sur ses observations sur le terrain, il démontre que la population d'ours blancs de l'Arctique est en croissance et qu'elle s'adapte aux effets du réchauffement dans cette région⁶¹. Faudra-t-il que les ours protestent eux-mêmes pour que les médias concernés publient un erratum ?

Sous prétexte d'éveiller les consciences, les catastrophes virtuelles sont utilisées comme des leviers pédagogiques, alors que, dans les faits, elles alourdissent l'espace public d'une culpabilité paralysante. Ces annonces sollicitent une adhésion émotive, immédiate et totale, comme le ferait une

⁶⁰ <http://www.fcpp.org/publication.php/2571>

⁶¹ Lire également cet article du *Telegraph* à cet effet : <http://www.telegraph.co.uk/comment/columnists/christopherbooker/5664069/Polar-bear-expert-barred-by-global-warmists.html>

secte, alors que la recherche de la vérité devrait toujours s'adresser à la réflexion rationnelle. En considérant indirectement la fonction critique comme une menace contre l'environnement, le militantisme journalistique apparaît lui aussi comme une dérive éthique en rupture avec les exigences journalistiques et scientifiques.

Des catastrophes annoncées aux catastrophes souhaitées ?

Les annonces de catastrophes climatiques sont si fréquentes que nous semblons parfois les souhaiter pour démontrer que nous n'avons pas collectivement tort dans notre paranoïa climatique. Le professeur Syun-Ichi Akasofu⁶² est géophysicien, fondateur et directeur émérite du Centre International de recherche sur l'Arctique (International Arctic Research Center⁶³) lié à l'université de l'Alaska. Le professeur Akasofu est en désaccord avec la thèse du réchauffement climatique causé par l'activité humaine. Dans un reportage diffusé sur la chaîne Planète, il a révélé que des journalistes communiquent fréquemment avec lui pour pouvoir filmer ou photographier des phénomènes exceptionnels causés par le réchauffement. La plupart du temps, ces journalistes souhaitent prendre en flagrant délit des abords d'icebergs qui s'effondrent bruyamment dans l'océan. Ce spécialiste de la nature arctique explique inlassablement que l'effondrement cyclique des murs de glace des icebergs au printemps est un phénomène naturel équivalent à la chute des feuilles des arbres à l'automne sous nos latitudes. Il conclut en soulignant que les journalistes en mal de sensations climatiques semblent toujours très déçus par cette réponse.

Le spécialiste de l'arctique précise qu'à travers les époques, le couvercle de glace arctique n'a jamais cessé de varier en surface et en épaisseur et que les considérations alarmistes actuelles ne sont pas fondées⁶⁴.

Idéaliser la pauvreté pour défendre Kyoto ?

Les considérations sur le climat entraînent certaines propositions de décroissance qui sont curieusement appuyées par le militantisme journalistique.

En 2007, un groupe de scientifiques inquiets a produit une étude proposant aux Inuits de combattre le réchauffement planétaire en revenant aux traîneaux à chiens comme moyen de transport. Un journaliste affecté aux questions environnementales a donc écrit un texte déroulant le tapis rouge à cette étude vantant les avantages de l'utilisation de ce mode de locomotion ancestral. L'étude fait valoir que les chiens de traîneau, en plus de ne pas produire de

⁶² Site de l'International Arctic Research Center : www.iarc.uaf.edu/people/sakasofu

⁶³ www.iarc.uaf.edu/

⁶⁴ Concernant les observations d'accélération des fontes de glace au Groenland, voici le texte nunacé d'Hubert Gallée, directeur de recherche au CNRS et au laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement (LGGE Grenoble) [Fonte record au Groenland: le "jour d'après", ce n'est pas pour tout de suite](#)

CO2 comme des motoneiges, sont considérés plus sécuritaires pour se déplacer sur la glace amincie, effet sous-entendu du réchauffement climatique, bien sûr.

Au-delà de la proposition caricaturale de retour à un moyen de transport qui relève de la préhistoire, ce qui étonne le plus est que le journaliste n'ait pas émis le moindre questionnement critique concernant ce projet s'adressant à un peuple dont les conditions de vie sont extrêmement difficiles⁶⁵. Il faut vraiment méconnaître les exigences quotidiennes d'une meute de chiens de traîneau pour croire qu'il s'agit d'une voie d'avenir pour les populations du Nord. Cette valorisation d'un passé révolu, où la technologie n'avait pas encore corrompu le pur environnement, est tout à fait caractéristique de la cause climatique.

En fait, cette idée insensée est tout à fait conforme à l'esprit des accords de Kyoto qui repose sur une idéalisation naïve de « l'état naturel » du tiers-monde. Allons-nous vraiment demander à ces populations de demeurer dans la misère pour ne pas déranger notre écosystème ? Les activistes du climat ont beau prétendre que leurs mesures économiques vont aider le tiers-monde, ils mettent de l'avant un projet de décroissance globale qui nous permet d'en douter fondamentalement.

Dans un grand esprit de solidarité planétaire, les propositions de décroissance ne devraient-elles pas s'adresser à nous, les privilégiés des pays riches ? Pourquoi les activistes qui pensent à des solutions aussi extrêmes que le retour aux chiens de traîneau pour des sociétés défavorisées ne nous proposent-ils pas de revenir à l'utilisation du cheval comme moyen de transport urbain ? L'empreinte écologique de ces braves bêtes est sûrement inférieure à un véhicule utilitaire sport hybride et nous pourrions éviter des millions de décès sur nos routes.

De la même façon, dans un récent reportage sur la pêche au Sénégal, diffusé par TV5 Monde⁶⁶, l'esprit critique semble faire défaut dès qu'une notion écologiste est invoquée. Ce reportage nous présente les efforts de pêcheurs sénégalais qui doivent se conformer à de nouveaux standards absurdes, considérés comme du développement durable. Alors que ces pêcheurs vivent dans des conditions de pauvreté qui relèvent de la survie, des considérations vertes les empêchent d'utiliser des filets dormants pour augmenter le nombre de prises. Sous le contrôle des représentants de la WWF (World Wildlife Fund), les pêcheurs sont limités à attraper les poissons à la ligne, un par un. Ces représentants locaux de la WWF, économiquement favorisés, semblent davantage préoccupés par la valeur de leur logo que par le développement économique des Africains.

De plus, le reportage unilatéral n'aborde pas la question des bateaux usines du Japon et de la communauté européenne qui, sans doute au même moment, vident la mer au large des côtes de l'Afrique.

⁶⁵ Selon Statistiques Canada, l'espérance de vie des Inuits est inférieure de 12 ans à la moyenne canadienne.

⁶⁶ <http://www.tv5mondeplusafrique.com> (Onglet Documentaires – Afrique le défi vert. Kayar face au défi de l'océan)

Le pétard mouillé du « Climategate »

Pour terminer ce chapitre sur une note positive, il faut noter que les médias ont fait un travail beaucoup plus critique et nuancé dans le traitement des événements entourant le « Climategate ». En effet, en novembre 2009, une controverse a éclaté suite à la diffusion de courriers électroniques échangés entre des collaborateurs et des membres du GIEC œuvrant au Climate Research Unit de l'université East Anglia. Les documents rendus publics concernaient des confidences entre scientifiques qui semblaient manipuler les données dans un esprit de compétition non éthique avec les scientifiques sceptiques. Depuis ce « Climategate », il faut reconnaître que la position des sceptiques en matière climatique a été mieux rapportée par les médias qui ont largement couvert cette crise du domaine scientifique.

Pour certains, cette « affaire » représente le plus grand scandale scientifique de tous les temps, alors que d'autres considèrent qu'il s'agit d'une affaire sans importance qui met en scène quelques scientifiques un peu trop enthousiastes dans la conduite de leurs recherches. En juillet 2010, un rapport d'une commission d'enquête indépendante a blanchi les scientifiques impliqués tout en les invitant à plus d'ouverture et de transparence compte tenu de l'importance actuelle de la science climatique.

Finalement, cette crise qui a semé un doute dans la population cache peut-être les questions les plus importantes. La véritable contestation scientifique concerne le recours trop important à des modèles informatiques pour prévoir le climat, ainsi qu'au fonctionnement rigide du GIEC qui rejette les données des scientifiques dont les travaux ne confirment pas la thèse dominante.

En accord avec les standards journalistiques, la plupart des reportages réalisés et des articles écrits sur le « Climategate », après avoir présenté les faits, donnaient la parole à des représentants des deux thèses. Contrairement à la pratique lorsqu'il est question du réchauffement planétaire, les « sceptiques » ont été invités à donner leur point de vue, mais les supporteurs du réchauffement n'ont pas été oubliés pour autant.

Heureusement, certains représentants du milieu journalistique reconnaissent ouvertement le biais médiatique sur la question climatique. Alors qu'il était responsable des pages scientifiques du prestigieux Time Magazine, Charles Alexander a déjà déclaré : *« J'admettrais volontiers qu'à propos du réchauffement global, nous avons franchi la frontière entre le reportage et l'activisme. »*⁶⁷ Cette autocritique est plutôt rassurante.

L'empire des opinions

Au plan de la stricte mise en marché de l'information, il est vrai qu'il est plus difficile d'accoler des titres catastrophistes en développant des points de vue contradictoires ou nuancés. Il est vrai que cette voie requiert plus de temps de

⁶⁷ <http://www.mediaresearch.org/biasbasics/biasbasics2admissions.asp>

recherche et que le produit final est plus complexe. Cette complexité se prête également moins bien au journalisme d'opinion qui s'est grandement développé au cours des dernières années. De plus en plus de « vox pop » invitent la population à la grande vérité de la modernité qui s'exprime souvent en nombre de « pour » et de « contre » compilés dans un sondage maison.

La multiplication des réseaux d'information a sans doute contribué à la prolifération du journalisme d'opinion. Après tout, il faut bien nourrir la bête et le journalisme d'enquête coûte cher. Le journalisme se fait donc souvent blogueur et il « gazouille » sur toutes sortes de plateformes qui valorisent les réactions instantanées. Dans cette foulée, les citoyens sont de plus en plus invités à communiquer leurs réactions sans autocritique qui ouvrirait vers un débat rationnel. On se contente d'être d'accord ou en désaccord avec des faits ou des idées, en émettant des opinions définitives, mais en demeurant bien cachés derrière un pseudonyme. Le problème est qu'en refusant la complexité de la vie, les individus surinformés en général comprennent de moins en moins les aspects particuliers.

Espérons que nous saurons modifier cette tendance qu'identifiait déjà Simone Veil à une autre époque : *« À force d'être pour ou contre, on en est venu aujourd'hui à ne plus penser du tout. »*

8

Le spectre de la fin du monde

Il y a une théorie qui dit que si un jour on découvre à quoi sert l'univers et pourquoi il est là, il disparaîtra immédiatement pour être remplacé par quelque chose d'encore plus bizarre et inexplicable. Une autre théorie dit que cela s'est déjà passé.

Douglas Adams (Extrait de : *Le dernier restaurant avant la fin du monde*)

Il semble que les êtres humains aient toujours imaginé que la fin des temps allait coïncider avec la fin de leur existence personnelle. Dans un ouvrage intitulé *Le Mythe de la fin du monde*⁶⁸, l'historien Luc Mary présente un intéressant répertoire des apocalypses appréhendées de l'Histoire de l'humanité.

Une certitude se dégage de cette étude : tous les prophètes de malheur ayant annoncé la fin du monde se sont trompés, mais ils sont tous morts avant d'avoir pu se rendre compte de leur erreur. Malgré ce taux d'échec absolu, les prédictions apocalyptiques semblent se multiplier en ce début de troisième millénaire.

Actuellement, les adeptes d'apocalypses s'excitent en évoquant la date du 21 décembre 2012. Si vous lisez ces lignes après cette date, cette prédiction a sans doute déjà sombré dans l'oubli, mais un nouveau délai est encore possible. Cette prédiction étant liée à la fin du calendrier des Mayas, des experts considèrent qu'une erreur d'interprétation s'est glissée et que la véritable fin du calendrier maya adviendrait plutôt en 2220. Ce délai laissera sans doute une bonne marge de manœuvre aux producteurs de films catastrophe et aux auteurs d'ouvrages apocalyptiques qui pourront exploiter financièrement cette nouvelle échéance en écoulant leurs stocks d'idées-chocs et de produits dérivés... avant de trouver une autre date.

La fin du monde comme fantôme scientifique

Alors que les prévisions eschatologiques ont presque toujours relevé du domaine de la pensée religieuse, la science génère maintenant plusieurs hypothèses d'apocalypses prochaines. Compte tenu du grand nombre d'astéroïdes qui voyagent dans l'espace interstellaire, des scientifiques s'étonnent qu'ils ne percutent pas la Terre plus souvent. L'hypothèse la plus plausible pour expliquer la disparition des dinosaures étant une collision avec un astéroïde, n'est-il pas normal de penser que ce phénomène pourrait encore se produire ? Alors, quand ?

D'autres scientifiques rappellent que des « supervolcans » ont déjà fait irruption au cours de l'histoire de la Terre, entraînant des conséquences désastreuses pour les écosystèmes et les êtres vivants qui peuplaient alors la

⁶⁸ *Le mythe de la fin du monde*, Luc Mary, Éditions Trajectoire, 2009

planète. Considérant logiquement que de telles irruptions pourraient encore se produire, une autre apocalypse potentielle s'ajoute subrepticement au répertoire des dangers qui menacent la race humaine.

Certains scientifiques sont présentement préoccupés par la question de la biodiversité. De tout temps, des espèces sont apparues et disparues de la surface de la planète, mais des chercheurs prétendent que le rythme de disparition des espèces s'accélère dangereusement et que la vie humaine pourrait également être menacée. Les médias diffusent les résultats de certaines études sur ce thème et une autre perspective d'extinction vient s'inscrire dans le système nerveux des êtres humains surinformés. Que pouvons-nous faire, individuellement, concernant la biodiversité ?

Sur ce thème, un phénomène troublant retient présentement l'attention de certains chercheurs. Il s'agit du syndrome d'effondrement des abeilles. En effet, depuis 2007, des colonies entières d'abeilles s'éteignent sans explication apparente, partout à travers le monde. La plus sérieuse hypothèse serait qu'une maladie inconnue se développerait à partir d'un champignon. Mais la fièvre des hypothèses alarmistes n'a pas manqué de s'emparer de certains activistes qui concluent que tous les pesticides et les organismes génétiquement modifiés (OGM) sont responsables de ce syndrome⁶⁹.

Comme pour le réchauffement climatique, certains défenseurs inconditionnels de la nature imaginent le pire pour s'assurer de rejoindre l'opinion publique mondiale. Pour bien s'ancrer dans l'imaginaire, ils utilisent fréquemment une phrase dramatique, faussement attribuée à Albert Einstein : « Si les abeilles venaient à disparaître, l'humanité n'aurait plus que quatre années devant elle. » Puisque les abeilles jouent effectivement un rôle dans la pollinisation des végétaux, ils craignent que toute la chaîne alimentaire ne soit menacée. La terreur écologique ne semble pas avoir de limite et les alarmistes repartent en croisade afin de susciter l'adhésion par tous les moyens possibles.

Cette association entre la disparition des abeilles et l'effondrement de la chaîne alimentaire n'a donc pas été faite par Einstein. Par ailleurs, aussi intelligent qu'il ait pu être l'inventeur de la relativité, il n'était pas un expert de ces questions. Cette « citation » d'origine inconnue serait apparue récemment dans un document de l'Union nationale de l'apiculture française. Nous pouvons comprendre les préoccupations de cet organisme et il faut s'occuper de ce problème, mais prédire l'extinction de la race humaine relève de l'exagération grossière, puisque plusieurs autres insectes assurent la pollinisation des végétaux.

Si cette prédiction alarmiste est sans fondement, il est par ailleurs irresponsable d'utiliser ce problème pour s'opposer fanatiquement aux biotechnologies dans le but de militer en faveur d'une agriculture biologique à grande échelle. Que nous le voulions ou non, il y aura 9 milliards de personnes sur la Terre en 2050, et le défi de nourrir la population risque d'être

⁶⁹ [Article qui fait le point sur cette question](#)

indissociable du développement des biotechnologies⁷⁰. Il s'agit là d'un autre sujet, à connotation écologiste, qui devrait être débattu ouvertement, sans qu'une idéologie ne vienne s'interposer comme une vérité préfabriquée.

De la guerre froide à l'écologie nucléaire ?

Depuis que la science a percé le mystère de la matière et qu'elle a donné aux Hommes le pouvoir nucléaire, nous savons que nous pouvons anéantir la planète. Cette découverte explique sans doute que nous n'ayons plus besoin de Dieu pour imaginer la fin du monde.

Il y a à peine trente ans, nous étions convaincus de l'imminence d'une hécatombe nucléaire, mais cette prédiction apocalyptique ne s'est pas matérialisée et nous avons remplacé cette idée par d'autres catastrophes appréhendées. Les préoccupations environnementales du vingt et unième siècle semblent avoir couronné l'idée que la Terre est foutue et que les années d'existence de l'humanité sont comptées. Nous sommes maintenant terrorisés par la thèse du réchauffement climatique et le niveau d'angoisse est tel que chaque mutation de grippe saisonnière semble rassembler les conditions d'une pandémie qui décimera l'humanité. Au cours des prochaines années, ce genre d'affection liée à la prolifération de microorganismes pourrait bien supplanter l'écologie dans l'échelle de nos préoccupations existentielles.

Au sujet des productions mondiales de CO₂, les individus et les sociétés ont besoin d'énergie pour répondre à leurs besoins. Si nous considérons que l'utilisation des énergies fossiles entraîne un problème majeur, nous devons obligatoirement trouver des solutions de remplacement, mais nous ne disposons pas encore de solutions énergétiques efficaces pour opérer cette mutation. La production d'électricité à partir de technologies renouvelables (énergie solaire, éolienne, etc.) ne peut pas répondre aux besoins gigantesques de l'ensemble de la planète.

Au cours des prochaines années, si les pressions politiques s'intensifient pour limiter les émissions de CO₂, le principal héritage de l'écologisme politique risque d'être le développement de l'énergie nucléaire à grande échelle. L'histoire de la théorie du réchauffement climatique, qui prend sa source dans un conflit politique et économique visant à développer l'option nucléaire, sera alors parvenue à sa fin logique. Mais, est-ce bien la voie de l'avenir que nous souhaitons ?

D'ailleurs, puisque l'industrie nucléaire a actuellement le vent dans les voiles, nous pouvons penser que le prochain défi environnemental sera lié à la gestion des déchets radioactifs. Puisque les résidus de l'industrie nucléaire requièrent des entreposages sécuritaires pendant des centaines de milliers d'années, les études en cours planchent sur la construction de sarcophages d'entreposage

⁷⁰ Sur cette importante question, les lecteurs intéressés peuvent lire le texte de Jean-Paul Chavret, professeur émérite à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense : [« Comment pourra-t-on nourrir les hommes en 2050 ? »](#)

Ce professeur de géographie agricole et rurale a également écrit et dirigé plusieurs ouvrages dont *Produire pour nourrir les Hommes* aux éditions Sedes.

qui pourront résister à cette importante épreuve du temps. Des scientifiques tentent même de définir ces paramètres en simulant des époques glaciaires et des déplacements de plaques tectoniques. À l'échelle géologique et climatique, impliquant des centaines de milliers d'années, l'humanité aura alors largement dépassé les enjeux actuels considérant le réchauffement.

D'ici là, si nous prenons cette direction, la gestion des déchets nucléaires pourrait constituer un défi pour nos proches descendants. Dans la même perspective, il est impossible d'oublier la filière nucléaire militaire, qui semble présentement plutôt contrôlée, mais qui pourrait aussi devenir un enjeu d'avenir. Espérons simplement que nos arrière-petits-enfants auront appris à garder la tête froide face à ces questions complexes⁷¹.

La vraie fin du monde

Sur le thème de la fin du monde, la science nous dit que notre système solaire en aurait encore pour environ cinq milliards d'années d'existence. Selon cette estimation, lorsque notre Soleil aura épuisé son carburant, il prendra de l'expansion jusqu'à engloutir les planètes de notre système solaire. Notre environnement cosmique actuel deviendra peu à peu celui d'une très jolie Naine blanche. D'ici là, nos descendants devront donc penser à déménager sur une autre planète⁷².

Bien après la disparition de notre système solaire, la science nous dit également que l'Univers lui-même aura une fin. À ce sujet, deux charmantes théories se sont affrontées au cours des années quatre-vingt-dix. Les partisans du « Big Crunch » prétendaient que le mouvement d'expansion de l'univers allait peu à peu s'inverser et que les galaxies allaient se comprimer jusqu'à ce que la matière revienne à l'état initial de la singularité qui a précédé le Big Bang. Dans ce scénario, de spectaculaires catastrophes auraient été à entrevoir pour les Terriens ayant réussi à déménager sur des planètes éloignées de notre système solaire.

Mais il semble bien que cette implosion ne se produira pas, car ce sont les partisans du « Big Rip » qui ont remporté ce débat. Il a récemment été établi que l'expansion de l'univers était en accélération et il semble bien que cette expansion se poursuivra jusqu'à « déchirer » la matière en fines particules dans un univers toujours plus vaste et toujours plus froid. Les collisions du « Big Crunch » n'auront pas lieu, mais avouons que la perspective du grand déchirement n'est pas plus réjouissante. Pourquoi en sera-t-il ainsi ? Il n'y a pas plus de réponses à cette question qu'à la question fondamentale : pourquoi l'univers existe-t-il ?

⁷¹ Bruno Tertrais, Atlas mondial du nucléaire, Éditions Autrement, Paris 2011

Aussi, disponible dans Internet, cette proposition du Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale [Pour une gouvernance mondiale du Nucléaire civil et militaire](#)

⁷² Le grand physicien Stephen Hawking suggérait récemment que ce projet devrait déjà mobiliser les Terriens : www.lemonde.fr/planete/article/2010/08/09/pour-eviter-l-extinction-de-l-homme-hawking-prone-la-colonisation-de-l-espace_1397366_3244.html

La science ne propose pas de « happy ending » à l'histoire universelle et elle n'offre pas non plus de réconfort métaphysique. Aborder cette limite nous confronte souvent une impression de désespoir ou d'angoisse. C'est dans cette angoisse assumée que s'installe la liberté de penser.

Les apocalypses personnelles

L'utilisation abusive du spectre de la fin du monde trahit peut-être inconsciemment une révolte contre notre propre mortalité. Qui, un jour ou l'autre, n'est pas aux prises avec le constat absurde que nous ne survivrons pas et que nos jours sont comptés ?

Et si la psychose climatique en disait beaucoup plus sur notre état d'esprit individuel que sur le véritable état de la planète ? D'ici une centaine d'années, les milliards d'êtres humains qui peuplent actuellement la Terre auront disparu, mais nous n'aurons pas besoin de catastrophe climatique pour que cette hécatombe se produise. L'implacable loi de la vie suffira. Nous aurons été remplacés par d'autres et la vie se poursuivra.

Romain Gary a écrit : « *Rien n'est plus consolant que de faire de son chagrin intime une fin du monde.* » Y aurait-il une obscure consolation à accréditer des thèses apocalyptiques, qu'elles soient religieuses ou scientifiques ? Nous pensons généralement que l'Occident s'est affranchi de la pensée religieuse traditionnelle, mais serait-il possible que le vide qui a ainsi été créé nous plonge dans une angoisse indissociable de la liberté ? Serait-il également possible que ces théories de fin du monde nous permettent indirectement de nous sentir moins seuls dans notre indignation ? Sans tout expliquer, ce mécanisme permettrait tout de même de comprendre la curieuse prolifération actuelle de perspectives apocalyptiques.

Imaginer une fin du monde prochaine permet peut-être de transformer un drame bien personnel en tragédie cosmique.

Sortir de la pensée toxique

L'ennui dans ce monde, c'est que les idiots sont sûrs d'eux et les gens sensés pleins de doute.

Bertrand Russel

L'idée que la Terre est menacée entraîne un effet secondaire de panique générale qui n'est pas propice à la réflexion rationnelle face aux défis de l'avenir. L'émotivité excessive à l'égard des questions environnementales favorise le développement d'une idéologie de l'unanimité qui est devenue aussi inefficace que malsaine⁷³.

En fait, lorsqu'il est question de sauver la planète, tout le monde est déjà d'accord. Les artistes sont d'accord, le Dalaï-lama est d'accord, le Prince Charles est d'accord, Arnold Schwarzeneger est d'accord, le pape Benoit XVI est d'accord et, en y pensant bien, qui pourrait bien être en désaccord? Même Oussama Ben Laden s'est déjà converti à l'écologisme. En février 2010, dans un message authentifié par le gouvernement américain, le plus grand terroriste recherché sur Terre livre un message surprenant, dénué de références islamistes. Il reproche aux pays industrialisés d'être responsables de la faim, de la désertification et des inondations dans le monde et réclame des « solutions drastiques pour lutter contre le réchauffement climatique ». Pour y parvenir, il souhaite « l'arrêt des roues de l'économie américaine ». Sans accrédi-ter la voie terroriste, la pensée collective actuelle lui donnerait-elle quand même raison? En utilisant le même raisonnement, des militants de Greenpeace souhaitent également que s'arrêtent les « roues de l'économie », et cette position n'empêche même plus certains gouvernements de les inviter en tant que conseillers spéciaux lors des sommets internationaux.

La panique climatique entraîne la prolifération d'une idéologie lourde qui semble parfois avoir remplacé la pensée religieuse autoritaire qui pesait jadis sur la conscience de chaque individu. Dans une culture de peur, secondaire à un état constant d'alerte à la destruction massive, nous devenons convaincus que les jours de la Terre sont comptés. Le message a été reçu, mais il a entraîné le développement d'une pensée toxique qui s'enracine dans le terreau fertile des croyances diverses. En ce sens, il est bien étrange qu'un courant de pensée qui se réclame de la science utilise des modes de communication qui interpellent autant la conviction, plutôt que la raison. Pour sortir de ce piège, nous aurons certainement besoin d'apprendre à résister intellectuellement aux idées préfabriquées pour débattre intelligemment des nombreuses théories qui circulent dans notre univers médiatisé.

⁷³ Le site Internet : www.green-agenda.com présente une inquiétante collection de citations qui donnent un aperçu troublant de la pensée profonde de grands leaders mondiaux concernant les défis humains en lien avec la question climatique.

Il faut donc prendre le temps d'analyser froidement les projets économiques qui découlent des questions climatiques puisqu'ils comportent des dangers qu'il serait dangereux de négliger. La tendance collectiviste qui en découle, indissociable de l'idée d'un Nouvel ordre mondial, semble souvent reposer sur une conception figée et définitive du bien menacé par un péril absolu. Puisque l'écologie politique rêve d'une décroissance économique mondiale, en diabolisant le capitalisme, n'est-il pas souhaitable d'y réfléchir sérieusement avant d'emboîter le pas?

Pourquoi faudrait-il confier les destinées de l'humanité à des personnes qui sont terrorisées par l'avenir ? Il est important d'identifier les problèmes qui émergent de la croissance des groupes humains, mais le plus grand péril de l'écologie politique pourrait bien être le recours à la force pour imposer des réformes autoritaires sur un modèle anticapitaliste primaire. Dans le climat de panique actuel, de plus en plus de citoyens sont convaincus que le capitalisme est un mal en soi et ils souhaitent ouvertement son effondrement en oubliant le malheur des citoyens qui vivent dans les pays qui ne réussissent pas à se développer économiquement. S'il est absolument souhaitable de faire respecter des règles éthiques qui empêchent les dérives capitalistes que nous connaissons tous, il serait aberrant de souhaiter l'effondrement de l'économie mondiale en pensant que la nature y gagnerait au change. Un monde fondé sur ce genre de pensée magique serait bien pire qu'un monde un peu plus chaud.

Les capacités d'adaptation

Pour répondre aux besoins des populations humaines, nous serons toujours dans l'obligation de déranger la nature, et ce constat ne représente pas une justification pour la détruire bêtement. Chaque projet doit être étudié au cas par cas pour trouver le meilleur compromis entre les objectifs de développement et la qualité de l'environnement. La science qui en fait son principal objet d'étude est précisément l'écologie, qui n'est pas cette idéologie en dérive qui a été critiquée au cours de cet ouvrage.

Nous avons certainement le devoir d'utiliser le génie humain pour développer les énergies renouvelables, mais nous avons également le devoir de démontrer leur efficacité et la faisabilité des projets de transformation en toute transparence démocratique. Les projets découlant des constats scientifiques doivent être proposés à la population, non pas en utilisant la terreur apocalyptique comme argument principal, mais en interpellant l'intelligence dans une perspective d'adaptation.

Pour contribuer à sauver la planète, la plus exigeante des tâches consiste souvent à mettre de l'ordre dans notre propre demeure. Pour préparer l'avenir, il est sans doute souhaitable d'acquérir ou de cultiver certaines qualités individuelles favorisant la compréhension en évitant les affrontements stériles.

Puisque l'expérience humaine soulève inlassablement des problèmes complexes, qui ne peuvent se résoudre en émettant des opinions définitives, nous devons résister intellectuellement au chant des sirènes de la conviction pour accéder à une pensée critique orientée vers la compréhension globale.

Cette pensée critique et ouverte pourrait constituer une forme d'éthique de l'argumentation.

Puisqu'il est fondamentalement impossible de tout savoir, surtout lorsqu'il est question de l'avenir, la reconnaissance de cette limite pourra constituer les bases d'une communication ouverte et dénuée d'arrogance. Un véritable sceptique est une personne qui cultive le doute, mais qui sait également douter de ses propres idées.

Une chose est claire, la pensée toxique générée par l'alarmisme n'est d'aucune utilité pour l'avenir de la planète. La panique écologique n'est certainement pas bonne conseillère et il faut refuser de confier les destinées de l'humanité à des personnes qui se présentent comme des sauveurs. Les prétentions messianiques sont toujours annonciatrices d'un pouvoir aliénant.

La pensée qui nous accuse d'avoir détruit notre environnement, alors que toutes les générations n'ont fait que ce qu'elles ont pu pour survivre et pour transmettre la vie, est une pensée fondée sur la honte d'être humain. Ce ne sont pas les conditions psychiques que nous désirons offrir à nos enfants pour poursuivre la grande histoire de l'évolution⁷⁴, d'autant plus que chaque génération croit toujours traverser la pire des crises.

Si la Terre n'est pas en colère, nous devons avouer que nous sommes sans doute un peu anxieux devant les défis incessants de l'existence. Consolons-nous, il en sera ainsi tant que nous serons vivants.

⁷⁴ Quelques ouvrages de référence qui appuient la perspective défendue au cours de ce livre:

Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête. Sous la direction de Jean-Robert Pitte, géographe de renom et Président de l'Université Paris IV Sorbonne. JC Lattès, Paris 2010

L'apocalypse n'est pas pour demain. Pour en finir avec le catastrophisme. Du politologue Bruno Tertrais, Éditions Denoël, Paris, 2011.

Le fanatisme de l'apocalypse. Sauver la terre, punir l'Homme. Du philosophe Pascal Bruckner, Grasset-Fascelle, Paris 2011

Le nouvel ordre écologique – l'arbre, l'animal et l'homme. Du philosophe Luc Ferry, Livre de Poche, Biblio essais, 1992